

صحة من العمل

Le Monde

diplomatie

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

LE DISCOURS DE M. CARTER AU PALAIS DES CONGRÈS

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Voici les principaux extraits du discours prononcé mercredi soir 4 janvier par le président Carter au Palais des Congrès :

M. Carter a commencé son allocution par un vibrant éloge de la démocratie, « la norme de notre civilisation occidentale ». Il a poursuivi : « Mais un défi a été lancé à notre ordre démocratique. Certains mettent en doute l'efficacité des principes démocratiques dans les circonstances actuelles. Des voix s'élèvent dans le monde en développement pour demander si, dans la lutte menée pour éliminer la pauvreté, les notions de liberté d'expression, de liberté individuelle et de liberté de choix de gouvernement ne devraient pas être mises de côté. D'autres voix, au sein du monde industrialisé, demandent si la démocratie nous donne les moyens de faire face au rythme frénétique du changement qui intervient dans la vie moderne. Nous avons entendu des avertissements selon lesquels une société démocratique ne peut s'imposer la modération et l'autodiscipline nécessaires pour affronter des problèmes économiques persistants. Nous avons entendu dire que les éléments dissidents de nos sociétés ne peuvent s'unir au sein d'un système démocratique. Partout dans le monde, les gouvernements ont commencé à donner l'impression d'être distants, impersonnels, incompétents. Nombreux sont ceux qui se demandent si un gouvernement, quel qu'il soit, est en mesure d'entendre leur voix lointaine et solitaire. »

Ces problèmes sont très réels. Nous devons admettre leur existence. Mais nous devons également assumer l'obligation que la société démocratique impose à ceux qui en font partie : celle de proclamer notre foi inébranlable dans les principes de nos nations démocratiques et notre conviction que ces principes sont toujours valables — pour les riches comme pour les pauvres, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Nous sommes aujourd'hui, qu'il y ait ou non, à l'origine d'un tournant décisif. Les principes de la Déclaration d'indépendance et de la Déclaration des droits de l'homme.

Nous défendons ces principes parce qu'ils sont justes et parce qu'il n'est pas de but plus élevé pour l'État que de préserver ces droits pour ses citoyens. Mais nous les défendons aussi dans la conviction que ces principes sont la base de la démocratie et qu'ils nous permettent de relever les défis que doivent affronter nos sociétés modernes. (...) La démocratie n'est pas simplement une forme de gouvernement, elle est aussi le système qui s'accorde le mieux à la nature humaine. C'est le moyen le plus efficace d'organiser la société pour le bien de tous.

La où l'État exerce en tout sa domination, seuls les maigres talents du bureaucrate peuvent s'épanouir librement. En revanche, la démocratie pluraliste d'une démocratie laisse le champ libre au développement d'une vaste gamme de talents — dans l'administration, les arts, le travail, la technologie, les sciences et le commerce. La démocratie permet de donner libre cours à l'énergie créatrice innée de chacun de nous.

En dépit de leurs considérables ressources humaines et naturelles, des nations dotées d'autres systèmes politiques n'ont pas obtenu des succès comparables. (...) C'est la raison pour laquelle le grand courant de l'émigration dans le monde va des États qui détiennent les droits fondamentaux à ceux qui ne les ont pas. (...) C'est la raison pour laquelle l'Inde a réaffirmé son adhésion au régime de gouvernement par le peuple ; c'est pourquoi le Portugal, l'Espagne et la Grèce ont rejoint les rangs des nations démocratiques européennes. (...) »

« Satisfaire les exigences de nos peuples »

Le chef de la Maison Blanche a ensuite défini cinq tâches, qui sont à l'ordre du jour de la démocratie :

« En premier lieu, il s'agit d'élaborer les moyens grâce auxquels les gouvernements et les institutions sociales seront en mesure de satisfaire plus rapidement et dans de meilleures conditions les exigences plus grandes formulées par nos peuples en matière de leadership et de services. L'heure de l'épreuve est arrivée. D'innombrables expériences sont déjà en cours et se déroulent conformément aux traditions et aux besoins particuliers de chaque pays. (...) »

Parmi ces « expériences », M. Carter a cité le cas de la France où, « a-t-il affirmé, « vous assurez le bon fonctionnement d'une jeune Constitution en répartissant équitablement le pouvoir entre l'exécutif et le législatif » ; le chef de la Maison Blanche s'est également référé à l'ouvrage

Démocratie française du président de la République. « La deuxième des tâches incombant à la démocratie, c'est de relever le défi économique. Nous ne devons pas nous contenter de relancer la croissance, d'enrayer l'inflation et de réduire le chômage. Nous devons également démontrer que notre système économique démocratique est capable de s'adapter aux exigences qui lui sont imposées. Cela nous oblige à prouver à nouveau que nous possédons la discipline nécessaire pour servir nos intérêts futurs autant que présents, de sorte que les groupes qui s'opposent sur la scène nationale n'engendrent pas le chaos et la discorde, mais une nouvelle harmonisation des efforts en vue du bien commun. (...) »

« Mon pays peut et veut se joindre à ses partenaires afin de développer cette force et d'engager l'économie planétaire sur la voie menant à la croissance et à une plus grande prospérité. (...) »

« L'Amérique s'emploiera à maintenir la force du dollar, à injecter un nouveau pouvoir d'achat dans l'économie grâce à d'importants abaissements fiscaux, à réduire le chômage et à maîtriser l'inflation. (...) »

« Nous travaillons avec nos partenaires économiques, dans le cadre des négociations commerciales de Genève, à accélérer la réalisation d'un accord qui améliorera le système de marchés ouverts, élargira les échanges et créera de nouveaux emplois, en suivant en cela l'exemple français, nous consacrons tous nos efforts à l'établissement d'un programme d'ensemble dans le domaine de l'énergie en vue de limiter nos importations de pétrole étranger, de réduire une dépendance injustifiée et d'atténuer le déficit de notre balance commerciale. (...) »

« La France et l'Amérique, ainsi que les autres démocraties industrielles, émergent actuellement de la récession économique des dernières années. Nous sommes pour ce faire, nous devons en mesure de porter immédiatement notre attention sur les conditions d'une croissance économique durable. (...) »

« M. Carter a ensuite mentionné toute une série d'efforts nécessaires, dont celui-ci : « Nous devons prendre des mesures pour éviter d'exporter nos difficultés économiques vers d'autres pays, riches ou pauvres. (...) »

« Pourvoir à notre sécurité mutuelle »

La troisième tâche inscrite au nouvel ordre du jour de la démocratie est de pourvoir à notre sécurité mutuelle. (...) »

« Notre problème capital en matière de sécurité, aujourd'hui, consiste à maintenir intacte notre volonté de conserver la puissance militaire dont nous avons besoin, tout en recherchant toute occasion de bâtir une paix meilleure. La puissance militaire sans la détente peut conduire à un conflit ; mais la détente sans la puissance militaire peut conduire à une faiblesse. (...) »

« La France et l'Amérique prouvent, l'une et l'autre, que le peuple, dans une démocratie, peut et veut apporter son soutien à la poursuite de ces objectifs conjoints qui sont la force et la paix. (...) »

« Les engagements du gouvernement et du peuple américains quant à la sécurité de l'Europe sont absolus. Nous ne devons pas nous laisser aller à des forces nécessaires pour faire face à ces engagements. Nous savons aussi que la France de maintenir et de perfectionner les forces qui sont essentielles à la défense. (...) »

« Mais nous voyons aussi le besoin de dépasser le stade de

l'affrontement, de résoudre les différends entre l'Est et l'Ouest, et de progresser vers le contrôle des armements, voire le désarmement. (...) »

« (...) à rechercher le plus tôt possible un accord sur une interdiction totale des essais nucléaires (...) une réduction substantielle du commerce international des armes conventionnelles. (...) »

Un soutien sans réserve à l'Europe

« La quatrième tâche qui figure sur le nouvel ordre du jour de la démocratie, c'est l'effort des Européens pour façonner leur propre avenir. Car le but que vous vous êtes fixé, vous et vos associés au sein de la Communauté européenne, n'est rien de moins que la transformation de l'Amérique de relations entre des États issus de traditions anciennes, d'une histoire spécifique pour chacun, et légitimement fiers de leurs réalisations nationales. (...) »

« Les États-Unis apporteront un soutien sans réserve à tout ce que vous et vos partenaires de l'Europe des Neuf êtes en train de faire pour renforcer la coopération européenne — car nous tenons la force et l'unité de l'Europe pour un avantage et non une menace à notre endroit. Les seules choses qui pourraient menacer réellement nos intérêts seraient la faiblesse économique et la désunion. (...) »

S'adapter aux changements de l'univers

Le cinquième et dernier point qui figure sur le nouveau calendrier de la démocratie concerne la coopération qu'il nous faut établir entre nous pour nous adapter aux changements de notre univers. (...) »

« Les raisons factuelles qui nous ont conduits à nos défis économiques, dans le temps des deux dernières générations — la science et la technologie, l'éducation et la santé, la volonté et la sagesse de chacun, hommes et femmes — ont aussi changé les rapports entre les démocraties industrielles et le monde en développement. (...) »

« Les nations européennes, ensemble ou séparément, ont aussi un rôle grandissant à jouer au-delà des limites de leur continent, tout particulièrement dans la remise en ordre des relations entre le Nord et le Sud. (...) »

« À l'heure actuelle, d'importantes ressources se trouvent

aussi sous le contrôle de pays en développement — comme l'a clairement démontré la crise de l'énergie. La politique économique ne peut plus être arrêtée par une poignée de pays seulement. (...) »

« Nous avons compris depuis longtemps qu'une plus grande égalité individuelle pouvait être l'origine d'une prospérité accrue au sein de nos sociétés respectives. Nous voyons aussi maintenant comment une plus grande égalité entre les nations est capable de promouvoir la prospérité de l'économie mondiale, y compris la nôtre. Aucun pays ni même aucun petit groupe de pays ne peut plus façonner seul son destin. (...) »

« Il y a six jours, j'ai quitté les États-Unis pour une tournée à l'étranger qui a eu constamment pour thème la vitalité universelle de la démocratie. En Pologne, en Iran, en Inde, en Arabie Saoudite, en Égypte et aujourd'hui en France, j'ai souligné le fait que le combat que nous devons mener à l'heure actuelle ne consiste pas seulement à établir la paix mais également à protéger l'individu du pouvoir de l'État. (...) »

« Demain, avec le président Giscard d'Estaing, je quitterai Paris pour me rendre sur les plages de Normandie. Si les noms d'Omaha, Utah, Juno, Gold viendront à jamais dans la mémoire de nos deux peuples, c'est parce qu'ils nous rappellent de quel prix nous avons payé nos libertés et combien précieux est l'héritage qui nous a été légué à défendre. (...) »

« Nous prions cependant pour que le sacrifice de ces combattants n'ait jamais besoin d'être renouvelé, et nous savons que la guerre ne sera pas inévitable aussi longtemps que nous transmettrons notre attachement aux valeurs des peuples libres renforcées et renouvelées — à chaque nouvelle génération. (...) »

(Traduction établie par les services de l'Ambassade des États-Unis.)



M. CHIRAC CONFIRME QU'IL NE PARAÎTRA PAS AUX CÉRÉMONIES

La mairie de Paris a publié, mercredi 4 janvier, le communiqué suivant : « En l'absence d'une réponse de l'ambassadeur des États-Unis, M. Jacques Chirac a cru comprendre que le président Carter ne pouvait modifier son emploi du temps et n'assisterait pas de venir saluer, à travers ses drapeaux, la population de la capitale qui le reçoit. Le maire de Paris ne peut que déplorer cette attitude, contraire à toutes les traditions, et s'abstenir, en conséquence, de paraître aux cérémonies données en l'honneur du président Carter. (...) »

En revanche, on indique au Centre des démocrates sociaux que M. Lecanuet, président du C.D.S., aura un aparté avec

M. Carter ce jeudi au cours de la réception au château de Versailles.

Jeudi matin, au micro d'Europe 1, M. Lecanuet a critiqué « le comportement ambigu » de M. Mitterrand. Il a accusé le dirigeant socialiste de « jouer le double jeu » en tendant « hier la main aux communistes et en obtenant demain l'audience qu'il sollicite auprès du président américain ». « Il essaie, a-t-il dit, de se faire passer pour un homme à gauche et de s'élargir vers le centre ». Le président du C.D.S. a ajouté que les communistes n'ont pas souhaité de rencontrer qu'il y a, là encore, un singulier divorce d'attitudes. (...) »

Les entretiens franco-américains

(Suite de la première page.)

Cette nouvelle discussion a été préparée mercredi par deux séries de conversations, d'une part, entre MM. de Guiringaud et Vance, et d'autre part, entre MM. Jean François-Poncet et Brzezinski, conseiller du président américain pour la politique étrangère.

Simultanément, M. Barre et M. Rossi, ministre du commerce extérieur se sont entretenus des affaires économiques internationales avec MM. Strauss, conseiller de la Maison Blanche, et Cooper, sous-secrétaire américain au commerce. La conversation aurait surtout porté sur les négociations du GATT. M. Barre aurait insisté sur les problèmes non

tarifaires posés par la liberté des échanges.

M. Lecat, porte-parole de l'Élysée, a déclaré que les entretiens de mercredi s'étaient déroulés dans une atmosphère « très cordiale et dans une esprit très ouvert ». Le tête-à-tête des deux présidents a eu lieu en anglais avec l'assistance d'un interprète pour une part, sans témoin pour le reste.

Deux séries de sujets ont été abordées : 1) Les relations Est-Ouest, les négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques (SALT), la sécurité en Europe et la poursuite de la détente ; 2) Le problème de la paix au Proche-Orient, à la lumière notamment des entretiens de M. Carter à Ryad et à Assouan et des messages adressés jeudi et dimanche par M. Sadate à M. Giscard d'Estaing. MM. de Guiringaud et Vance ont parlé des mêmes sujets, ainsi que la non-prolifération et la situation dans la corne de l'Afrique.

Les négociations sur le Proche-Orient

« Les deux présidents ont échangé toutes les informations dont ils disposent sur tous les sujets traités », a dit M. Lecat. Ceci vaut surtout, semble-t-il, pour le Proche-Orient. Selon une haute personnalité américaine, MM. Carter et Sadate sont convenus au cours de leur entretien d'Assouan que l'objectif principal du comité politique (créé lors du dernier entretien Begin-Sadate et qui réunira à la fin janvier, à Jérusalem, les ministres des affaires étrangères américain, égyptien et israélien), doit être de parvenir à une déclaration de principe sur la paix. Cette déclaration servirait de « cadre » aux discussions futures, afin de parvenir à une « paix globale » (« comprehensive peace »).

Les difficultés dans la phase actuelle viennent de ce que Égyptiens et Américains sont favorables à une « déclaration générale » alors que M. Begin — avec lequel M. Carter s'est entretenu par téléphone après l'entrevue d'Assouan — veut « une prise de position plus complexe et plus détaillée ». Selon cette même personnalité, les Américains pensent qu'il sera « plus facile de faire des progrès si un accord est réalisé dès le départ sur une déclaration de principes » et que « cela permettra d'éclaircir la participation aux conversations ». Les Américains pensent en effet qu'il est « possible » et même « probable » que d'autres parties (il n'est pas

précisé lesquelles) se joignent aux conversations s'il y a un accord entre l'Égypte et Israël sur la déclaration de principes.

Selon une autre source, les Américains ne désespèrent pas d'obtenir de M. Begin « une flexibilité » (le mot *flexibility* revient souvent dans la bouche de M. Carter). Du côté français, on estime en tout cas que la se trouve le cœur du problème. Si M. Begin se montre disposé à des concessions de fond réelles, on estime que la participation jordanienne et même syrienne aux négociations deviendrait possible.

« Hello, Jimmy »

M. Carter avait été accueilli mercredi à 15 heures à Orly par le président de la République.

« Votre voyage échoit des souvenirs, comporte une signification et revêt une grande importance, avait dit M. Giscard d'Estaing. (...) »

« Les souvenirs, ce sont ceux des services que nos deux peuples se sont alternativement rendus en faveur de l'indépendance et de la liberté (...). La signification est votre attachement commun à la liberté (...). L'importance de votre voyage tient au fait que nos conceptions de l'avenir du monde sont voisines. (...) »


Dans sa réponse, M. Carter avait évoqué la nature « rare et particulière » des relations franco-américaines. « Nous sommes venus en Normandie pour préserver votre liberté et donc la nôtre », a-t-il dit.

Les deux présidents se sont ensuite rendus à l'Arc de Triomphe, et ont descendu à pied une partie des Champs-Élysées. Une foule amicale lançait des « Hello, Jimmy » et des « Hello, Jimmy », tandis que le président américain serrait quelques mains.

Dans le « salon doré » de l'Élysée, où s'est ensuite déroulé l'entrevue au « sommet », M. Giscard d'Estaing a eu pour son hôte des attentions particulières. Il a présenté à M. Carter l'original de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. M. Giscard d'Estaing avait fait sortir du Louvre un tableau (la Mère) du peintre américain Whistler.

MAURICE DELARUE.

STERN depuis 1840
 GRAVEUR cartes de visite, invitations
 La distinction d'une gravure traditionnelle
 nouveau département
 "Société" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité
 Atelier : 47 Passage des Panoramas - PARIS 2^e - Tél. 236.94.48 - 508.96.45

SOLDES

ALEXANDRE
 FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
 organise sous le haut patronage de la CHAMBRE DE COMMERCE
 FRANCO-ARABE et avec le concours de la FONDATION, une
Semaine Islamique
 DU 16 au 20 JANVIER 1978
 79 Avenue de la République 75011 Paris (métro Saint Maurice)
 • 5 TABLES RONDES animées par M. CHARLES DOMINIQUE
 MONTAUDO - AL-HALLAQ - ARKOUN - ARABIAZ -
 AUSTRY - BALUSSEAU - BEN BOUTA - BENCHERKEB
 BERRADA - BLAMONT - BLANC - BLUMEREAU - BOISOT -
 BORNIN - BOURLET - BRUN - CERVALLIER -
 DEMEULENARRE - DESPRAIRES - DEWITT - DOUILLET -
 DUBOIS - HALFF - LELONG - LEVEAU - LOUCHEL - MACKEN
 MONTELEONE - MOROIS - REAY - ZENGES - FROST
 RODINSON - SARKIS - TAMER - TROUPEAU - TURKI
 sur des thèmes économiques, culturels et linguistiques.
 • CENTRE D'INFORMATION - ANIMATION CULTURELLE
 Pour recevoir le programme détaillé, écrire ou téléphoner à
 FSCF 79 Av de la République 75011 Paris - Tél : 585.58.05

MONDIAL
MOQUETTE
PRIX
CHOIX
STOCK
OFFRE LIMITEE
REMISE: 10%
EXCEPTIONNELLE
à la caisse sur
tout le stock
Moquette, Aiguilleté
Plastiques, Tapis etc.

POSES ASSUREES
 PARIS 19^e : 114, rue Darniermont
 Tél : 606-05-73
 SAINT-DENIS : 73, rue de la
 République - Tél : 820-92-93
 BAGNOLET : 191-193, avenue
 Pasteur - 5^e arr. Pte des Lilas
 Tél : 381-16-48
 BOULOGNE : 82 Bis, rue
 Gallieni - Tél : 605-45-12
 COIGNIERES (N 10) : près
 Treppes route du Pont d'Aulneum
 Tél : 451-70-12
 FOSSES-SURVILLIERS : Zone
 Industrielle de Fosse, Pres
 gare S.N.C.F. - Tél : 471-03-41

**APPORTEZ VOS
 DIMENSIONS**
 MAISONS-ALFORT : 129, rue
 Jean Jaurès, RN 5,
 Tél : 375-44-70
 SARCELLES : 29, av. Division
 Leclerc, RN 15 route de Chantilly
 Tél : 950-00-77
 PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
 Face gare d'Austerlitz
 Tél : 594-72-38
 PARIS 14^e : 30, bd Jourdan
 50 m Porte d'Orléans
 Tél : 539-38-62
 PARIS 19^e : 144, bd de La
 Villette - M^e Colonel-Pabien
 et J. Jaurès - Tél : 203-00-78

DIPLOMATIE

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

APRÈS LA RENCONTRE D'ASSOUAN

**M. Begin : il ne peut y avoir d'autodétermination
 des arabes palestiniens au sens du droit
 et de la pratique internationale**

De notre correspondant

Jérusalem. — Le rencontre
 Carter-Sadat d'Assouan, qui
 avait suscité les appréhensions
 de ceux qui redoutent en Israël
 de nouvelles pressions américaines
 et dans laquelle certains voyaient
 même une façon de courtoisie
 envers les négociations bilatérales
 qui s'ouvraient le 15 janvier
 à Jérusalem, a finalement
 renforcé nombre d'observateurs
 dans leur conviction que le pré-
 sident israélien et le premier mi-
 nistre israélien sont déjà parve-
 nus à un accord tacite sur les
 principes généraux de la paix.

Le chef du gouvernement n'a
 pas caché sa satisfaction au su-
 jet des déclarations des présidents
 Carter et Sadat à l'issue de leur
 entretien. Il n'a pas été ques-
 tion d'un « Etat palestinien », a
 souligné M. Begin. Le président
 Carter s'est contenté d'évoquer
 la nécessité de trouver une « so-
 lution au problème palestinien
 sous tous ses aspects ». Ce qui
 laisse la porte ouverte à toutes
 les interprétations.

Un « danger mortel
 pour Israël »

Pour le gouvernement israélien,
 la solution du problème passe par
 l'octroi de l'autonomie aux Pales-
 tiniens de Cisjordanie et de Gaza,
 prévu dans le plan Begin. Le pré-
 mier ministre a toutefois ajouté :
 « Il ne peut pas y avoir d'autodé-
 termination pour les Arabes
 palestiniens. Il existe une auto-
 détermination pour les Arabes
 dans l'ensemble de l'est et d'un
 Etat souverain », a-t-il dit.

« Il y a maintenant plusieurs
 millions de Palestiniens-Américains
 aux Etats-Unis, et ils ne deman-
 dent pas la création d'un Etat
 indépendant à la frontière d'Israël
 et des Etats-Unis. Nous sug-
 gérons l'autonomie pour les Ara-
 bes palestiniens et la sécurité pour
 les Juifs palestiniens ».

Pour nous, autodétermination
 veut dire Etat indépendant et nous
 n'allons pas accepter un tel dan-
 ger mortel pour Israël. L'O.L.P.
 s'en emparerait en un rien de

Révé par la télévision
 israélienne

**LE PLAN DE M. BEGIN
 SUR LE SINAI
 PRÉVOIT UNE DIVISION
 EN TROIS SECTEURS**

Tel-Aviv (A.F.P.). — La télévision
 israélienne a révélé, mercredi soir
 4 janvier, le plan israélien de régle-
 ment au Sinai, tel qu'il a été officiel-
 lement soumis au président Sadat.

Le projet, qui prévoit la totale
 évacuation du Sinai, divise le péni-
 nsiule en trois secteurs : le premier,
 à l'ouest, aura la superficie des ter-
 ritoires contrôlés actuellement par
 l'Egypte, territoires où, selon l'accord
 intérimaire, elle est autorisée à
 maintenir des effectifs réduits.

Le second secteur, au centre, sera
 totalement démilitarisé, et le troi-
 sième, une bande de territoire paral-
 lèle aux anciennes frontières israé-
 liennes, sera placée sous le contrôle
 de l'O.N.U. C'est dans ce troisième
 secteur que se trouvent les points
 de peuplement juifs créés par
 Israël au-delà des lignes antérieures
 à la guerre de six jours, notamment
 au salient de Rafah.

Israël demande que tout en étant
 sous souveraineté égyptienne, ces
 points de peuplement soient soumis
 à la juridiction civile israélienne et
 qu'il soit autorisé à y placer des
 unités qui assureront leur défense.
 Le commentateur militaire de la télé-
 vision a souligné à ce propos que
 « les suggestions israéliennes sur ce
 dernier point sont définies de ma-
 nière très vague ». La façon dont
 la souveraineté égyptienne sera com-
 patible avec la présence de forces
 israéliennes dans les points de peu-
 plement, n'est pas du tout claire,
 ajoute-t-il.

Israël demande aussi que cer-
 taines bases aériennes qu'il avait
 construites dans le Sinai restent
 partiellement à sa disposition pen-
 dant un certain temps. Elles pour-
 raient être sous contrôle de l'O.N.U.
 et ne servirait qu'à des fins civiles.

Selon la télévision israélienne, ce
 projet a été fondé sur les assurances
 égyptiennes quant à l'internationali-
 sation des droits de Tirin et de la
 délimitation de la plus grande
 partie du Sinai. Si les Egyptiens
 renvoyaient sur ces assurances, le
 projet ne sera plus valable, a précisé
 le commentateur.

**TASS : le président américain
 n'a pas trouvé chez les
 Arabes de partisans de la
 politique de M. Sadat.**

(De notre correspondant.)

Moscou. — Dans un commen-
 taire intitulé « Collusion anti-
 arabe », reproduit par de nom-
 breux journaux de ce jeudi
 5 janvier, l'agence Tass analyse
 pour la première fois la tournée
 du président Carter au Proche-
 Orient. « On rattache cette vi-
 sion « arafatienne » en quelques
 jours, ou, au plus, en quelques
 semaines », a déclaré M. Begin,
 ajoutant qu'on avait « déjà vu
 cela en Angola, au Mozambique,
 en Ethiopie et en Libye ».

On relève ici avec intérêt qu'au
 cours d'une interview à la chaîne
 de télévision américaine A.B.C.,
 le chef de l'Etat égyptien a évoqué
 l'« absence du sens de responsa-
 bilité affichée par l'O.L.P. depuis
 son entrée à Jérusalem ».

Bien que le gouvernement n'ait
 prévu aucune concession territo-
 riale en Cisjordanie, le retour sur
 la scène politique du roi Hussein,
 annoncé par le président Sadat,
 est généralement bien accueilli.

Le plan de paix d'Israël prévoit,
 en effet, la création d'un comité
 bipartite israélo-jordanien-palesti-
 nien appelé à trancher sur toutes
 les questions ayant trait à l'ave-
 nir de la Cisjordanie et de la
 bande de Gaza. Il semble que le
 compromis auquel œuvre actuel-
 lement le président Carter, s'ins-
 crive dans le sens de la création d'une
 entité politique palestinienne non
 indépendante, liée à la Jordanie.

M. Begin a confirmé que le
 président Carter lui avait adressé
 un message par radio-téléphone
 de l'avion qui le menait d'Assouan
 à Paris, le mardi 30, au cours du
 quel les résultats de sa ren-
 contre et lui transmettent les
 « amitiés » du président Sadat.

« Cette amitié est réciproque et
 durable », a déclaré M. Begin. Le
 président Sadat et moi-même avons
 réussi à établir constamment un é-
 lément positif important de la
 négociation », a déclaré le pré-
 mier ministre. — (Interim.)

CONNU POUR SES POSITIONS MODÉRÉES

**Le représentant de l'O.L.P. à Londres
 est assassiné dans son bureau**

L'O.L.P. a, dans un communiqué publié à Beyrouth, imputé
 mercredi soir 4 janvier la responsabilité morale du meurtre de
 son représentant à Londres, M. Saïd Hammami, aux autorités
 britanniques — tant que ces dernières n'auront pas identifié les
 criminels.

Dénouant ce « crime ignoble », l'O.L.P. affirme que les
 « assassinats criminels perpétrés contre le peuple palestinien,
 n'échappent pas au châtiment et que la révolution palesti-
 nienne les traquera ainsi que les instigateurs du crime ». Le
 communiqué ajoute que le comité exécutif de l'O.L.P. et le comité
 central du Fath ont perdu en la personne de M. Hammami un
 « militant éminent » et un « diplomate chevronné ».

De notre correspondant

Londres. — M. Saïd Hammami,
 représentant de l'Organisation de
 libération de la Palestine à Lon-
 dres, où il était installé depuis
 sept ans, a été abattu, mercredi
 après-midi 4 janvier, de trois
 balles de revolver. Son assas-
 sinat a été décrit par la police comme un
 « crime ignoble », bien que son
 poursuivi par plusieurs étudiants
 arabes travaillant dans les locaux
 de la librairie de l'O.L.P. à Grosvenor
 Street, a réussi à se perdre dans la foule
 d'Oxford Street.

L'assassin avait pris rendez-
 vous avec M. Hammami en don-
 nant un coup de téléphone à son
 domicile de la rue de la Paix, et
 encore voulu révéler. Après avoir
 fait fonctionner la sonnette de
 sécurité, il fut admis dans le bu-
 reau du représentant de l'O.L.P.
 dirigeant de l'O.L.P. Les deux
 hommes étaient seuls. Usant d'un
 revolver muni d'un silencieux,
 l'assassin tira par trois fois. At-
 teint à la tête, M. Hammami suc-
 comba aussitôt. Il avait, quand
 on le retrouva, un cigare allumé
 entre les doigts. L'assassin bous-
 sula les étudiants dans le couloir,
 frappa l'un d'eux et se enfuit dans la rue.
 La police n'exclut pas la possibi-
 lité d'une ou plusieurs complicités,
 sans apporter toutefois d'autres
 précisions. Pour le moment,
 elle n'établit pas de lien
 entre l'assassinat de M. Hammami
 et l'explosion — samedi — d'une
 bombe dans une automobile, qui
 avait provoqué la mort de deux
 membres de l'ambassade de Syrie.
 Il est en tout cas établi que
 l'assassinat avait été soigneuse-
 ment préparé.

Dans la soirée, la protection
 accordée aux missions diploma-
 tiques d'Israël et des pays arabes

avait été renforcée et la surveil-
 lance des aéroports intensifiée sur
 l'ordre de Scotland Yard dont la
 brigade antiterroriste a immé-
 diatement commencé son enquête.
 Apparemment, les locaux de la
 librairie de l'O.L.P. de Grosvenor
 Street, où M. Hammami avait son
 bureau, n'étaient pas protégés,
 et un seul homme gar-
 dait la porte de la pièce où il
 recevait ses visiteurs. Le repré-
 sentant de l'O.L.P. était en effet
 un homme d'un aspect facile,
 connu et apprécié des milieux
 politiques et des journaux aux-
 quels il écrivait régulièrement des
 lettres de mise au point présen-
 tant l'organisation sous son jour
 le plus « respectable ». A plusieurs
 reprises, il avait refusé tout lien
 avec les groupes terroristes se
 réclamant de l'O.L.P. prédisant
 que l'organisation elle-même dé-
 sapprouvait le terrorisme.

En 1974, il avait donné une
 interview au *Jewish Chronicle*,
 qui plaiderait en faveur de pour-
 parlers de paix entre Israël et les
 Palestiniens. M. Hammami recom-
 mandait la coexistence pacifique
 entre Israël et un « mini-Etat »
 palestinien à établir sur la rive
 occidentale du Jourdain et la
 bande de Gaza, formule qui, pour
 beaucoup, était considérée comme
 un compromis inacceptable.
 M. Hammami pensait que les
 Juifs et les Palestiniens arabes
 devaient « apprendre à vivre en-
 semble » dans des Etats séparés
 avant d'envisager la création d'un
 seul Etat.

De toute évidence, M. Ham-
 mami était un modéré et, selon
 le *Guardian*, on déclare de source
 arabe à Londres qu'il était
 « l'homme d'Arafat » et que son
 assassinat est un « coup direct »
 porté au leader de l'O.L.P.

HENRI PIERRE.

À l'occasion du premier anni-
 versaire de l'assassinat de Ma-
 hmond Ould Saleh, le 3 janvier
 1977, qui tenait la librairie pale-
 stinoise de Paris, les « Amis de
 Mahmoud Ould Saleh » et l'Union
 des écrivains et journalistes
 palestiniens, organisent un débat
 sur la situation actuelle au
 Proche-Orient le vendredi 6 jan-
 vier, 20 h. 30, 44, rue de Rennes,
 75006 Paris.

مكتبة من الأصل

صحة الإنسان

TS-UNIS

ASSOUAN

Le président américain n'a pas trouvé chez les membres de la présidence de M. Sadate.

(Le notre correspondant) — Dans un communiqué, le président américain Jimmy Carter a déclaré qu'il n'a pas trouvé chez les membres de la présidence égyptienne de M. Sadate, l'attitude qu'il souhaitait.

POSITIONS MODERES

TOULOUSE à Londres

Le ministre de l'Intérieur a déclaré que la situation en France est sous contrôle.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré que la situation en France est sous contrôle.

LE CONFLIT ENTRE HANOI ET PHNOM-PENH

Le Cambodge invite plusieurs diplomates en poste à Pékin à se rendre dans sa capitale

De notre correspondant

La radio cambodgienne n'accordait, dans ses émissions du jeudi 5 janvier, qu'une place secondaire au conflit avec le Vietnam, son bulletin d'informations commençant par la célébration du deuxième anniversaire de l'adoption de la Constitution du Kampuchéa démocratique.

Pékin. — Plusieurs ambassadeurs en poste à Pékin représentant des pays scandinaves, africains et asiatiques (Suède, Danemark, Finlande, Mali, Tansanie et Népal) ont été invités par le Cambodge à se rendre cette semaine à Phnom-Penh.

S'agit-il d'une coïncidence dans certains cas, cette tournée de l'intention des diplomates n'en est pas moins un fait.

ALAIN JACOB.

ASIE

Inde

DES FANATIQUES HINDOUS SERAIENT RESPONSABLES DE LA CATASTROPHE AERIEENNE DE BOMBAY

Bombay (A.F.P.). — Un groupe terroriste indien, rattaché à la secte fanatique hindoue Anand Marg, aurait provoqué la catastrophe aérienne de Bombay (deux cent treize morts), le 1^{er} janvier.

Chine

M. Hu Yu-pang, proche collaborateur de M. Teng Hsiao-ping, a été nommé au poste-clé de directeur du département d'organisation du comité central du P.C. chinois.

Japon

Un consortium d'une quinzaine de banques japonaises va accorder à l'Indonésie un prêt de 75 millions de dollars.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LE PARQUET FEDERAL DE KARLSRUHE a annoncé l'arrestation le 23 décembre à Bad-Neuenahr, d'un homme et d'une femme domiciliés aux Pays-Bas et soupçonnés d'espionnage en R.F.A. au profit d'une puissance de l'Est.

Haïti

UNE LENTE AMELIORATION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME est constatée en Haïti, indique la Commission internationale de juristes, dont le siège est à Genève.

Iran

LE PREMIER MINISTRE IRANIEU, M. DJAMCHID AMOUEZGAR, a été élu le mercredi 4 janvier secrétaire général du « Rastakhiz » (Renouveau national), seule formation politique autorisée dans le pays.

les fonctions de secrétaire

général pour la première fois en octobre 1976, succédant à M. Hoveyda, ancien premier ministre.

Italie

UN ATTENTAT CONTRE LE SIEGE ROMAIN DU JOURNAL IL CORRIERE DELLA SERA a fait un blessé grave, le 4 janvier après-midi.

Mozambique

LE GOUVERNEMENT DE MAPUTO a annoncé mercredi 4 janvier sa décision de nationaliser les banques étrangères — toutes portugaises — « afin de contrôler les ressources financières du pays et de canaliser les capitaux dans un sens favorable au développement économique ».

Ouganda

LE MARECHAL IDI AMIN a lancé, le mercredi 4 janvier, une violente attaque contre la hiérarchie chrétienne d'Ouganda, lui reprochant de « se livrer à des activités politiques sous couvert de religion, et de menacer ceux de ses fidèles qui veulent se convertir à l'islam ».

Pérou

QUATRE PAYSANS ONT TROUVE LA MORT, et dix autres ont été blessés, le 28 décembre, au cours d'affrontements avec la police dans le village de Huarez, dans le nord

du pays, a annoncé le 3 janvier, le ministre de l'Intérieur.

Pologne

A VARSOVIE, LES CONVENTIONS SUR LES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES ont été publiées par le Journal officiel du 29 décembre, date de la visite du président Carter.

République Sud-Africaine

DANS UN RAPPORT publié le jeudi 5 janvier, la Commission internationale des juristes estime que les « mesures cruelles et répressives » du gouvernement sud-africain ne favorisent qu'à accroître la colère et l'émigration, et « conduisent les Africains à la violence dans la lutte pour leurs droits ».

Union soviétique

L'UNION SOVIETIQUE comptait 250 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1978, annoncent les Izvestia. L'accroissement en un an est de 0,85 % soit 2 000 000 personnes.

Les meubles de style... bien sûr
CHALET
RUSTIQUE
126, rue Legendre PARIS 17^e
Tél. : 228.16.72 • PARKING

LECTURE RAPIDE
Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et
CONCENTRATION INTELLECTUELLE
Stage de 3 jours : 12 - 19 - 26 Janvier
Autres sessions : Février - Mars - Juin
conditions particulières pour les inscriptions individuelles
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CPM Centre Malesherbes - 108 Boulevard Malesherbes
Paris 75017 - Tél. : 766.51.34

Je ne suis pas plus bête qu'un homme.
Je cherche du travail.
Je ne sais plus quoi faire !

Lisez le numéro de janvier de
COSMOPOLITAN
Vous n'y trouverez pas de solution miracle
mais, région par région, des idées auxquelles vous n'avez peut-être pas pensé.

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT LANCE "LES CAHIERS"

Chaque mois vous trouverez dans les "Cahiers de la Culture et de l'Environnement" des dossiers de fond (dans le N° 3 : l'archéologie en France, l'aide au théâtre, des sujets d'actualité (dans le N° 3 : l'évolution de la législation sur la pêche, la lutte contre les déchets), des comptes-rendus d'expériences pilotes et de recherches menées en France ou à l'étranger (dans le N° 3, écoutez, entendez les sourds-muets).

les cahiers
DE LA CULTURE & DE L'ENVIRONNEMENT
N° 3
mensuel, 80 pages
Une civilisation à la recherche de ses sources : l'archéologie en France.
L'aide de l'Etat au théâtre dramatique.
Garder la France propre : une loi ou comment nous agissons pour l'élaboration et la récupération des déchets.
De la pêche. 5 millions de pêcheurs à la ligne l'évolution de la législation.

Je désire m'abonner pour six mois au prix préférentiel de 60 F au lieu de 72 F.
Je régle cette somme à réception de la facture.
Nom : _____
Adresse : _____
A retourner à la Documentation Française - 29-31 quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07 CCE M

حکومت الراحل

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Mitterrand dénonce la « démagogie » de M. Raymond Barre

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a reçu la presse mercredi après-midi 4 janvier au Palais-Bourbon afin de lui présenter le programme commun de gouvernement de la gauche signé en 1972 et complété par les propositions socialistes lors de son actualisation en 1977.

M. François Mitterrand a notamment déclaré : « Avec ce début d'année commence la campagne électorale, qui, je l'espère, sera marquée par une compétition libre de programmes et de projets. Le parti socialiste est un parti prêt à gouverner, c'est-à-dire en mesure de proposer un programme d'action, de le proposer à ses partenaires de la gauche et de préparer le gouvernement de la France dans le cadre des engagements qu'il a pris. Prêt à gouverner, le parti socialiste a tenu à présenter le programme sur lequel il aura à s'engager devant les électeurs. Il s'agit du programme commun tel qu'il a été signé en 1972, compte non tenu de l'évolution des données et des chiffres, intervenus depuis. Certes 1978 présente par rapport à 1972 un certain nombre de problèmes nouveaux dans une situation aggravée, mais tout le reste du programme commun demeure présent et actuel. S'y ajoutent dans le livre publié aujourd'hui, un accord n'ayant pu

intervenir entre les partis de gauche, les propositions socialistes destinées à actualiser ce programme. S'y ajoutent également les propositions nouvelles sur lesquelles un accord a été réalisé depuis 1972. Tel est le projet que le parti socialiste entend, le jour venu, proposer à ses partenaires pour assurer le gouvernement de la France. (...) »

Le chef du parti socialiste est celui de l'union de la gauche autour du programme commun, mais il ne peut engager que lui-même, même s'il souhaite que chacun à gauche se détermine au nom de l'intérêt public, et notamment de l'intérêt des travailleurs. Le P.S. ira donc au premier tour sur cette base, et, dans le cas d'une victoire au second tour, victoire qui ne sera assurée qu'au prix d'une discipline républicaine, c'est-à-dire la discipline de la gauche, à laquelle les socialistes se plieront. — Le P.S. parce qu'il est et sera le premier parti de la gauche, fera les propositions nécessaires afin que soit constitué un gouvernement sur ces bases. La discussion sera alors ouverte, mais nous aurons dès aujourd'hui annoncé la couleur. »

Le SMIC

En énumérant les principales dispositions sociales contenues dans ce programme commun réactualisé, M. Mitterrand a notamment indiqué que l'allocation vieillesse devrait s'établir autour de 1 300 F.

A propos du SMIC, il a souligné que, après des rencontres avec les organisations syndicales, et afin de prendre en compte la mauvaise tenue des prix, « il sera recommandé de relever le chiffre de 2 400 F par mois pour quarante heures ». M. Mitterrand a évoqué ensuite les mesures économiques, et notamment l'extension du secteur public. Il a déclaré à ce sujet : « Nous restons ouverts à la discussion quant à la composition des groupes, de leur étendue et de leurs filiales. Nous sommes tous d'accord pour nationaliser ces dernières, mais c'est la notion de nationalisation qui nous sépare. Pour ce qui est de la nationalisation de la sidérurgie, le premier secrétaire a indiqué que son parti était prêt à examiner cette question, « dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois ».

M. Mitterrand a poursuivi : « La volonté du P.S. est de ne pas se laisser distraire par les obstacles que ses adversaires ont dressés d'accumuler sur sa route. Le P.S. représente aujourd'hui l'axe de la politique française. Voilà qu'il est appelé à examiner cette question de la nationalisation de la sidérurgie, et dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois. (...) »

Le leader socialiste a annoncé que son parti publierait prochainement une

plate-forme qui ne retiendrait que les grandes lignes du programme commun actualisé et traiterait de plusieurs sujets supplémentaires, dont l'énergie nucléaire.

« Nous ne sommes plus en monarchie »

Présentant ensuite l'ouvrage consacré aux Comptes fantastiques de la droite (voir analyse de Gilbert Mathieu ci-dessous), M. Mitterrand a déclaré : « Depuis qu'il est entré en politique, M. Barre brûle les étapes pour en arriver au plus bas niveau de la démagogie. On pouvait attendre mieux de lui. (...) »

« C'est un ouvrage, a-t-il précisé, où les promesses sont faites par les responsables de la majorité. Il leur appartient de les reprendre à leur compte. Mais s'ils veulent se rabattre sur un nouveau programme de Provisoire — le programme de Bolo — alors nous révoquerons tous aux deux mille crèches et penseront que M. Barre ne s'était peut-être après tout qu'un Messier-bis. Si, pour faire sérieux, il nous présente un programme au rabais, alors ils auront trompé l'opinion. En fait, M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre amènent le tapis depuis trois ans. (...) »

M. Mitterrand a conclu en déclarant : « Nous ne sommes plus en monarchie. (...) »

« engagement. Quant au président de la République, il aurait décidé de couvrir le projet gouvernemental et prétendrait décrire ce qu'il appelle le « bon choix » pour la France. Mais, en entrant en campagne, le président devient un citoyen comme un autre, qui n'a pas plus de droits que le plus modeste citoyen de la plus petite commune de France. (...) »

Cela ne l'empêche pas plus qu'un autre à décrier un bon choix. Nous ne sommes pas retournés en monarchie, où un monarque doté de l'unction sainte pouvait dire au pays ce qui est bien, bon ou mauvais. (...) »

« Dans la confrontation électorale, M. Giscard d'Estaing est l'agriculteur ou l'un des maçons. C'est déjà beaucoup. Être le maçon qui donne des conseils à l'agriculteur, alors que c'est lui qui a mis la maison par terre, ne prédispose pas à emporter le marché. Le président risque de redevenir simplement le chef d'une majorité qu'il a prise majoritairement. Il lui sera difficile d'apparaître comme un arbitre s'il n'emploie à être, pendant deux mois, un partisan. (...) »

Répondant ensuite aux questions des journalistes, M. François Mitterrand a notamment estimé qu'il n'y avait pas de plus grand pas en avant dans la décapitation des relations entre partenaires de gauche « que d'affirmer que l'on respectera les contrats que l'on signe ». Il s'est refusé à accom-

plir un quelconque geste « générateur de démagogie et d'échec ». Il a estimé pourtant qu'avant de se réunir à la fin de la semaine, le parti communiste « doit être assuré de la volonté du parti socialiste de gouverner à gauche avec la gauche et qu'il doit avoir connaissance des propositions que le P.S. fera après les élections pour doter un gouvernement de gauche d'un programme sérieux. (...) »

« On ne peut, a-t-il affirmé, jouer des rivalités et des concurrences. Il faut faire passer l'intérêt des travailleurs avant les petites haines de l'un ou de l'autre. Il n'est pas possible de tromper l'espérance née de l'union de la gauche autour du programme commun. (...) »

En ce qui concerne sa prochaine rencontre avec le président Carlier (« si il y a eu, a-t-il affirmé, aucune demande de parti et d'autre, mais de bons esprits se sont rencontrés »), M. Mitterrand a évoqué la baisse provoquée à la Bourse par l'annonce de cet entretien. Il a déclaré : « La Bourse n'est pas tout à fait innocente, mais elle est de santé fragile. Mais qui sont les mauvais médecins ? Ce n'est pas nous qui l'avons agitée. Elle s'écroule dans un système capitaliste. Je trouve la Bourse un peu imprudente de remonter quand M. Barre parle. En un an, elle a baissé d'environ 30 %. Qui était alors au pouvoir ? (...) »

D'importants compléments du texte de 1972

(Suite de la première page.)

Sur la fond, les ajouts ne sont pas moins substantiels. Les uns traduisent l'accord auquel étaient parvenus les négociateurs des trois partis : indemnisation des chômeurs aux deux tiers du SMIC s'il n'y a qu'un seul salaire au foyer ; réduction progressive de la durée du travail de quarante à trente-cinq heures par semaine ; nouveau financement de la Sécurité sociale, demandant moins aux industries de main-d'œuvre et plus à l'Etat ; construction de dix cent dix mille logements sociaux (essentiellement H.L.M. locatives) par an sur le total de sept cent mille logements prévus ; refus des licenciements pour cause économique sans reclassement préalable ; salaire fiscal pour les P.M.E. ; blocage des prix à la consommation (et non plus seulement à la production) d'un certain nombre de « produits de masse » ; égalité complète des droits pour la femme ; contrôle des firmes multinationales ; extension de la représentation proportionnelle pour les élections municipales dans les villes moyennes. (...) »

Les autres compléments concernent les propositions que fait le P.S. à ses partenaires — et à l'opinion — sur les points où le désaccord persiste entre partis de gauche, ainsi que sur les sujets qui n'ont guère été abordés entre eux. C'est dans cette catégorie qu'il faut situer les trois « ouvertures » faites par M. Mitterrand mercredi en direction du P.C.F. et de ceux des syndicalistes qui jugent le P.S. trop timoré.

La fixation du SMIC à 2 400 F en mars, d'abord. Le leader socialiste, qui parle d'une hausse de 2 300 F le 9 novembre, a justifié ce glissement par les « perspectives actuelles de hausse des prix » et par le « fruit de ses dialogues avec les organisations syndicales ». En fait, la volonté de réduire les divergences avec le P.C.F.,

avant l'ouverture de la conférence nationale communiste du week-end, a joué aussi, puisque nombre d'experts économiques du P.S. répugnaient à cette concession par crainte de ses conséquences inflationnistes éventuelles.

Le même motif politique joue aussi pour le nouveau barème présenté en matière d'impôt sur la fortune. Alors que le P.S. parlait récemment encore de taux variant entre 0,5 et 2 % pour des fortunes allant de 2 à 10 millions, un taux supérieur au-delà de 10 millions étant laissé « à une loi ultérieure », le programme actualisé cite le taux de 8 % (souhaité par le P.C.F.) pour les fortunes supérieures à 50 millions. Enfin, s'agissant des filiales industrielles à « caractère stratégique », M. Mitterrand a admis que les trois critères cités par le programme actualisé permettaient d'en nationaliser beaucoup plus que les quatre cas indiqués par le P.S. en septembre : la liste à retenir, a-t-il ajouté, sera précisément l'un des objets du dialogue avec nos partenaires « s'il reprend, comme je le souhaite ».

Les propositions du P.S.

Au-delà de ces trois ouvertures, les compléments apportés par le P.S. au texte de 1972 enrichissent celui-ci sur de nombreux points : objectifs de réduction des inégalités (salariales ou non) ; minimum vieillesse à 1 300 F (+ 42 %) en mars ; gratuité des transports pour les chômeurs non indemnisés à 90 % ; deux cent dix mille emplois publics nouveaux sur les cinq cent mille prévus globalement pour résorber la chômage ; concession (mais non revente) des sols acquis par la puissance publique ; élection des représentants de sociétés nationales par les conseils d'administration de ces firmes (qui siègent les représentants des travailleurs) ; dans les entreprises, conseils d'atelier et de

service (demandés par la C.F.D.T.) ; objectifs précisés pour une « nouvelle croissance » — moins de 6 % l'an ; politique agricole détaillée (notamment sur les questions foncières) ; reprise du programme de nationalisation de filiales des neuf groupes industriels que le P.S. avait peu à peu élargi pendant l'été puis l'automne ; mesures sociales et financières diverses pour aider les handicaps à trouver normalement leur place dans la société ; droit de vote aux élections municipales accordé aux immigrés ; amélioration de l'aide publique à l'enseignement ; politique de coopération plus précise ; protection plus sérieuse du droit des citoyens à l'information. (...) »

En insérant dans le programme commun lui-même toutes ces propositions, qui se situent, a dit M. Mitterrand, dans la perspective plus vaste à terme du programme socialiste, le P.S. entend montrer que, loin d'avoir abandonné le programme commun, il continue à en faire sa charte, veut l'améliorer et est prêt pour ce faire à dialoguer avec ses partenaires.

Répondant à l'annonce à l'objection que lui adressera la majorité : « Combien cela coûte-t-il ? », M. Mitterrand a indiqué que le P.S. cherchait très prochainement ses propositions. Sans tomber sous la critique de « démagogie », qu'il formule lui-même à l'encontre de M. Giscard d'Estaing et de ses ministres, le P.S. indiquera les moyens de financer toutes ses propositions, alors que la majorité actuelle « multiplie les promesses sans dire jamais comment elle paiera ».

On sera donc mieux à même, d'ici peu, de mesurer l'impact économique du programme actualisé et ses conséquences certaines ou probables. Pour l'instant, on peut dire que le nouveau texte, appartenant à la même famille de propositions que le précédent, aura assurément les

mêmes effets. Le temps a simplement permis aux responsables politiques et aux experts de mieux réfléchir aux moyens d'éviter les « dérapages » que ne pouvait manquer de provoquer le texte de 1972 et de combler les lacunes qui le caractérisaient. Reste à savoir, chiffres en mains, si la relance qui est proposée par la consommation populaire et l'investissement sélectif, ne comporte pas trop de risques inflationnistes et commerciaux.

GILBERT MATHIEU.

M. RENÉ ANDRIEU (P.C.) : bricolage.

Dans son éditorial de l'Humanité du 5 janvier, M. René Andrieu analyse en termes sévères les divers aspects de la conférence de presse de M. Mitterrand et les propositions socialistes d'actualisation du programme commun. Il écrit notamment : « En publiant unilatéralement ce texte à la veille d'une conférence nationale, le P.S. a semé l'incertitude et le doute. (...) »

« Le parti socialiste campe sur ses positions, et même opère un nouveau saut en avant dans certains domaines. (...) »

« Le P.S. se refuse tout à fait à nationaliser les filiales des neuf groupes industriels, mais encore il semble être revenu sur certaines dispositions qui figuraient dans le programme commun de 1972, ou qu'il avait acceptées au cours de la négociation sur la mise à jour. (...) »

« Tout se passe comme si les dirigeants socialistes avaient hâtivement bricolé le programme commun tout en continuant, pour des raisons électorales, à se réclamer d'une fidélité absolue à son égard. (...) »

Système collectif de défense et de dissuasion

« Il est significatif, qu'en ce qui concerne la défense nationale, les dirigeants socialistes aient fait sauter une phrase aussi importante que celle-ci, qui figurait pourtant dans le texte actualisé accepté par les trois partis : « Tout en refusant de s'associer également à la constitution de toute nouvelle organisation militaire intégrée à la constitution — faire intégrée » (p. 113). Alors on rêve d'un retour dans l'OTAN ou d'une armée européenne ? (...) »

« Dans ce cas, mieux vaudrait le dire clairement », écrit René Andrieu dans l'Humanité de ce jeudi 5 janvier, en commentaire du texte du P.S. En réalité, le débat entre socialistes et communistes sur ce point précis est ancien et il tient à l'ambiguïté même de la rédaction du programme commun de 1972 — largement repris dans les nouvelles propositions du P.S. — qui prévoit notamment le refus de réintégrer l'OTAN, mais aussi la possibilité d'associer les forces françaises à un système de sécurité collective européenne.

Lors des négociations de l'été dernier sur l'actualisation du programme commun, la délégation communiste avait vivement reproché à M. Mitterrand de ne pas croire à « l'efficacité d'une défense française autonome » et de préconiser une protection « par la force des alliances ». Les communistes s'étaient également opposés aux représentants des radicaux de gauche qui n'avaient pas écarté l'éventualité d'une armée dans le cadre de la Communauté européenne au cas, par exemple, où les Etats-Unis se retireraient de l'Europe. Les représentants du P.C.F. avaient alors répliqué que la base de l'accord demeurerait le maintien de la France dans l'alliance atlantique à l'exclusion de toute velléité de créer une communauté européenne de défense.

Mais la question de fond, que René Andrieu ne soulève pas dans son commentaire et qui continue, de toute évidence, d'opposer socialistes et communistes, semble être la force de dissuasion nucléaire. Le P.C.F. s'est prononcé pour le maintien en

état de l'arme nucléaire et l'introduction de certains perfectionnements technologiques pour constituer une dissuasion « tous azimuts ». Ce qui veut dire précisément, comme l'a confirmé M. Louis Baillet, président de la commission de la défense du P.C.F., que les communistes ne suspendraient pas les essais nucléaires souterrains et qu'ils ne feraient pas la base de Mururoo. Or, dans ses nouvelles propositions, le P.S. consent au maintien en état de l'arme nucléaire — après avoir préconisé, en 1972, l'arrêt immédiat de la fabrication de la « force de frappe » — mais il continue de se prononcer pour « l'arrêt immédiat des expériences ». Ce qui revient à s'interdire la modernisation progressive d'une panoplie qui vieillit faute d'innovation technologique et, donc, à proposer davantage le maintien en l'état de la dissuasion que son maintien en état ou sa « maintenance opérationnelle », comme le réclament les communistes.

Quelles que soient les nuances de vocabulaire, qui sont importantes dans la mesure où elles révèlent des divergences profondes de points de vue, le P.S. persiste à donner en matière nucléaire la « décision finale » aux Français. Une suggestion écartée par le P.C.F. qui voit comme une atteinte — par la doute — de la volonté gouvernementale de dissuasion.

Sur un point précis, enfin, le P.S. a amorcé une évolution que l'on devinait depuis plusieurs mois. Il préconise une durée totale du service militaire supérieure à six mois (puisque celui-ci sera précédé par une préparation militaire et suivi de périodes de réserve), au lieu d'une durée de quatre à six mois comme le suggérait le projet socialiste de 1972. Les communistes ne feront pas de cette proposition une nouvelle pomme de discorde entre eux et le P.S., puisque les études de leur commission interne de défense les ont conduits à concevoir un système analogue. — J. L.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac »

« Ne promettez jamais, ne faites jamais de pronostic ». On est tenté de répéter le conseil aux hommes politiques, après la lecture du petit livre humoristique que M. Mitterrand a rendu public le mercredi 4 janvier. Composée pour l'essentiel du rapet de promesses faites depuis 1974 par le président de la République et ses principaux ministres, il fait sourire par la seule comparaison des déclarations officielles aux événements qui les ont suivies, les auteurs associant parfois leur propos de commentaires caustiques.

L'effet — bien connu des chansonniers — est assuré. Quelques exemples : le président de la République et M. Durand ont fait, en 1975, du « maintien d'un haut niveau d'emploi » la préoccupation majeure du gouvernement ; depuis, le chômage s'est accru de plus de 800 000 personnes (+ 120 %). Et il y a maintenant trente mois qu'est largement dépassé le « seuil critique » de sous-emploi à ne pas franchir, que M. Giscard d'Estaing avait fixé à 800 000 en mai 1975.

Inflation : M. Chirac voulait

la ramener à 7 % l'an, dès le printemps 1975 ; elle a été, selon l'indice officiel, de 11,6 % cette année-là, de 8,9 % en 1976 et du même ordre en 1977 (si l'on réintroduit la modification de T.V.A. opérée en janvier). Les budgets de l'Etat, qui devaient être équilibrés, ont enregistré 70 milliards de francs de déficit en trois ans. Le commerce extérieur, dont l'équilibre était vanté par M. Giscard d'Estaing au printemps 1976, a connu 36 milliards de francs de déficit en deux ans.

La croissance, annonçait le président de la République en 1975, après la hausse du pétrole, serait « vraisemblablement » de 6 % par an. M. Chirac pronostiquait 4,5 à 5 % pour 1975 et M. Fourcade 4,2 à 4,5 % pour 1976. La réalité n'a pas été de 9 à 11 % en deux ans, mais de 1,3 %, sept fois moins. Dès août 1975, M. Chirac apercevait « la sortie du tunnel » ; le chômage a pourtant frappé 300 000 salariés supplémentaires par la suite. En juillet dernier, M. Giscard d'Estaing voyait « pour la quatrième fois » la France « sortir de la crise » et cela « à la fin de l'année ». L'O.C.D.E. et la plupart des

conjoncturistes n'imaginent plus, eux, l'année nouvelle moins mauvaise que la précédente. (...) »

Pendant plus de cent pages alternent ainsi promesses et déceptions. La crise mondiale a déjoué tant d'espérances ! Au moins aurait-elle dû, à partir de 1975, modérer l'inflationnisme. Mais l'optimisme officiel a la vie dure, même quand il s'agit de « gérer l'imprévisible ».

Les auteurs terminent leur livre par un chapitre des décisions annoncées par le pouvoir pour 1978. L'idée est heureuse, mais la démonstration — moins convaincante — des dépenses budgétaires seraient à ajouter à l'actuel loi de finances, ainsi que 13 milliards aux charges de la Sécurité sociale, estiment les auteurs ; en contrepartie desquelles le gouvernement n'aurait prévu aucune recette nouvelle. De sorte que le déficit de l'ensemble des finances publiques serait cette année non pas de 15 milliards mais de 73.

La démonstration ne convainc pas pleinement. Pour deux raisons : les dépenses totalisées

sont loin d'avoir été toutes calculées de façon précise ; les gros chapitres sont clairement chiffrés, mais d'autres restent dans l'ombre ; ce qui fait craindre, fût-ce à tort, quelque exagération. Second motif : les auteurs postulent que la majorité, une fois passée les élections, ne se doterait d'aucune ressource nouvelle. Or elle a souvent vu, dans le passé, recourir à plusieurs types de recettes auxquelles elle pourrait être tentée de faire de nouveau appel : relèvement des cotisations sociales, majoration des péages d'autoroutes (ou création de péages en sites urbains), et recettes de poche (P.M.U., lotto, tabac, etc.), voire relèvement de certains impôts directs.

La démonstration tentée par le P.S. aurait été plus forte si le coût social ou fiscal du respect — même partiel — des promesses de la majorité avait été mis en évidence. — G.M.

« Les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac », 128 p., 7 F. Secrétariat du P.S. à la formation, 12, cité Malesherbes (75009).

AVANT EXPROPRIATION

Durer

74, CHAMPS-ÉLYSÉES
(Immeuble du Claridge)

LIQUIDATION TOTALE

(par autorisation Préfectorale - Loi du 30 décembre 1963)

**Chaussures, Couture,
Maroquinerie, Bagages**

ouvert de 10 heures à 19 heures

POLITIQUE

LA PRÉPARATION

Les principaux compléments apportés par le P.S.

Le texte initial du programme commun de la gauche comportait un préambule signé du P.C. et du P.S. La version actualisée présentée par M. Mitterrand mercredi s'ouvre par une préface où le leader socialiste écrit : « Le P.S. entend manifester sa fidélité aux engagements pris : ceux de 1972 et les améliorations qui y ont été apportées en 1977. »

« Les socialistes auraient préféré — est-il besoin de le dire ? — que la signature des trois partenaires de l'union de la gauche figure au bas de ce document. Cela n'a pas été possible jusqu'ici, on le sait, et nous le regrettons hautement. Publier maintenant ce document, ce n'est pas le figer. Ce n'est pas renoncer à l'espoir de voir nos partenaires revenir s'asseoir à la table des négociations et reprendre en commun le travail interrompu. Nous continuons à vouloir et à espérer la conclusion d'un accord entre les trois partenaires de l'union de la gauche. Nous le disons solennellement. »

Mais « les travailleurs, les exploités, tous ceux qui souffrent des rigueurs de la crise n'ont pas le temps d'attendre ». L'intensité et la gravité de la crise dans laquelle la société et l'économie française sont plongées ne doivent pas être un motif pour renoncer. Elles rendent au contraire plus nécessaires et plus urgentes les transformations prévues dans le programme commun. »

Faute de pouvoir citer intégralement les principaux compléments apportés par le P.S. au programme commun de 1972, nous en commençons ci-dessous une analyse, en suivant les quatre parties du document.

I. — Vivre mieux, changer la vie

SMIC à 2 400 F

● **SMIC.** — « En avril 1978, le taux du SMIC sera fixé par le gouvernement, après concertation avec les organisations syndicales, en tenant compte du rythme de l'inflation », dit le texte. M. Mitterrand a expliqué mercredi que cela signifiait 2 400 francs pour quarante heures par semaine (57 % par rapport à actuellement).

● **Raies des salaires.** — Elle interviendra selon des « taux dégressifs jusqu'à atteindre zéro au niveau de quatre fois le nouveau SMIC (5 600 francs) ». Autrement dit, le pouvoir d'achat sera garanti pour les salariés couverts par les conventions collectives. L'objectif est de réduire la hiérarchie des salaires « par une hausse plus rapide des bas salaires », l'éventail des revenus et des fortunes étant abaissé grâce à « la réforme fiscale, la politique des prix, la lutte contre la spéculation et la fraude ».

● **Prestations familiales.** — Hausse de 50 % en deux temps : 25 % dès l'arrivée au pouvoir, 25 % sur l'exercice 1979.

● **Aide aux handicapés.** — 1200 francs par mois, revalorisés par la suite. La prévention, le dépistage systématique, les soins, pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, seront assurés sous la responsabilité du ministère de la santé.

● **Retraites.** — Ouverture du droit à la retraite fixée immédiatement à soixante ans (cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs effectuant des tâches pénibles ou insalubres) avec pension complète. Maximum de la retraite vieillesse porté à 1 800 francs par mois (+ 43 % par rapport à actuellement), somme majorée tous les semestres jusqu'à atteindre 80 % du SMIC.

● **Durée du travail.** — Progressivement réduite de quarante heures à trente-cinq heures par semaine, avec priorité pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux.

● **Congés payés.** — Leur durée minimale sera portée à cinq semaines.

● **Conditions de travail.** — « Interdiction du travail ou renforcement pour tous les travaux dangereux, pour les femmes enceintes et les jeunes de moins de dix-huit ans. Passage à cinq équipes pour abaisser la durée hebdomadaire dans les branches fonctionnant actuellement avec quatre équipes en service continu. »

Cinq cent mille emplois nouveaux par an

● **Emploi.** — La page unique du chapitre initial est remplacée par trois pages et demi représentant le texte de 1972 et le complétant avec toutes les propositions élaborées par le P.S. depuis deux ans. Pour « éliminer le chômage, objectif essentiel », cinq cent mille emplois en moyenne devront être

créés chaque année, en priorité dans la production. La première année, « cent cinquante mille emplois seront créés pour améliorer la qualité du service public (éducation, culture, santé, loisirs, sports, postes et télécommunications) et soixante mille emplois seront mis par l'Etat à la disposition des collectivités locales. »

A cet effet, la consommation publique sera relancée, ainsi que — de façon sélective — les investissements. Les contrats de grand équipement nationalisés comporteront des clauses précises de création d'emplois, et les investissements ayant cet effet seront « facilités ». Il en ira de même s'agissant de l'aide financière aux P.M.E. A l'inverse, les projets d'investissements français à l'étranger qui auraient pour effet de démanteler le potentiel national en portant atteinte à l'emploi et au développement industriel « seront interdits ». Tout jeune à la recherche d'un premier emploi devra bénéficier d'une formation professionnelle (celle-ci étant massivement développée).

● **Aide aux chômeurs.** — L'indemnité minimale aux chômeurs sera portée à deux tiers du salaire (1 600 F par mois au maximum). Quand le salaire est le tiers de la famille (50 %, soit 1 200 F, dans les autres cas). Les chômeurs non indemnisés à 90 % bénéficieront de la gratuité des transports locaux. Également dans le temps des dettes des chômeurs.

● **Santé.** — En attendant la gratuité complète des soins, versement aux malades d'une indemnité journalière égale au minimum à 75 % du SMIC (1 800 F par mois en mars) et à 100 % (2 400 F) en cas d'accident du travail.

● **Financement de la Sécurité sociale.** — L'effort demandé aux entreprises dans les industries de main-d'œuvre, en particulier les P.M.E. sera allégé, « l'assiette des cotisations ne devant pas être limitée aux salaires, mais étendue aux autres éléments de l'activité de l'entreprise ». Le budget de l'Etat concourra pour une part plus importante aux ressources.

Sept cent mille logements par an et politique foncière

Le changement de titre du chapitre est significatif des intentions du P.S. : « L'urbanisme, le logement, les équipements collectifs » devient « Le cadre de vie et une nouvelle qualité de la vie », thème qui débute sur un appel à l'esprit de responsabilité des citoyens, qui peut être encouragé par la création d'équipements de lieux de rencontre et de communication, la formation des travailleurs dans les domaines culturels et sociaux, l'aménagement à « la vie indépendante des collectivités ». Un nouveau développement de l'artisanat et du petit commerce dans les cités et villages.

Dans les agglomérations, un « équilibre satisfaisant entre les diverses fonctions sociales » sera recherché et des plans de création de jardins publics, d'espaces de jeux mis en œuvre. Les assemblées élues (de l'Assemblée nationale au conseil municipal) « décideront la politique de l'aménagement de l'espace » en y associant les groupements intéressés (syndicats, associations, comités de quartier, commissions extra-municipales, etc.) et en créant, au besoin, des ateliers publics d'aménagement et d'urbanisme.

Pour éviter la spéculation foncière, les collectivités publiques « feront des prix de préemption » des sols « en fonction de la valeur sociale déclarée annuellement par les propriétaires » ; une taxe foncière progressive sera perçue sur les terrains ; les sols préemptés ne pourront plus être revendus mais seulement concédés.

Sur les sept cent mille logements à construire chaque année, les trois quarts (cinq cent dix mille) seront des logements sociaux aidés par l'Etat, avec priorité pour les E.I.M. principales locales. Le confort sera accordé partout. Mais les aides publiques aux sociétés immobilières seront supprimées et elles n'ont pas de finalité sociale. Les avantages fiscaux aux accédants à la propriété seront « modulés en fonction de leur revenu ».

● **La charge du logement** dans les budgets familiaux sera stabilisée et même réduite pour les familles à revenu modeste. Les locataires, dont les retards de paiement résultent de difficultés sociales constatées (E.I.M.), ne pourront être expulsés. Une loi limitera les saisis à domicile (...).

● **Priorité aux transports en commun.** — Notamment au métro, aux autobus, aux tramways, aux trains. Les grandes opérations de transports urbains seront financées par des emprunts définis par la planification. Les collectivités locales percevront pour le financement de leur contribution aux transports urbains collectifs une taxe progressive sur les entreprises en fonction de la taille de celles-ci. Aucun péage ne sera appliqué sur les autoroutes urbaines. Les passages routiers et sur les ponts seront allégés.

● **Environnement.** — Une lutte systématique contre le bruit sera entreprise : protection des autoroutes urbaines, aménagement des grands carrefours. Un plan de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau visera à réduire les déchets rejetés des trois quarts en cinq ans. Outre diverses dispositions contre les rejets, les normes de construction de machines dangereuses, les nuisances générées de bruit ou de gaz nocifs seront révisées, et l'utilisation de certains produits chimiques (détergents, herbicides, défoliants, insecticides et engrais chimiques) soumise à un contrôle « de façon à en éviter un usage inconsidéré ».

II. — Démocratiser l'économie, développer le secteur public planifier le progrès

Cette troisième partie comporte, elle aussi, de nombreux compléments, que M. Mitterrand a parfois précisés oralement mercredi.

Extension des droits des travailleurs

● **Limitation du droit de licenciement.** — « Tout licenciement individuel pour motif économique qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes, sera interdit. » En ce qui concerne les licenciements pour faute grave, l'insuffisance professionnelle, « la juridiction du travail exigera que les chefs d'entreprise apportent la preuve de la faute alléguée et de sa gravité ». Le travailleur victime d'un licenciement reconnu abusif ou irrégulier devra être réintégré dans son emploi s'il le demande.

Le lock-out sera interdit, de même que la constitution de polices ou de milices intérieures aux entreprises ou l'inscription dans des fichiers de renseignements non professionnels susceptibles de nuire au travailleur ou de porter atteinte à sa liberté.

● **Contrôle des travailleurs.** — Consultation régulière des travailleurs sur leurs conditions de travail et la marche de l'entreprise. Constitution de comités centraux de groupe réunissant des représentants des diverses entreprises du groupe. Extension des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité.

Election des présidents de sociétés nationales et conseils d'atelier

● **Gestion démocratique du secteur nationalisé.** Dans chaque entreprise nationale le conseil d'administration sera composé de représentants élus des travailleurs (au moins le tiers du conseil), de représentants des usagers (syndicats, associations sociales, familles, de consommateurs ou de défense de l'environnement, élus locaux ou régionaux coopératives) et de représentants par le gouvernement (ne pouvant être majoritaires). Le conseil élira son président sur des listes d'aptitudes proposées par le nouveau pouvoir démocratique, et désignera, selon les cas, le ou les directeurs généraux de l'entreprise.

● **Conseils d'ateliers ou de services.** — Développement progressif de formes nouvelles de participation des travailleurs à la gestion et à la direction de l'entreprise, par exemple de conseils d'atelier ou de service. Intervenant dans le respect des orientations du plan démocratique assurant la cohérence générale du développement, cette évolution « s'inscrit dans la perspective de l'autogestion, c'est-à-dire de la gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, par les citoyens eux-mêmes. »

● **Contrats de programme du secteur public.** L'autorité chargée du Plan négociera, au nom de l'Etat, les contrats de programme à moyen terme qui précéderont les objectifs des entreprises industrielles nationales et les moyens de les atteindre (avec, éventuellement, obligations de service public et compensations correspondantes).

Les nationalisations nouvelles

Après avoir décrit les huit missions que le P.S. assigne au secteur public, le texte indique qu'à côté des nationalisations, « la propriété sociale revêtira des formes diverses : sociétés nationales ou d'économie mixte,

coopératives mutuelles, entreprises d'économie sociale et à but non lucratif, etc. ».

La « petite phrase » sur la possibilité pour les travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise est maintenue. Mais elle est précédée d'un rappel des « principes affirmés par la Constitution » qui, dit le texte, doivent être « respectés » : ce qui exclut des nationalisations ne s'inspirant pas des grands motifs énumérés par le texte constitutionnel.

S'agissant des neuf groupes industriels visés par le programme de 1972, le texte du P.S. indique que, dès l'installation du gouvernement, « la totalité de leurs biens (société de participation) seront transférés à la collectivité nationale », ce qui « constitue l'application intégrale du programme commun ». Deveniront sociétés nationales « toutes les sociétés dans lesquelles un ou plusieurs de ces neuf groupes possèdent au moins 50 % du capital » (soit trente-huit sociétés industrielles et quatre-vingt-neuf sociétés à vocations diverses). « Plus de trois quarts des personnels appartenant aux groupes et à leurs filiales majoritaires appartiendront, dès lors, à une entreprise nationale. »

La totalité des participations (majoritaires ou minoritaires) détenues par les neuf groupes, et qui touchent près de mille cinq cents entreprises, deviendra propriété de la collectivité nationale. En revanche, les actions détenues par des groupes ou des personnes non visées en 1972 ne seront pas concernées.

En outre, les sociétés issues de restructurations postérieures à 1972 seront nationalisées : Alstom-Atlantique, Carbone-Lorraine, I.M.T. et les A.T.O. Enfin, « un nombre restreint d'autres filiales des neuf groupes », représentant un élément nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et ayant un caractère de monopole ou de service public, seront transformées en sociétés nationales. Elles seront choisies en fonction des critères suivants :

— entreprises dominantes sur des marchés publics stratégiques tels que, par exemple, le matériel militaire, le téléphone, le nucléaire ;

— entreprises essentielles au développement national des technologies de pointe ;

— entreprises essentielles à la création d'un pôle industriel public capable d'entraîner le développement d'un secteur économique (machine-outil, biens d'équipement).

M. Mitterrand a refusé d'indiquer combien de firmes concerneront le « nombre restreint » évoqué, estimant que cet élément préliminaire fait l'objet de la négociation qu'il souhaitait avec ses partenaires. Le 19 septembre, le comité directeur en avait déjà évoqué quatre : Thomson-C.S.F., C.I.T.-Alcatel, Pharmuka et Comancher ; quatre-vingt-cinq mille salariés au total.

Pour empêcher les minorités de bloquer les transformations ultérieures, un projet de loi sera déposé en vue de modifier leurs prérogatives actuelles. Dans la sidérurgie, le contrôle de l'Etat se fera « concurrence de 70 % du capital des sociétés » soit par transformation des prêts publics en prises de participation, soit par acquisition directe. L'appropriation totale pourra intervenir au vu des résultats d'un plan de conversion et d'emploi de deux ans.

M. Mitterrand a précisé, à propos de l'industrie pharmaceutique, que la nationalisation complète de ce secteur demanderait l'objectif à terme, mais que, dans les cinq ans, seuls quelques groupes passeraient sous contrôle public.

Le paragraphe unique du texte

de 1972 concernant l'indemnisation n'est pas modifié.

« M. Mitterrand a précisé que cela signifiait pour le P.S. que plusieurs formes pourraient être utilisées « selon les circonstances » : transformation des actions en obligations participatives (formule moins coûteuse pour l'Etat qu'il avait lui-même présentée en octobre 1976), rachat par et simple en vingt ans (solution retenue par le parti communiste, ou transformation des prêts publics en participation au capital).

Dans toutes les sociétés contrôlées à plus de 50 % par la puissance publique seront appliquées les mesures d'extension des droits des travailleurs prévues pour le secteur public.

Plan, politique industrielle et agricole

Le troisième chapitre, consacré à la planification démocratique, voit son volume triplé, notamment par une définition de la « nouvelle croissance » à mettre en œuvre. Celle-ci devra « contribuer à un plus grand épanouissement de l'homme et ne plus être dominée par la recherche du profit ». Elle sera caractérisée par « le progrès de la consommation des biens et services, dont devront bénéficier en priorité les catégories les plus exploitées et dévalorisées, le développement prioritaire des équipements et services collectifs, la réduction des injustices, la réalisation du plein emploi, l'élévation de la qualité de la vie, l'amélioration de la qualité et l'allongement de la durée d'usage des produits, la protection de l'environnement et la mise au valeur de la nature ».

Elle nécessitera « un taux de croissance élevé », que M. Mitterrand a chiffré à 5 % environ (« en tout cas pas plus de 6 % »).

Le texte explique comment sera préparé démocratiquement le Plan (coordination des organisations syndicales et professionnelles dans les entreprises, des entreprises des organismes d'usagers, des collectivités territoriales, participation à l'élaboration dans les entreprises, les régions), les arbitrages étant « rendus au niveau national pour assurer la cohérence » de l'ensemble. Sa mise en œuvre « recourra largement à la méthode du contrat négocié. Ainsi de grands programmes industriels de développement (énergie, transports, machines-outils, mécanique chimie, aéronautique, électronique, sidérurgie, etc.) seront élaborés comme parties intégrantes du Plan. Ils pourront fournir l'orientation et le cadre pour la conclusion de contrats de programmes entre l'Etat et les entreprises publiques. Des contrats s'inspirant des mêmes objectifs seront également négociés avec les entreprises privées. »

● **La liberté d'initiative, le savoir-faire, la souplesse des petites et moyennes entreprises.** Des entreprises artisanales, seront encouragées et stimulées dans l'industrie, l'agriculture, le commerce. « Dans le cadre de la planification décentralisée, la politique financière, budgétaire et des prix recourra largement à son application, aux méthodes contractuelles afin de garantir les moyens de financement correspondant aux choix de développement nationaux, régionaux et locaux. »

● **Aménagement du territoire.** — Le chapitre sur le sujet est, lui aussi, triplé. Il précise les axes d'action pour chaque type de région (basins miniers, région parisienne, zones rurales, régions frontalières ou littorales, Corse). Il développe ensuite la liste des moyens qui seront appliqués à cet effet : localisation d'activités et d'infrastructures, financement d'activités et d'équipements collectifs. Des contrats de plan avec les grandes entreprises préciseront leur localisation, les



OLIVIER GIRARD
LEURS QUATRE VÉRITÉS

Un livre impartial et mordant sur les mensonges politiques.

« L'auteur n'épargne rien ni personne ni à droite ni à gauche ni au centre. »
Le Monde.

Stanké

هكذا من الأصل

PARATION

par le P.S.

le secteur public

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

au programme commun

créations d'emplois, les moyens de lutte contre la pollution. La création d'entreprises sera favorisée, ainsi que le développement des P.M.S., afin de contribuer à l'équilibre de l'emploi dans les régions. Des systèmes nationaux de subventions seront redonnés par « mise en place de dotations globales aux collectivités pour la création et le fonctionnement des entreprises et services collectifs ».

● **Politique industrielle.** — Le chapitre 5 est développé pour préciser les projets du P.S. sur les grands secteurs industriels : sidérurgie, imprimerie, textile, chimie, électronique, aéronautique, énergie, industrie spatiale, machines-outils. A propos de l'industrie énergétique, le texte indique qu'un « plan équilibré » sera élaboré, assurant une plus grande maîtrise des approvisionnements en pétrole et en gaz, une meilleure exploitation des ressources charbonnières et hydroélectriques et la production d'énergie nucléaire dans des conditions garantissant la sécurité des travailleurs et des populations.

● **Politique agricole.** — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développera longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

tion des marchés, la réduction des inégalités de revenus, la protection sociale, le sort des salariés, la coopération et le crédit, les zones défavorisées, la forêt... s'agissant de la politique foncière, le texte prévoit comment la réorganisation proposée des SAFER « garantira la sécurité des exploitants sur leur outil de travail pour que la terre ne soit plus objet de spéculation, mais d'abord instrument de travail mis en propriété ou en location, au service des producteurs qui en ont le plus besoin ».

● **P.M.E., commerce, artisanat.** — Une brève introduction au chapitre 6 justifie le rôle de ces petites entreprises, qui « contribuent à l'équilibre et au dynamisme de l'économie » en « satisfaisant des besoins très importants et en créant des emplois ». Le texte prévoit d'instaurer pour les chefs d'entreprises individuelles, commerçants et artisans, un salaire fiscal fondé sur la connaissance des revenus réels. Une réforme de la taxe professionnelle évitera les distorsions entre redevables et encouragera la création d'emplois. La nouvelle utilisation des énergies des entreprises des conditions respectant leur liberté de choix, l'implantation des grandes surfaces sera harmonisée et contrôlée dans le sens de l'intérêt général.

● **Fiscalité, budget.** — Ce chapitre 9 est peu modifié. Il prévoit que le prélèvement conjoncturel (« la seriette ») sera « adapté » pour lutter efficacement contre l'inflation, qu'un impôt sur le capital sera institué, et ainsi sur « l'achat » des sociétés, enfin qu'un impôt sur la fortune de 0,5 à 3 % sera créé au-delà de 2 millions de francs actuels, avec majoration sur les fortunes supérieures à 10 millions pouvant aller jusqu'à 8 % au-delà de 50 millions.

Pour stopper la hausse des impôts locaux, et en attendant une refonte complète de la fiscalité

par un transfert de ressources aux collectivités locales et régionales, un abatement sera opéré sur la taxe d'habitation, selon les ressources et la composition du foyer ; en outre, le versement de l'Etat aux collectivités sera modulé selon les ressources de la population locale et la richesse économique de la commune.

● **Lutte contre l'inflation.** — Parmi divers moyens explicites par le texte, celui-ci prévoit « dans les premiers mois, un blocage des prix à la production de la grande industrie et des produits de consommation de masse à titre provisoire. L'action contre l'inflation sera fondée essentiellement sur des économies dans la production ; la réduction des coûts financiers dans la grande industrie, des coûts de commercialisation et des industries sociales. Les circuits de distribution seront restructurés et les petits commerçants aidés en particulier par la constitution de centrales d'achat ». Le texte souligne aussi le rôle des syndicats qui contrôleront les comptes des entreprises et ceux des organisations de consommateurs.

● **Politique monétaire internationale.** — Le gouvernement devra redresser la balance commerciale et les paiements extérieurs, stopper l'accumulation de la dette envers l'étranger par de meilleurs accords d'Etat à l'Etat, une restructuration des échanges, la relance économique, le recours à des restrictions quantitatives et à une protection douanière renforcée étant réservés aux situations nécessitant des mesures d'urgence du point de vue de la défense de l'emploi et de l'outil de production.

Le gouvernement devra lutter contre le flottement monétaire international, cause d'instabilité et d'inflation. Il contrôlera les mouvements de capitaux pour les rendre compatibles avec le Plan.

III. — Contribuer à la paix et développer la coopération internationale

● **Le désarmement.** — Parmi les initiatives que prendra le gouvernement, on relève :

— Le soutien de l'idée d'une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement et l'action en faveur d'une conférence mondiale visant à l'arrêt de la course aux armements.

— Révisant toute idée d'un condominium de superpuissances sur le monde, la France demandera à l'association de l'accord Etats-Unis-U.R.S.S. sur la prévention de la guerre nucléaire et proposera de l'étendre à toutes les puissances nucléaires. De même, le gouvernement prendra toutes les initiatives en vue de l'élargissement à toute autre puissance nucléaire, notamment la France, des négociations sur les BALT au moment

requis par l'état de ces négociations :

— La renouveau de la France à l'arme nucléaire sous quelque forme que soit l'objectif du gouvernement, celui-ci agira pour l'organisation d'une conférence mondiale ou, à défaut, d'une conférence des pays détenteurs de l'arme nucléaire en vue du désarmement nucléaire général.

En attendant, l'armement nucléaire sera maintenu en état. La décision finale devra appartenir aux Français.

● **La défense nationale.** — Le gouvernement adoptera une stratégie de dissuasion au sein d'un pacte à empêcher le déclenchement de tout conflit.

Il maintiendra les armements nucléaires tactiques sur le territoire, recherchera les moyens d'assurer l'indépendance de la France en matière de système de détection et de repérage.

La décision de l'emploi relèvera de la responsabilité présidentielle et gouvernementale.

Refusant de réintégrer l'OTAN, la France mettra fin aux mesures de réinsertion dans cette organisation militaire prises par le pouvoir dans la période écoulée.

Le service militaire national obligatoire et égal pour tous sera réorganisé : la période de formation initiale sera ramplifiée à six mois ; elle sera complétée par une préparation militaire et des périodes de réserve.

Un statut démocratique du soldat et des cadres leur garantira notamment l'exercice des libertés de l'information, d'expression et d'association.

● **La sécurité européenne.** — Le gouvernement agira pour l'application de l'acte final de la conférence d'Helsinki dans toutes ses dispositions. Il participera immédiatement à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

Il refusera que le traité de l'Atlantique nord ou le traité de Varsovie puissent servir de prétexte à l'intervention d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, intervention formellement condamnée par l'acte final d'Helsinki.

● **La France et la C.E.E.** — Le gouvernement demandera notamment un contrôle réel de l'activité des firmes multinationales agissant dans les pays membres (en particulier des mouvements de fonds, des prix de transfert, des processus d'approvisionnement) par des commissions d'enquête.

● **Les conflits en cours et les reconnaissances d'Etats.** — Ce chapitre expose la position du gouvernement face au problème du Proche-Orient et à la question chypriote. Il précise qu'il rompra ses relations diplomatiques avec le Chili.

● **La politique de coopération et d'aide au développement.** — Ce nouveau chapitre définit ce que

sera la politique de coopération internationale du gouvernement et évoque la mise en œuvre d'un nouveau type de relations avec les pays en développement, plus précisément concernés par la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

S'agissant des Etats d'Afrique et des autres pays en développement avec qui la France a passé des accords de coopération et d'entraide, le gouvernement proposera à tous les Etats qui le souhaiteraient la renégociation des accords de coopération afin d'éliminer toute forme d'ingérence et d'établir des relations dans le respect de la souveraineté de chacun. Il réexaminera avec eux les accords existants de coopération militaire. Il engagera avec les Etats de la zone franc les discussions nécessaires en vue de leur garantir le plein exercice de leur souveraineté.

Conformément aux engagements pris par notre pays, l'aide publique française au développement sera portée au cours de la législature à 0,7 % du P.N.B. (hors crédits affectés aux DOM-TOM) en accordant une priorité aux pays les plus pauvres. Cette aide sera apportée dans un cadre bilatéral et multilatéral.

A mes camarades communistes

(Suite de la première page.)

S'il était de faire reculer le P.S., de réduire son audience ou encore de le faire dévier de sa route, vous avez manqué la cible. S'il était de rendre plus difficile l'arrivée de la gauche au pouvoir, vous avez pris une sérieuse option.

Mais je ne m'adresse pas à vous, camarades communistes, pour relancer une polémique que vous avez déjà portée sur des sommets lorsque, voulant à toute force faire la preuve d'un prétendu tournant à droite du parti socialiste, vous avez jeté péle-mêle dans les colonnes de « l'Humanité » Helmut Schmidt et la « main de Bonn », Mario Soares, l'Internationale socialiste, les pressions de la bourgeoisie, les appels de Lecanoux ou les dires du « siècle », comme si vous n'aviez pas, pour faire bonne mesure, qu'elle est dans la nature même du parti socialiste. Je note d'ailleurs en passant que vous refusez obstinément d'admettre que le P.S. d'aujourd'hui, né en 1971 à Epinay, soit un parti nouveau et que vous préférerez toujours vous référer à des époques passées qui, pourtant, ne furent pas non plus pour vous exemptes d'erreurs dont vous avez tenté depuis de vous dégager.

Vous en avez tant dit en quelques semaines qu'il faudrait un volume pour vous répondre point par point, ce qui serait fastidieux et inutile puisque vous ne croyez pas vous-mêmes sérieusement aux accusations que vous portez contre nous. Or, si vous y croyez, quelle a été la légèreté de votre parti lorsqu'il a conclu avec le mien une alliance fondée sur un programme commun de gouvernement pendant cinq ans, de juin 1973 à septembre 1977, vous n'avez pas plus que nous songé à dénoncer !

Vous en avez tant dit que vous avez tout dit, y compris que François Mitterrand, qui a été à deux reprises en dix ans notre candidat commun à la magistrature suprême de notre pays, parlait le même langage que Raymond Barre. Ce qui ne manque pas de sel quand on voit le premier ministre, dans chacune de ses interventions, réserver ses flèches les plus acérées au parti socialiste et à son premier secrétaire. Comment en serait-il autrement, puisque c'est précisément l'opposition du P.S. depuis 1973 qui a rendu la gauche majoritaire et l'a mise en mesure de faire perdre à la droite le pouvoir qu'elle détenait depuis vingt ans ?

A vouloir trop prouver...

A vouloir trop prouver, vous n'avez rien prouvé. Vous êtes seulement fait grand tort à vous-mêmes en ternissant cette image d'ouverture que vous aviez voulu donner de votre parti lors de son XXIII^e Congrès et en amenant beaucoup de ceux que nous avions, nous socialistes, convaincus ces dernières années que l'exploitation capitaliste ne pouvait être brisée en France que par l'union des forces de gauche, à

s'interroger à nouveau sur les mobiles du parti communiste. Quelle contradiction, en effet, entre votre désir affirmé de tendre la main à tout le peuple de France et votre acharnement à la refuser à vos plus proches camarades de combat !

Nous n'avons pas cherché quant à nous à épiloguer. Nous n'avons retenu ni la thèse, révoquée à nos yeux, de la « main de Moscou », ni celle d'un affrontement interne dans la direction de votre parti. Nous avons seulement constaté que vous ne vouliez plus mettre toutes les chances du côté de la gauche et nous nous sommes sérieusement inquiétés lorsque nous avons entendu votre secrétaire général répondre à des journalistes que si la gauche ne remportait pas en mars prochain, ce serait « pour le coup » la gauche avait été commise, que vous essayiez de réparer en répétant désormais, jour après jour, que c'est bien ce que, pour notre part, nous n'avons cessé de dire, car nous sommes convaincus que les travailleurs, que les millions de Français et de Françaises qui ont du mal à vivre n'ont pas le temps d'attendre. Ils comptent sur la gauche pour que dès avril

prochain quelque chose d'important change dans leur existence. Si vous êtes d'accord, il faut que votre conférence nationale le dise clairement dimanche et qu'elle se déclare prête, comme nous vous y avons invité à plusieurs reprises, à reprendre sans préalable les négociations pour l'actualisation du programme commun qui reste le nôtre autant que le vôtre. Nous retrouverons alors les problèmes que nous avons laissés en suspens le 22 septembre, qui s'appellent nationalisations, taux du SMIC, impôt sur le capital des sociétés, droit des travailleurs dans les entreprises, force de frappe, etc. Problèmes importants, essentiels même, mais dont aucun n'est insoluble si l'on a la volonté d'aboutir. Dont aucun, en tout cas, ne vaudrait, parce qu'on aurait refusé d'en débattre, de laisser Raymond Barre au pouvoir pour cinq années de plus.

Camarades communistes, vous avez en cette fin de semaine une occasion historique de prouver que vous voulez vraiment la victoire de la gauche. C'est au nom du combat unitaire que j'ai mené toute ma vie, et que je continuerais à mener quoi qu'il arrive, que je vous demande de ne pas la manquer.

CLAUDE ESTIER.

LE P.C.F. ET LA DÉFENSE

La France conservera ses alliances défensives existantes

« L'indépendance nationale représente pour les communistes un impératif majeur de la politique qu'ils proposent aux Français et aux Françaises. Certains ont voulu voir dans cette déclaration une minoration politique, et les conséquences qui en découlent, une tendance à ce que la France sombre dans l'isolementisme ou l'autarcie », déclare, mercredi 4 janvier à Paris, M. Robert Ballanger, député communiste de la Seine-Saint-Denis et président du groupe communiste à l'Assemblée, qui présentait à la presse la proposition de loi du P.C.F. sur l'organisation de la défense nationale (le Monde daté 18-19 décembre).

« Comme le précise l'exposé des motifs, il n'en est rien, puisque notre pays cherchera à conserver ses alliances défensives existantes, à en étendre le réseau et travailler à l'organisation d'une large possible de la sécurité collective, sous les seules conditions de servir son intérêt national, de rester maître de ses décisions et de ne favoriser aucune hégémonie », a encore expliqué M. Ballanger.

La défense nationale que nous préconisons est fondée sur trois préoccupations conjuguées : — Mettre notre pays à l'abri de toute menace militaire ; — Réaliser l'union de la nation et de son armée ; — Assurer l'unité de l'armée française.

« Pour répondre à ces trois préoccupations, il est clair que la

défense doit être à même de maintenir la volonté de notre peuple de répondre à toute menace (ingérence, pression, intervention, etc.) d'où quelle vienne. D'où cette idée fondamentale que la stratégie globale doit être de dissuasion, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur des moyens dissuasifs et pas seulement nucléaires (le maintien des forces de l'Armée nucléaire étant réaffirmé) et qu'elle est omnidirectionnelle ou tous azimuts selon l'expression couramment utilisée. Pour que puisse se manifester en permanence cette volonté de défense, il convient que soit maintenue la conscription ».

Interrogé sur ce qu'il pensait de la réunion prochaine du P.S. sur la défense, samedi 7 et dimanche 8 janvier à Paris, le président du groupe communiste à l'Assemblée qu'il avait « beaucoup d'idées giscardiennes dans la proposition soumise à la convention socialiste » et qu'on notait même « un certain degré d'abandon de l'idée d'indépendance nationale ».

« M. Hervé de Charette, secrétaire national chargé des problèmes de défense au parti républicain, a déclaré : « Je constate à nouveau que le parti communiste, après vingt ans de désengagement systématique d'une politique de défense garantie de l'indépendance nationale, prend enfin conscience non sans maladresse de ses impératifs ».

Un nouveau désaccord avec le P.S.

Dans leur texte de loi, les communistes affirment que « la maîtrise de la production et de l'utilisation des armements appartient à la nation », grâce à des arsenaux ou à des établissements de l'Etat et à la nationalisation de l'industrie d'armement. Cette proposition inquiète de nombreux socialistes qui, s'ils reconnaissent que le programme commun de 1972 prévoit bien la nationalisation de l'ensemble des industries de l'armement, constatent néanmoins l'existence entre le P.S. et le P.C.F. de divergences ou de difficultés d'interprétation sur ce point précis.

Certains industriels ne font, en général, selon les experts du P.S., qu'une partie de leur chiffre d'affaires avec la fabrication d'armements au sens strict du terme. Devrait-on les nationaliser eux aussi ? D'autre part, de nombreux socialistes continuent de s'interroger sur l'opportunité de maintenir ou non un stimulant privé dans ce secteur, qui « alimenterait » l'ensemble des industries. Devrait-on se priver de ce stimulant et supprimer, ainsi, tout avantage d'une compétition interne ?

Mais il n'est pas l'essentiel d'un désaccord, sur ce point, entre socialistes et communistes. Il serait davantage dans l'article 59 de la proposition de loi

du P.C.F. qui stipule : « Les entreprises ou arsenaux dépendant du responsable gouvernemental (chargé de la mise en œuvre de la politique d'armement sous l'autorité du premier ministre) sont mis et maintenus en mesure de fabriquer l'ensemble des armements nécessaires à la défense du pays ». Les communistes, interrogés, expliquent que la logique d'une politique indépendante de défense nationale implique qu'aucun abandon de souveraineté ne soit consenti sur les moyens scientifiques et industriels de fabriquer toutes les armes nécessaires.

Poussée à l'extrême, une telle politique de l'armement risquerait d'exclure tout accord de coopération avec autrui pour la conception des matériels d'armement destinés aux forces françaises. Les socialistes redoutent que cette exigence du P.C.F. ne ferme les portes, définitivement, à la conclusion d'accords de coopération avec des partenaires européens et ils ne se cachent pas de dire qu'une telle éventualité n'est pas acceptable. « Il faut à tout prix assurer une exportation accrue des armes ou une diversification de la production, accompagnée d'une hausse sensible du budget militaire, pour pouvoir continuer à utiliser » à plein « les capacités des arsenaux ».

JACQUES ISNARD.

ACTUELLEMENT

FERRIN

luminaire de france

39 Boulevard Raspail, Paris 7^e

AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT

met en

LIQUIDATION

LA TOTALITE DE SON STOCK

LUMINAIRES tous styles

PETITS MEUBLES, VERRERIES

ABAT-JOURS etc.

ENORME REMISE

OUVERT TOUS LES JOURS de 9 h. à 19 h.

Métro : Sévres-Babylone - Tous les bus

AUTORISATION PREFECTORALE

Stanké

LÉGISLATIVES

La polémique sur le vote des Français de l'étranger

LE MAIRE DE MONTPELLIER INVITE LA POPULATION A JUGER SUR PIÈCES DES IRRÉGULARITÉS COMMISES (De notre correspondant.)

Montpellier. — M. Georges Frêche (P.S.), maire de Montpellier, député de l'Hérault, a jugé « ridicule » mercredi soir 4 janvier, au cours d'une conférence de presse, la plainte déposée, mercredi matin, contre lui par M. François Delmas, député régional du parti républicain, qui l'accuse de s'être « arrangé » avec le maire de Montpellier, qui a fait publier publiquement son refus d'accepter sur les listes électorales certaines inscriptions en provenance de l'étranger, qu'il avait considérées irrégulières (nos dernières éditions du jeudi 5 janvier).

« Cette plainte est destinée à faire contre-feu, à donner à la population l'impression d'être le héros outragé », a notamment déclaré le maire de Montpellier, qui a invité ses concitoyens à venir juger sur pièces des diverses « anomalies » constatées, au cours d'une réunion qui doit avoir lieu le vendredi 6 janvier, de 14 h. 30 à 18 heures, à l'hôtel de ville.

Commentant un tableau comparatif des inscriptions des Français de l'étranger dans la 1^{re} circonscription de l'Hérault, M. Georges Frêche a noté que, du 30 au 31 décembre 1977, 1137 inscriptions en provenance de la Côte-d'Ivoire avaient été enregistrées. Quatre d'entre elles seulement avaient été adressées directement par les demandeurs, soit 0,33 %. Les autres avaient été transmises par l'intermédiaire des services du ministère des affaires étrangères, soit 99,67 %. Trente signataires possèdent des attaches locales (2,64 %), les autres (97,36 %) n'en ont aucune.

Le dossier présenté par M. Georges Frêche indique, en revanche, que 41 signataires ont des attaches en Girande, 36 à Paris, 27 en Seine-Maritime, 22 dans les Pyrénées-Atlantiques, 23 dans la Loire-Atlantique, 24 dans le Nord, etc.

Le maire de Montpellier a fait également état de contacts téléphoniques, avec certains des Français de Côte-d'Ivoire qui paraissent confirmer quelques « détournements » de leurs intentions de vote.

Une électorale aurait déclaré avoir voulu s'inscrire à Toulon. Un électeur aurait affirmé être déjà inscrit à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). « Au ministère des affaires étrangères », a ajouté M. Frêche, « il y a quelqu'un qui a détourné des centaines de voix. Le ministère est donc complice. » Selon M. Frêche, cette « centralisation » au ministère des affaires étrangères était « nécessaire pour ne pas tomber sous le coup de la règle des 2 %, le groupement permettant d'atteindre un seuil de 1,9 % et de répartir les inscriptions sur d'autres circonscriptions pour ne pas gaspiller des procurations ».

« Nous ne contestons pas à nos adversaires le droit d'invoquer les électeurs à voter pour eux, mais tel on a violé la liberté du vote », a-t-il conclu.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SUR LES ONDES

Après TF 1 (« le Monde ») et TF 2 (Antenne 2) et France-Inter viennent de rendre public un premier calendrier de leurs émissions politiques dans la perspective des élections législatives.

Sur Antenne 2, le journal « Samedi et dimanche », de 12 h. 30 à 13 h. 30, donnera la parole à MM. Georges Marchais (le 7 janvier), Michel Rocard (le 14), Jean Lecanuet (le 21), Robert Fabre (le 4 février).

Sur France-Inter, les « Petits déjeuners politiques » du jeudi, de 7 heures à 8 heures, seront consacrés à MM. Jean Lecanuet (le 12 janvier), Jacques Chirac (le 19), Michel Fouletowski (le 26), Georges Marchais (le 2 février), François Mitterrand (le 9), Raymond Barré (le 16).

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, mercredi 4 janvier 1978 au palais de l'Élysée. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public.

L'ADMINISTRATION DES FINANCES ET LE PUBLIC

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a présenté au conseil des ministres le bilan des premiers mois d'activité de la direction générale pour les relations avec le public, créée par le décret du 6 mai 1977.

Il a rappelé que l'objectif de cette réforme est d'améliorer les relations de son ministère avec toutes les catégories de citoyens : pensionnés, contribuables, fournisseurs, collectivités locales, entreprises, exportateurs, afin de faciliter l'accès de tous aux procédures économiques et financières.

L'action de cette nouvelle direction générale s'est engagée dans plusieurs volets : développer l'information des usagers et poursuivre avec eux un dialogue qui permette de corriger les imperfections des procédures ; améliorer l'accueil en faisant mieux connaître les divers services et les formalités ; rapprocher les décisions de ceux qu'elles concernent en encourageant et en faisant aboutir les suggestions de déconcentration, émanant soit du

public, soit des services extérieurs. Pour assurer cette mission, la direction générale pour les relations avec le public a été dotée de moyens volontairement réduits pour marquer qu'elle est une administration de mission qui ne doit pas gêner, mais animer, coordonner et assister les autres directions dans leurs relations avec le public.

La première étape de cette action — qui se poursuivra en 1978 — est une phase expérimentale qui permettra la mise sur pied d'un programme d'action à moyen terme.

Elle a été concentrée, pour l'essentiel, dans les régions Aquitaine, Bretagne et Rhône-Alpes, où elle a concerné les petites et moyennes entreprises, les contribuables, les fournisseurs et les agriculteurs. Elle a comporté des journées d'études et d'information, l'édition de brochures et de fiches de vulgarisation, la diffusion de programmes audiovisuels.

Tout en indiquant qu'il est prématuré de tirer les conclusions de ces premières expériences, le ministre délégué à l'économie et aux finances a fait remarquer que ces actions ont suscité un vif intérêt non seulement des publics concernés, mais des équipes de fonctionnaires qui se sont consacrées à cette mission tant à Paris que dans les régions. Il prévoit, dans les prochains semaines, la mise en place de trois services régionaux de l'information et des relations publiques, dont le premier vient d'être installé en Aquitaine.

LA QUALITÉ DE LA VIE

Le ministre de la culture et de l'environnement a présenté au conseil des ministres le projet de « Charte de la qualité de la vie » préparé par le gouvernement, à la demande du président de la République.

La Charte, élaborée en étroite concertation avec les associations du cadre de vie et de protection de la nature, et après consultation du haut comité de l'environnement,

comporte pour les cinq prochaines années un ensemble de mesures destinées à améliorer la vie quotidienne, en répondant aux aspirations profondes des Français qui veulent pouvoir maîtriser leur environnement, échapper aux tensions excessives de la vie moderne et retrouver un meilleur équilibre de la vie familiale.

Les actions qu'entreprendra le gouvernement pour redonner plus d'agrément et plus d'éclat au cadre de vie consisteront à aménager les rythmes de vie, à libérer les initiatives locales en déconcentrant les responsabilités en matière d'urbanisme et d'environnement et en encourageant la vie associative, à développer les loisirs, notamment en réduisant les inégalités de l'accès aux vacances.

Pour prendre en compte ces priorités, le conseil des ministres a décidé de créer une délégation à la qualité de la vie.

Le délégué assurera sous l'autorité du ministre de la culture et de l'environnement l'animation et la coordination de la politique définie par le gouvernement pour l'amélioration de la qualité de la vie des Français.

M. Giscard d'Estaing : l'écologie a acquis droit de cité

Le président de la République a déclaré à ce sujet : « L'écologie a désormais acquis droit de cité. En trois ans, la France s'est dotée d'un arsenal législatif parmi les plus avancés du monde, dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie ».

« La bataille de l'écologie ne se gagnera pas en un jour. C'est une guerre de vingt-cinq ans. Toutefois, pour les cinq prochaines années, la France peut, en matière de qualité de la vie, franchir une nouvelle étape et remporter des victoires décisives ».

C'est pourquoi je propose aux Français la Charte de la qualité de la vie, véritable guide d'actions pour les cinq prochaines années. Cette Charte a pour ambition de réduire les inégalités écologiques et de créer un environnement meilleur pour tous.

« Enrichie au fil des années, grâce à une concertation étroite avec tous, la Charte contribuera ainsi au développement d'un nouvel art de vivre en France. » (Lire page 25.)

POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a fait une communication sur la jeunesse.

La jeunesse est la catégorie sociale pour laquelle les changements de la société française ont été les plus profonds et les plus rapides au cours des dernières années. Pour faire face aux exigences nouvelles nées de cette évolution, la société française et l'État seront appelés, dans les années à venir, à mettre en œuvre une politique globale en faveur de la jeunesse, qui corresponde véritablement à ses besoins et à ses aspirations nouvelles. Pour mieux concevoir cette politique, le secrétaire d'État a procédé à une large consultation nationale des jeunes et des personnes exerçant des responsabilités auprès d'eux. Il s'est recueilli des conditions dans lesquelles elle se déroule à travers le pays et il a rendu compte des premiers résultats de cette consultation, qui s'achèvera à la fin du mois de janvier.

Le secrétaire d'État a plus particulièrement insisté sur la nécessité d'une politique d'ensemble en faveur des enfants, des adolescents et des jeunes, qui concerne à la fois la famille, la culture, les loisirs, l'éducation, l'emploi et la formation, le service national, l'amélioration du cadre de vie et l'ouverture sur le monde.

Le secrétaire d'État a, en outre, annoncé les grandes lignes de l'ac-

tion qui sera engagée dès cette année.

Une plus large ouverture des jeunes aux réalités du monde du travail sera recherchée. Une priorité sera donnée aux actions facilitant, pour tous les jeunes qui le désirent, l'accès aux responsabilités et l'engagement au service des autres : c'est ainsi que le secrétariat d'État doublera les crédits consacrés aux chantiers de jeunes bénévoles. Un programme de réorientation des centres de vacances sera lancé, ainsi que l'étude des dispositions améliorant leur statut fiscal et social afin d'étendre à tous les jeunes, notamment aux enfants, le droit aux vacances.

Enfin, des mesures seront prises en vue de permettre une meilleure ouverture des jeunes sur le monde, notamment pour les jeunes travailleurs et jeunes ruraux en particulier, à la faveur de voyages à l'étranger.

Le président de la République a souligné que les jeunes ont souvent le sentiment de ne pas être compris de leurs aînés, et qu'une meilleure compréhension de leurs aspirations est la première condition d'une politique de la jeunesse. A cet égard, l'étude faite auprès des jeunes comporte des enseignements très importants dont le gouvernement tiendra compte dans l'ensemble de son action.

● Promotions militaires. — Au conseil des ministres du mercredi 4 janvier, ont été promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe de l'armement Jean Barbery et Alain Guigues ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de l'armement Jean Morvan.

● La prochaine réunion du conseil des ministres aura lieu le mardi 10 janvier, du fait du départ du président de la République pour la Côte-d'Ivoire le mercredi 11.

LE CONSEIL D'ÉTAT ANNULE PLUSIEURS ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Conseil d'État a annulé, mercredi 4 janvier, les élections municipales qui ont eu lieu dans les communes suivantes :

● MOROSAGLIA (HAUTE-CORSE). — L'ensemble des irrégularités constatées est de nature à vider les opérations du scrutin, alors même qu'aucune manœuvre n'est alléguée.

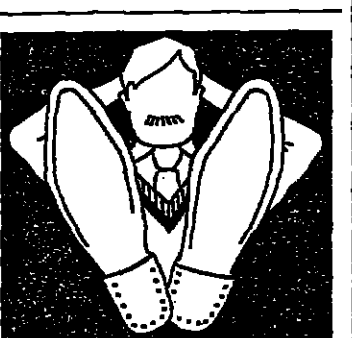
● BIGUGLIA (HAUTE-CORSE). — Les forces de l'ordre avaient, à sans motif valable, fait évacuer la salle du scrutin lors du vote. En mars 1977, la liste conduite par M. Chet-Gandouil (ma.) l'avait emporté.

● RONVILLE (GARD). — Le Conseil d'État a jugé que le comportement du maire de cette commune, qui a utilisé des membres du personnel communal pour la distribution d'un document, constituait une manœuvre de nature à fausser les résultats des opérations électorales.

● FLEURS (MARNE). — Le maire sortant a, selon le Conseil d'État, « porté une atteinte grave à la liberté et à la sincérité du scrutin », en s'appuyant au dépôt des bulletins d'une liste, le matin du scrutin, avant l'ouverture de celui-ci.

● HERRLISHEIM (BAS-RHIN). — Le maire a refusé de mettre les bulletins de vote de deux listes de candidats à la disposition des électeurs.

● MONTROD-LES-BAINS (LOIRE). — Les membres du bureau ont voté et se sont absentés pendant le dépouillement du scrutin.



PIEDS LONGS OU LARGES 38 ou 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6ème à la 11ème largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSURE 39, av. de la République 75011 Paris Tél. : 357.45.92 Catalogue gratuit - Parking

RONDE HIVERNALE 77 SERRE-CHEVALIER/BRIANÇON

1^{ER} : PEUGEOT

J.-C. Lefebvre sur 104 ZS.



En 1977, la 104 ZS a fait la loi dans les rallyes. Après son triomphe aux 24 h de Chamonix (les 2 premières places du classement général), après sa victoire dans le Tour de Corse (1^{er} au classement tourisme groupe 2), la 104 ZS Peugeot vient encore d'enrichir son palmarès sportif avec une 1^{re} place au classement général de la Ronde Hivernale de Serre-Chevalier/Briançon.

C'est J.-C. Lefebvre qui a mené la danse dans cette épreuve d'endurance sur neige et sur glace en conduisant la 104 ZS à la victoire, face à une concurrence redoutable.

Au cours de cette spectaculaire démonstration, la 104 ZS a une fois encore prouvé ses qualités : maniabilité, tenue de route, accélérations.

Peugeot fait confiance à ESSO

104 PEUGEOT

SAINT-TROPEZ

Votre résidence principale ou secondaire confortablement aménagée, 1, 2 ou 3 pièces dans les vignes, face à la mer, à Pampelonne



LA FERME DE SAINT-AMÉ

Renseignements Charles BERNHOLC. Tél (94) 97.10.67 Agence de Pampelonne - 83350 Ramatuelle 2 aller-retours Paris-Nice remboursés à tout acquéreur

SAINT-TROPEZ

ANNONCER LA COULEUR

et les écoliers fatigués. Pour l'endométrisme — qui touche au contenu de l'enseignement et à la manière dont il est présenté — l'analyse est délicate. On passe la frontière entre la subconscience et l'esprit conscient, la vie scientifique et l'objet. Toute activité intellectuelle — littérature, information, enseignement — est marquée par cette question. A l'école, la « *fatécité* » est la religion de tous — au moins dans l'enseignement public. Mais il y a aussi le principe sacré-saint comme les autres principes : l'interprète à son idée, le vit en fonction de ce qu'il est. Les enseignants ne sont, pas des machines, et cela est heureux.

BRUNO FRAPPAT.

De notre correspondant

1976. Ils avaient adressé une requête à Mme Saunier-Selzer, secrétaire d'État aux universités qui avait, à cette occasion, renou-
velé son refus.

Les étudiants et leurs professeurs se réunirent alors au sein du secrétariat d'État le premier du mois de décembre, que le secrétariat d'État était revenu sur sa décision. Dans une lettre adressée à la Commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qu'étaient les membres de la Commission, Mme Saunier-Selzer annonce qu'elle a décidé « d'habiter l'université de Paris VII » et qu'elle a pris des mesures en vue du diplôme mentionné dans les programmes généraux mentionnés en arts, section musique, de 1977-1978 ». Quelle est la cause de

**APPRENEZ L'ANGLAIS
EN ANGLETERRE**

- * Hôtel confortable et écoute dans le même bâtiment
- * 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge
- * Excellents professeurs 9 étudiants
- * Ecouter dans l'anglais
- * Laboratoire de langue moderne
- * Ecole de l'anglais
- * Piscine intérieure chauffée, sauna, etc
- * Situation tranquille bord de mer.

BOULEVARD KENNEDY RAMSCATE
RENT, 6-3
TEL.: TRAMET 912-12
55 - 10000
30000
4, rue de la Persévérance
25 - EUROBOND
T.G. - 003-26-33 au soirs

déclare M. Haby

M. Jacques Thiélaudière, le maître auxiliaire handicapé dont on a cité, nous a fait parvenir ce témoignage : « Si je n'ai pas été titulaire comme professeur, c'est uniquement cette année où effectivement parce que je n'avais le nombre de points suffisants, 387,5. Le reste que le problème est autre, le ministère m'a fait savoir par la voie hiérarchique, que j'avais pas le droit de déposer l'an prochain une demande d' titularisation comme adjoint et de continuer parce que je suis handicapé physique. Il s'agit d'un dysfonctionnement de l'appareil digestif ».

M. Haby, ministre de l'éducation, confirme les propos de M. Jacques Thiaudière, dans un interview accordée le 4 janvier France-Inter : « Les règles de fonction publique existent depuis fort longtemps, et l'administration est tenue à les appliquer tant qu'on ne les a pas changées. Ces règles ont été, au sein d'un

Ces règles sont en voie d'être changées, et je pense que les enseignants comme ceux que vous indiquez pourront recevoir une solution dans un délai assez court. »

[Les services du personnel du ministère de l'éducation confirment l'application du statut de la fonction publique toujours en vigueur.]

même si « ceci va changer », comme l'a déclaré récemment le président de la République. Ce statut interdit la titularisation de personnes handicapées. Par conséquent, si le dossier

M. Jacques Thiaudière a bien été retenu une première fois, c'est par erreur et parce qu'il ne mentionnait pas, comme le requerrait M. Albert Laroche, son handicap physique. Il n'est donc pas étonnant qu'en août il signifiât à M. Thiaudière en octobre 1977 qu'il ne pouvait être admis à la faculté pour l'année prochaine et conformément à la loi, comme le professeur Laroche, la titularisation ne pouvait être prise en considération.]

● Le comité médical supérieur devra se prononcer sur le cas de M. Christian Durand, étudiant en médecine, qui ne peut passer l'examen qu'il s'est vu refuser un poste de maître d'internat parce qu'il n'a une mesure que 1,38 m. et qu'il s'agit parfois d'une cause pour marcher.

M. Durand a pu obtenir un poste de maître d'internat à la Faculté de médecine de la Cité universitaire et une bourse de 500 F. (Corr.)

● **Le comité médical supérieur** devra se prononcer sur le cas de M. Christian Durand, étudiant en lettres à l'université de Caen qui s'est vu refuser un poste de maître d'internat parce qu'il mesure que 1,39 m. et qu'il s'addresse parfois d'une canne pour marcher. M. Durand a pu obtenir un logement en chambre à la Cité universitaire et une bourse de 500 F. — (Corr.)

Les foyers Sonacotra et les attentats.

Un médecin de M
des), le docteur Ph

Le comité de coordination des foyers Sonacotra, en grève d'organisation qui entend représenter les résidents de quelque quatre-vingts établissements — a demandé, mercredi 4 janvier, au gouvernement français des « mesures efficaces » pour assurer la sécurité des travailleurs étrangers après les agressions, attentats et menaces dont ils ont été victimes.

Inculpation des agresseurs de M. Marchais. — M. Régis Martinéan, l'auteur des coups de feu tirés dans la nuit de Noël contre

lues dans la nuit de mercredi à jeudi, la porte de la maison se referma. Georges Marchais, à Saint-Martin-sur-Orne (Yonne) (le 14 Monde des 27 décembre 1977 et le 5 janvier 1978) a été inculpé, dans la soirée du mercredi 1 janvier, pour « violences avec arme » par M. Roussel, juge d'instruction à Sens (Yonne), qui l'a fait écrouer à la maison d'arrêt de la ville. Ses trois complices, MM. Joël Cardot, Claude Richoux et Patrick Hardy, inculpés de complicité de violences avec arme, ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

● **Faux documents dans l'affaire de Broglie.** — M. Guy Floch, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé de l'affaire J. Broglie, a procédé lundi 2 janvier à la vérification de deux documents remis à un policier de la brigade criminelle par un journaliste. Ces pièces paraissant émaner, l'une de la commission de contrôle des banques, l'autre du SAC (Service d'action civi- que), faisaient notamment état de

La dégradation des relations entre Jean de Broglie et la Banque de l'union européenne à laquelle ce parlementaire devait, selon ces documents, près de 10 millions de francs.

Le magistrat s'est transporté en compagnie de sa greffière et des commissaires Ottavio et Cancès au siège de la commission de contrôle des banques, 73, rue de Richelieu, et dans les bureaux du RIAC, 39, rue de Leningrad. Ces

investigations ont permis d'établir
que les documents étaient faux.

De notre envoyé spécial

lieu entre les deux tours des
élections législatives

Une autre affaire a cependant été examinée, dans laquelle le Canard Enchaîné était seul poursuivi par M. Médecin. L'hebdomadaire prétendait qu'une société de commanditaires avait conclu un contrat avec la ville de Nice, avait mis à la « disposition » de M. Médecin un avion de tourisme. Un témoin, moniteur-pilote à l'aéroport de Nice, essai de voler avec un hélicoptère, avait suivi des cours de pilotage, l'avion qu'il utilisait appartenait à Avia-Sud, qui n'avait aucun rapport avec la société immobilière légendaire.

lière. M^e Chaillol-Rachlis a déclaré que ces allégations du *Canard Enchaîné* constituaient une accusation très grave de « prévarication et de concussion », et que « tout cela était une nouvelle fois fondé sur une fausse information ».

M^e Dumas a répondu en plaidant que si l'erreur était certaine, elle avait été commise de

bonne foi. Mais il a fait observer que, deux ans plus tôt, M. Médecin n'avait pas poursuivi les journaux communistes le *Patriote*, *Côte d'Azur* qui avait pourtant fourni la même information. M^{re} Dumas a conclu qu'il s'agissait manifestement de « nouvelles d'opportunité » et que dans ces conditions — « et à l'approche de nouvelles élections » — il n'appartenait pas au tribunal de décider si *une diode qui commence à pûir* ».

Le jugement sur cette dernière affaire sera rendu le 1^{er} février.

FRANCIS CORNU.

(1) M. Médecin avait annoncé que si l'on obtenait gain de cause, on verserait la totalité de la somme au fonds communiste du parti républicain (le *Monde* du 22 juillet 1977).

Quelques jours après la publication de cette photographie, M. Médecin déclarait dans une interview à *l'Aurore*, que M. Urbain Giume était « un trafiquant de drogue » qu'il ne connaissait « ni d'Ève ni d'Adam ». Mais depuis, pour expliquer sa méprise, le *Canard enchaîné* a révélé, à l'aide de documents de police, que M. Giume était en relations avec M. Médecin, au point d'avoir présenté, à ses amis au maire de Nice pour la réalisation d'une affaire immobilière.

Entre les deux tours

Au nom de la défense, M. Roland Dumas a demandé au tribunal que M. Giamme puisse être entendu sur ces faits. Le président, M. Pierre Porcher, a déclaré qu'il se prononcera sur la déclaration de M. Giamme au moment de l'ouverture de l'enquête sur les faits de l'affaire, et il a fait remarquer que M. Giamme ne refusait d'être certifié de sa cellule pour témoigner. Dans une lettre adressée au président, M. Giamme a déclaré qu'il n'avait pas à se défendre contre M. Médéric. Mais il indique toutefois qu'il a été amené à s'adresser à lui à propos de difficultés rencontrées dans son commerce (il possède une brasserie et une

sochéenne).
 M. le député M^r Dumas, ainsi
 que M^r Yves Jouffr et Schellens-
 ing, défenseurs de Rouge et de
 l'Humanité, ont déposé des
 conclusions tendant à l'annul-
 lation de la citation. M. le pré-
 sident a dit que M. Médecin n'ayant
 pas invoqué l'article 31 de la loi
 sur la presse du 16 juillet 1881
 pour se prévaloir de l'immunité
 des personnes chargées d'un
 mandat public. Sur ce point de
 procédure, le tribunal rendra sa
 décision le 12 janvier. Le prési-
 dent a précisé que dans le cas
 du débat sur le fonds de l'affaire
 on pouvait avoir lieu avant le
 15 mars. Four expliquer ce retard
 devant le tribunal, le président a
 dit : « Les contraintes du calen-
 drier... ». Cette remarque fit sou-
 rire car le procès aurait ainsi

Centre **ISTH** Centre

AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

• Concours juridiques et économiques

ENA

• Examens d'entrée à :

SCPO

PRÉPARATIONS COMPLÈTES
DE JUIN à fin
avec préparation intensive
fin juillet à fin août

• Grands et petits concours d'AP
• Sociétés en cours d'AP
• Procédure d'admission en 2 semaines

TAXES CONFIRMÉES DE BESSITE

DEPUIS 1953

AUTEUIL 69 Av. Léon-Henzy
75016 Paris - Tél. 224.30.72

TOLBIAC 100, rue de la Harpe
75013 Paris - Tél. 559.62.21

130015 PARS - (01) 500 63 91

CORRESPONDANCE

« Un patient
calme et doux »

**« Un patient
alme et doux »**

Après l'article intitulé « Un patient calme et doux » (le Monde du 31 décembre 1977), M. Claude Emselem, étudiant en septième année de médecine, « faisant fonction d'interna » au centre hospitalier de Sens, invoquant le droit de réponse, nous écrit :

Je suis désigné dans cet article comme le titulaire de ce rôle. Je suis le docteur de ce rôle. Je suis le docteur Sevestre, qui ne m'a jamais vu, le signal que je m'attribue, le titre de médecin. Si nous lisons, je suis le docteur Sevestre comme docteur en médecine, mais bien comme « faisant fonction d'interna » à l'interna de garde de l'établissement d'Esqurol. Je réponds à la demande de M. Monloup d'indiquer l'avis de mes collègues quant au traitement et aux modalités de placement et concernant Le certificat visé dans cet article n'est donc qu'un simple avis de mon collègue, le docteur Sevestre, dans lequel je spécifie que je suis « bil » en qualité de « faisant fonction d'interna ». Si j'ai décidé d'apposer ce témoignage, c'est parce qu'il était très difficile à faire. Mais, pour moi, il est important que les hommes du monde médical qui sont libres et qui veulent bien venir à sa rencontre. De telles précisions (comme ma qualité de médecin) sont nécessaires pour la nomination de médecin) vous avertissent déjà des aptitudes lors de votre entretien téléphonique avec mon collaborateur et je m'attends à ce que l'appareil ne passe pas dans cet article.

(C) « simple démolition » que M. Claude Russelet spécifie avoir établi sans se prévaloir de la qualification de « simple démolition » comme un certificat par le groupe information Asile (G.I.A.), lors de la conférence de presse organisée le 3 décembre 1977, à l'hôtel Suéda dans le quartier de Neuilly-Sud. Dans le dossier remis alors à la presse, aucun était joint un certificat en date du 3 décembre 1977, signé par le directeur, qui relevait le commentaire suivant :

« Le 3 décembre 1977, des amis de la presse ont demandé à M. le D^r MEDECIN, « pourquoi ne pas obtenir la communication du dossier de synthèse. Le médecin examine les dossiers et ne trouve aucun élément d'agitation, aucun élément de confusion, aucun élément d'agitation justifiant la contention médicamenteuse. Les constatations effectuées, il observe certains effets secondaires dus aux neuroleptiques et aux tranquillisants. »

2. (C) — « une contre-épreuve

● Le bureau de la Chambre nationale des avoués d'appel est composé, pour les années 1978 et 1979, de MM. Henri Boyreau, président; Gérard Duthay, vice-président; Michel Duhaize, secrétaire-trésorier; Jean Ravenet et Marc Joudan, membres.

...and the ...

congrès

LE PEN-CLUB A ADOPTÉ UN PROJET DE « DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'ÉCRIVAIN »

● La liste des écrivains en prison ne cesse de s'allonger dans le monde entier.

Le 42^e congrès du PEN-Club international s'est tenu en Australie, à Sydney, du 11 au 17 décembre 1977. En plus des réunions du comité exécutif, il comprenait des séances littéraires sur le thème suivant : « La littérature, pont entre les cultures d'Asie et d'Europe ».

Le délégué du PEN américain, le poète Richard Howard, et le président du PEN français, G.-E. Clancier, ont fait adopter par le Congrès un projet de « Déclaration universelle des droits de l'écrivain ». Le PEN international va demander à l'ONU de promouvoir cette « Déclaration », aux termes de laquelle, conformément à la Déclaration des droits de l'homme, « les gouvernements de tous les pays doivent exercer une surveillance incessante pour la sauvegarde de la liberté d'expression des écrivains, indépendamment de la race, de la religion, de la nationalité, de la langue ou des opinions de ceux-ci. Les gouvernements doivent s'abstenir, à l'égard de l'écrivain, de sa famille et de son œuvre, de tout acte répressif ou punitif ».

Le Congrès a approuvé le rapport du comité d'aide aux écrivains en prison, dont la liste, dans le monde entier, ne cesse de s'allonger.

Les centres PEN d'Angleterre, d'Australie, de Belgique, de langue flamande, de Hollande, de Suisse romande, prennent comme « membres associés », afin d'es-

sayer de les protéger, certains de ces écrivains emprisonnés (ainsi, on peut citer parmi les membres associés du PEN français : l'Argentin Antonio di Benedetto, l'Uruguayen Elber Cordero, le Soviétique Vladimir Osipov, le Yougoslave Mihalio Mihailov, récemment amnistié).

La presse australienne a fait état pendant le Congrès de mesures de censure prises à l'égard d'un autre membre associé du PEN français : Maxime Vladimir, nouveau président de la section soviétique d'Amnesty international. Le secrétaire général du PEN français, Dimitri Stolytine, a donné lecture de la lettre de démission adressée par Vladimir à l'Union des écrivains soviétiques. De nombreux délégués présents à Sydney ont signé avec leurs confrères français un télégramme de protestation en faveur de l'écrivain menacé.

Une commission de défense des écrivains emprisonnés vient d'être constituée à la section française des PEN-Clubs.

Cette commission, en liaison avec le comité des écrivains en prison de la Fédération internationale des PEN-Clubs, s'attachera plus spécialement à la situation des écrivains étrangers avant des liens particuliers avec la France, sa langue et sa littérature.

Elle est composée des écrivains G.-E. Clancier, président, et Albert Memmi, vice-président du PEN-Club français, Dimitri Stolytine, secrétaire général, Georges Auclair, Guy Le Clech, Jean-Pierre Faye, Alfred Kern, Vercors. Un des premiers effets des interventions effectuées a été la récente libération de l'écrivain d'Argentine Antonio di Benedetto.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien

recherche pour création et lancement de nouvelles collections manuscrites inédites de romans, poésie, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Tél. 325.85.44

Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de janvier

LA POLITIQUE AU LYCÉE

« Un cancer ronge l'éducation, qui a nom : politisation », écrit le R.P.R. dans sa brochure sur l'éducation. M. Haby, de son côté, a souvent dénoncé les « propagandistes sans scrupules », qui « endoctrinent » les jeunes.

Qu'en est-il dans la réalité ? Une grande enquête menée par « Le Monde de l'éducation » dans plusieurs régions françaises montre que ces alarmes sont bien excessives. L'agitation politique a pratiquement disparu des établissements scolaires. Mais si le militantisme diminue, un souci nouveau apparaît : le désir de nombreux élèves et enseignants d'aborder franchement les sujets politiques en classe.

Egalement au sommaire :

- Les métiers de la psychologie.
- La presse à l'école : ce qu'en pensent les professeurs.
- L'adieu de « Défense de la jeunesse scolaire ». Tableau comparé de trente collections de littérature de jeunesse et de leur utilisation pédagogique possible. Les directeurs d'école sur la sellette en Grande-Bretagne. Index des articles publiés dans « Le Monde de l'éducation » en 1977.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 09.

Le numéro : 6 F. Abonnement (11 numéros) : 60 F.

Les militaires argentins n'aiment pas la Dame Tango

« S'il faut offrir des spectacles au peuple, on fera flamber des livres. Il y en a toujours de condamnables », dit le narrateur de la Dame Tango, le dernier roman d'Anne Capelle (Belton, 22 p., 39 F.). La Dame Tango ne connaît pas le bûcher, elle est simplement interdite de séjour en Argentine, ainsi en a décidé la Junta militaire. Ce livre, estimant les censeurs de Buenos-Aires, « par son contenu, ses intentions et une interprétation déformée des événements qui se sont produits en Argentine ces dernières années, est destiné à provoquer des réactions de violence dans différents secteurs de la société argentine ».

L'interdiction concerne non seulement la version originale en français, mais également toute publication partielle ou résumée de l'œuvre.

Le roman d'Anne Capelle conte, dans un style lyrique et secret, l'échec d'une femme parvenue au faîte du pouvoir, après avoir épousé le « Lider », ascension et chute d'une petite danseuse qui éprouvait irrésistiblement le destin d'Isabelle Peron sous l'écorce fragile de la parabole. — B. A.

la vie littéraire

Un « Jules Verne » chez Julliard

Dirigée par Camille Bourmiquel, une collection intitulée « Biographies » va prendre place chez Julliard. Elle réunira quatre ouvrages par an. C'est Marc Souton qui publiera le premier tome de la collection avec un Jules Verne, mis en place chez les libraires le 31 mars prochain. Il sera suivi d'un Verdi, par Jacques Bourgeois. Des biographies de Dostoïevski et de Cervantès sont d'ores et déjà prévues. — B. A.

Une nouvelle collection de politique-fiction : « Scoop »

L'éditeur Tchou lance une nouvelle collection de politique-fiction, « Scoop », dirigée par Alain Cancès et Muriel Lestérin. Quatre ouvrages seront publiés chaque année sous ce label et c'est un livre de Geneviève Moli, une journaliste, intitulée l'Homme du Vatican, qui inaugurera la collection en février prochain. Dans ce roman où se mêlent l'information et l'imaginaire, l'enlèvement du pape est la trame de fond d'un vaste complot qui vise à mettre en place un nouvel ordre du monde. Décidément, les romanciers n'ont plus de respect : à quand le rapit du Malin ? — B. A.

Le peintre et le juge

« Le peintre est condamné à peindre. Par aucun détour, il ne pourrait faire un objet d'art d'un tableau. Un épouvantail a pour fin d'effrayer les oiseaux, de les éloigner du champ où il est dressé, tandis que le tableau le plus terrifiant est le pour attirer des visiteurs. Un supplice résout lui-même l'indresseur, mais on ne pourrait dire, en général, qu'il a cette fin : il a lieu pour un complexe de raisons : même en principe ses fins diffèrent peu de celles de l'épouvantail : à l'inverse de l'objet d'art, il est proposé à la vue pour éloigner de l'horreur qu'il étale. Tandis que le supplice des tableaux ne tente plus de nous corriger. Jamais l'art ne prend à son compte la besogne du juge... » Ce texte, de Georges Bataille — l'Art, exercice de la cruauté, — qui parut en 1949 dans la revue Médecine Française, a été repris dans le numéro 1 des Cahiers du double (12, rue Ganneron, 75018 Paris, 30 F.). Au même sommaire : un article de Michel Leiris, datant de 1930, et des poèmes inédits de Pier Paolo Pasolini. On découvre aussi, dans ce numéro, un texte de Stanislas Ivanov, qui a publié d'autre part un récit tourmenté, Fascismes, où le langage même une étrange aventure. (Transédition, 21, rue P.-E. Janson, 1050 Bruxelles).

Une année Voltaire-Rousseau

Ile ont eu la bonne — ou la mauvaise idée — de mourir la même année 1778, Voltaire le 30 mai, Rousseau le 2 juillet, ce qui va faire de 1978 une année placée sous leur double égide. Et on les célébrera ensemble, en dépit de leur éternelle querelle : la mort efface tout.

Trois importants colloques sont prévus : à Nice, les 28, 29 et 30 juin, organisé par le groupe de recherches sur Jean-Jacques Rousseau et le dix-huitième siècle de l'université de cette ville. Six groupes de travail étudieront Rousseau et Voltaire pendant les deux dernières années de leur vie avec cette orientation : « Regards de 1978 sur les occupations et les préoccupations de l'homme en retraite ». On verra les deux hommes dans leurs rapports avec la nature, la maladie, la mort, on étudiera leur vocabulaire au terme de leur œuvre, leurs positions morales, politiques, philosophiques, on les éclairera dans les regards étrangers.

À Paris, du 3 au 7 juillet, un colloque, International celui-là, est organisé par la Société d'histoire littéraire de la France et la Société française d'étude du dix-huitième siècle. Il se tiendra au C.N.R.S., qui prête son concours, ainsi que le ministère de la

culture. L'accent est mis aussi sur la dernière année des deux écrivains, mais c'est tout le mouvement du siècle — lettres, arts, sciences, idées — qui sera évoqué dans les communications, tandis qu'on évaluera l'image que la conscience nationale et internationale garde d'eux. Les participants viennent de Genève, de Polono, d'Italie, des États-Unis, de Berlin-Est, etc.

À Chantilly, les 5, 6, 7 et 8 septembre, un colloque, international encore, organisé par l'université de Picardie et les associations culturelles de la région, se tiendra au centre culturel « Les Fontaines » (route de Gouvieux, Chantilly) là on ne s'occupera que de Rousseau et on aura plutôt entre philosophes pour étudier la place de l'écrivain « dans la crise contemporaine de la conscience ».

En dehors de ces grandes réunions d'autres manifestations sont encore prévues : — Une exposition consacrée à « Voltaire voyageur » au Musée de l'Île-de-France, à l'Orangerie du château de Sceaux, du 27 avril au 5 juillet. Voltaire seul bénéficiera de ce genre d'hommages. En novembre la Bibliothèque nationale à son tour lui consacra une exposition ; — Des conférences surtout axées sur

Rousseau seront données par la Société d'histoire du protestantisme (54, rue des Saints-Pères, Paris, à 21 heures), les 19 janvier, 16 février, 16 mars, 27 avril, 25 mai. Y sera présenté Rousseau et l'éducation, la médecine, la théologie. Une seule conférence sur Voltaire et les protestants le 16 mars ; — Des circuits touristiques par le Touring-Club-Radio-France, en juin, juillet, septembre, dans la région parisienne.

On prévoit encore la représentation du Devin de village de Rousseau à Montmorency (septembre), divers spectacles à Ermannville et à Ferney-Voltaire, la représentation d'Irène, de Voltaire, à Oxford, en français (26-28 mai).

Car l'étranger. Cent sa partie dans ce concert d'hommages. La R.F.A., à Mannheim, programme un colloque Voltaire (18-21 juillet), Bruxelles un colloque et une exposition sur les deux écrivains (30 mai), Varsovie un colloque (2-7 octobre), ainsi que la Maison Descartes à Amsterdam (novembre). Quant à la Suisse, de janvier à juin, elle multipliera les conférences et présentations en juin une exposition au Musée de Neuchâtel sur son grand homme.

vient de paraître

Lettres étrangères

TENNESSEE WILLIAMS : *Mémoires* — Les événements publics et privés qui ont marqué l'auteur de *La Chèvre* sur sa loi bédouine. Trad. de l'Américain par M. Pons et M. Wiza. (Robert Laffont, 305 p., 49 F.)

WILLIAM S. BURROUGHS : *Harve des saints* — Un témoignage de personnages étonnants menacés, à la mesure de Burroughs, tous les ordres extrêmes. Trad. de l'Américain par F. H. Mikriammos. (Flammarion, 285 p., 45 F.)

Essais

LOUIS LEPRINCE-RINGUET : *Le Grand Merlier ou l'Espoir pour demain ?* — L'auteur de *Science et bonheur des hommes* prolonge ses réflexions sur la place de la France dans un paysage planétaire qui change profondément. (Flammarion, 251 p., 35 F.)

NICOS POLANTZAS : *Filos, la Force, le Socialisme* — Une analyse des fondements et des transformations de l'État et du pouvoir modernes, qui se voit ainsi une réponse aux « nouveaux philosophes ». (P.U.F., 300 p., 49 F.)

PIERRE BERNBAUM, FRANCIS HAMON, MICHEL TROPER : *Réinventer le Parlement*. — Par trois professeurs membres du parti socialiste, une chaire selon laquelle les véritables représentants de la nation seront de plus en plus les partis politiques dont les élus devaient être les délégués. Pour restaurer la prééminence du Parlement. (Flammarion, coll. « La rose au poing », 223 p., 20 F.)

PANNEKOCK ET LES CONSEILS

OUVRIERS. — Nouvelle édition revue et augmentée. Serge Bichard présente un choix de textes du penseur hollandais, théoricien des conseils ouvriers. Études et Documentations internationales, 29, rue Descartes, Paris-5^e.)

en poche

Fêtes et illusions

CHRONIQUEUR d'une société qui déjeune à Rio et soupe chez Maxim's, Jean d'Ormesson brosse dans *les Illusions de la mer* un tableau lucide et ironique de la « jet-society » internationale. C'est un monde aussi bien marginal, par ses rapports avec la vie actuelle, que central pour les mêmes raisons. L'auteur, qui est, selon le mot de Tocqueville d'abord de sa classe — de grand lettré — et ensuite de son opinion, parle aussi des fêtes somptueuses où la haute société se mélange en de bizarres cocktails : « Les fêtes m'annoncent souvent le regard de celle-là d'un peu loin et c'était un spectacle d'une gaieté sinistre et d'une animation qui me faisait presque horreur. » Dans cette cour de Versailles composée de grands yachts, de résidences princières et de palais, les meubles estampillés et les tableaux de maître sont toujours comptabilisés (tout comme les mines d'étain et le pétrole) en millions de dollars. Les armateurs, les banquiers, les nobles et les politiciens s'entassent aux gangsters, aux mannequins divorcés, voire aux assassins, dans un opéra où les accessoires sont en vrais diamants et la vie en strass.

Ce spectacle, que le grand public regarde du poutillier ou à travers les actualités et la presse multicolore, est souvent payé avec le sang des mineurs de l'Amérique du Sud, ou d'autres prolétaires du tiers-monde. Pierre, l'organisateur de ces fêtes, victime fascinée d'un monde qui le drogue à coups de carats et de titres, introduit Philippe (l'auteur) au cœur même de la douce vie internationale. Philippe qui préfère faire l'amour sous les oliviers des îles grecques, contemple ces sirènes depuis le pont du *Cygne noir*, tel Ulysse attaché au mât de son navire. Il écoute leur chant, qui est celui d'un cygne qui dure et d'une vie qu'il ne partage pas, mais qui le fascine. DIMITRI T. ANALIS. ★ LES ILLUSIONS DE LA MER, de Jean d'Ormesson, éd. Le livre de poche, 316 pages, 5,50 F.

● LE PRIX DARNAUD, fondé en 1967 pour couronner l'auteur d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages ayant servi la cause du rationalisme, de l'esprit critique et de la méthode scientifique, a été décerné pour 1977 à René Zazzo, professeur à l'université Paris-X, directeur du laboratoire de psychobiologie de l'enfant, pour l'ensemble de son œuvre.

● LE CENTRE D'INFORMATION ET DE COORDINATION DES REVUES DE POÉSIE vient de publier son bulletin numéro 24. Ce bulletin, très utile, regroupe la plupart des informations sur l'activité poétique en France.

(Édition : Jacques Legras, chemin des Serres, 9670 Saint-Martin-du-Var. Ed. Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75006 Paris.)

● POUR LA PREMIÈRE FOIS, le 20 janvier, sera remis, en marge du Festival du film fantastique d'Avoriaz, le Grand Prix de littérature fantastique.

Le jury d'Avoriaz se compose de huit membres permanents qui élisent tous les ans deux invités d'honneur. Les membres permanents sont André Pieyre de Mandiargues, Louis Leprince-Ringuet, Louis Fauvel, Lionel Chouchon, Marcel Jullian, Paul Goumar, Régine Deforges, Robert Sabatier, et les invités d'honneur Claire Bretcher et Robert Baricco.

● LE FOU PARLE, revue d'art et d'humour, présente dans son numéro 4 une étude humoristique et poétique sur le souvenir romain : « Le Voyage interstellaire » d'André-Louis Ronquier. En couverture de la revue, on trouve un dessin de Siné sur l'union des gauches. (19, rue Cassette, 75006 Paris, 8 F.)

● RECTIFICATIF. — La présidente de l'association de la Bibliothèque catalane de Perpignan, siège du Congrès de culture catalane pour la Catalogne-Nord, tient à souligner la participation de la Catalogne-Nord aux travaux du congrès dont les actes de clôture se sont tenus à la fin du mois de novembre 1977, à Barcelone (voir *Le Monde des livres* du 3 décembre 1977). Elle souligne notamment plusieurs manifestations culturelles : les Six Heures de campo (des Six Heures de la chanson), l'Apel au monastère de San-Miquel-de-Cuixà, ainsi que la visite itinérante du billobus Cultural en ruta (culture en route) à travers la région.

dans tous les kiosques et les librairies des femmes ♀ des femmes en mouvements
à Paris, Lyon et Marseille.
mensuel janvier 78 n°1 6F
premier magazine écrit, fabriqué, réalisé, par des femmes.

70, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. 222.02.08.

هكذا من الأصل

histoire

LES FRANÇAIS

Cinquante - trois millions d'individus

Un Anglais nous psychanalyse

● Trois enquêtes d'opinion.

LES Français sont cinquante-trois millions. On peut les répartir en neuf catégories socio-professionnelles, en vingt et une régions, en quatorze tranches d'âges, en deux sexes, en tempéraments nerveux et sanguins, bilingues et apatriches. De cette variété de caractéristiques économiques, géographiques et mentales, l'atmosphère électroale devra tirer, au mois de mars de cette nouvelle année, comme en 1973, quatre ou cinq groupes parlementaires principaux. Ce processus de réduction est appelé par les politologues agrégation des groupes et des exigences politiques. Les élections sont pour les votants à la fois le moment d'un choix et celui de mille renoncements. Ils décident du principal, taisant leurs différences secondaires. Les enquêtes d'opinion, au contraire, s'efforcent de restituer la complexité initiale des goûts, des attitudes et des aspirations des Français. Elles permettent, parfois, de ne pas céder à ce que Marx appelait l'illusion du politique.

Trois livres récemment publiés s'efforcent de dépasser la segmentation politique classique des Français, de les laisser exprimer autre chose qu'un choix idéologique. Avec des succès divers.

Une image rassurante

Toutes les enquêtes ne sont pas des sondages. Une autre idée des Français, de Maurice Dailly, s'appuie surtout sur les « tables rondes » organisées de 1975 à 1977 par les caisses d'épargne et de prévoyance. Il ressort de cette « auscultation », qui voudrait bien dépasser le laconisme des statistiques, une image rassurante, tranquille, provinciale, familiale, travailliste et équilibrée, pour tout dire un peu simple, des héritiers d'Astérix. L'auteur avoue, dans une introduction, avoir l'intention de faire parler une majorité silencieuse. C'est une partie de la vérité. Les Français, comme la plupart des peu-

ples, sont, dans l'ensemble, des gens raisonnables. Mais le problème de l'année 1978 est justement celui d'une situation qui leur semble déraisonnable. Comment la raison réagit-elle à la déraison ? Raisonnablement ? Déraisonnablement ?

Avec les *Styles de vie des Français*, 75-98, de Bernard Cathelat, est offerte une autre tentative de débordement des sondages. Il s'agit de reconstituer, à partir des questionnaires classiques, une « typologie » des styles de vie français.

Echelle de sensualité

Cette typologie, telle une boule de cristal, nous permettrait d'observer le futur social jusque vers 1998. Les publicitaires et les spécialistes du marketing connaissent souvent merveilleusement, par l'analyse de la consommation, l'évolution culturelle de la France. Mais pourquoi donc a-t-il fallu que Bernard Cathelat éprouve un irrésistible besoin de jargonner, d'allier des concepts, sociostyles et sociostuctures, « flux culturels (qui) sont des tendances macro-sociologiques lourdes, des courants dynamiques modifiant en nature, en structure et en intensité, le système des valeurs de l'ensemble de la culture ». Pourquoi cette aversion de diagrammes imprécis, probablement dérivés d'analyses factorielles mal définies, dont l'une place le Monde à égale distance entre lui et le Nouvel Observateur sur une échelle de sensualité ? En fait, il faut tant pour aboutir à la conclusion que les Français hésitent entre le repli et l'ouverture ? C'est dommage, les sociologues auraient beaucoup à apprendre des données recueillies par les publicitaires.

La *Parole aux Français*, de Roland Murat, ne cherche pas à dépasser, méthodologiquement, les sondages. C'est un document brut, l'ensemble des réponses de 142 834 sondés à 294 questions posées entre 1972 et 1977 : sur l'amour, la mort, l'éducation, la politique, l'écologie, la télévision. Chacun peut chercher ce qui l'intéresse dans cette information foisonnante et inorganisée. Moins ambitieux que les précédents, ce recueil apporte probablement davantage. Un résultat est particulièrement frappant et important : les Français sont déjà profondément écologistes : 46 % contre 45 % d'entre eux sont prêts à payer plus cher certains produits si ceux-ci sont fabriqués de façon non polluante. Pourtant, ces trois ouvrages retardent déjà sur l'évolution des mentalités. Aucun ne s'interroge réellement sur les consé-

quences psychologiques et morales à long terme du chômage. Aucun ne reflète avec exactitude l'extraordinaire climat de pessimisme qui descend sur la France, sur les deux France.

EMMANUEL TODD.

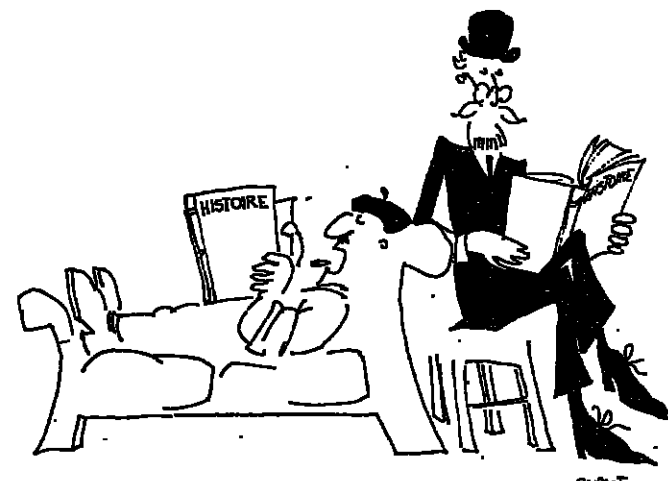
★ UNE AUTRE IDÉE DES FRANÇAIS, Maurice Dailly, Albin Michel, 150 p., 25 F.

★ LES STYLES DE VIE DES FRANÇAIS 75-98, Bernard Cathelat, Stanké, 308 p., 48 F.

★ LA PAROLE AUX FRANÇAIS, CINQ ANS DE SONDAGES, Roland Murat, Dunod, 270 p., 49 F.

● Notre histoire contemporaine vue par un universitaire britannique.

DES Français, selon certains sondages d'opinion, se considèrent comme « égarés individualistes, logiques, frivoles et vains ». Ils acceptent, avec fierté ou regret, l'idée qu'ils sont querelleurs et légers, gaulois et latins, catholiques et romains.



★ Dessin de Plautus.

Les nouveaux Gaulois

LES Gaulois collectionnaient les têtes coupées de leurs ennemis, ils pratiquaient d'effroyables sacrifices humains. Les auteurs militaires romains, notamment, César en personne, n'ont pas exagéré en décrivant les mœurs de nos barbares ancêtres. Dans son dernier livre, *La Somme pré-romaine et romaine*, M. Roger Agache tente de faire une synthèse des recherches archéologiques (fouilles et prospection photographique aérienne systématique) et des textes anciens pour aboutir à un récit coloré et plein de détails sur la vie de tous les jours des Gaulois avant et après la conquête du pays par l'envahisseur latin.

Bassin de la Somme, abords de l'Artois, Beauvais et Vermandois : l'auteur nous entraîne dans l'histoire d'une colonisation réussie. L'*Aedificium* gaulois aux enclos curvilignes précède la « villa » gallo-romaine, à l'architecture géométrique, l'ancêtre des bâtiments de ferme entourés de murs encore posés, de nos jours sur la campagne picarde. L'agronome latin a ainsi transposé dans le nord de la Gaule sa façon de travailler la terre et son mode de vie. Et l'indigène s'est d'autant plus laissé prendre à cette civilisation importée qu'il était sans doute flatté par la construction de grands ensembles monumentaux, temples, thermes, théâtres, édifiés en pleine campagne et qui devenaient des embryons de centres urbains ayant sans doute plus d'attrait pour le Gaulois moyen que la hutte traditionnelle dont parlent nos livres d'histoire.

C'est là que l'étude de Roger Agache devient encore plus passionnante. Elle décrit l'effondrement d'une civilisation, où il y a des avertissements à recueillir. L'occupant épuise systématiquement les richesses naturelles, il pratique une culture intensive qui aboutit à une rupture écologique. Des problèmes de main-d'œuvre se posent et la crise économique survient après une prospérité éphémère. Lorsque les barbares venus de l'est envahissent cette région autrefois riche, bien des terres sont déjà abandonnées. A Rome, les intellectuels du Bas-Empire se posent des questions sur la pérennité de la « civilisation tandis que les contestataires de l'époque cherchent un exemple de vie saine dans cette Gaule que leurs ancêtres ont conquise. Ne portent-ils pas ostensiblement le *cupulus*, vêtement du paysan gaulois, symbole en quelque sorte, au milieu d'une Rome décadente, d'une vie simple et tournée vers les éléments naturels.

MICHEL CURIE.

★ La *Somme pré-romaine et romaine* se présente sous la forme d'un volume relié pleine toile, sans jaquette illustrée. Cinq cents pages, 278 photos, 46 figures regroupant de nombreux plans et deux cartes. Prix : 149 F + 15 F de port. Les chèques, libellés au nom de la Société des antiquaires de Picardie, doivent être adressés à M. Roger Agache, 20, rue des Capucines, 95100 Abbeville.

COMMENT EST NÉ LE LYCÉE DE FILLES

● Sexisme et éducation.

« QUAND les écoles que l'on projette nous auront tourné plusieurs générations de femmes athées et révolutionnaires, la République n'en sera pas plus solide, mais, en revanche, l'ordre social en sera terriblement ébranlé », écrit le Monde... Un autre Monde, celui du 22 novembre 1880. Baroud d'honneur : la loi Camille Sée sur l'enseignement secondaire des filles sera votée le 21 décembre.

En ce temps, une étudiante d'était une « mini-pinson », une petite femme - du - quartier Latin. Ou alors un bas-bleu en passe de devenir bas-rouge.

La loi Camille Sée, la fondation des lycées et collèges et de l'Ecole normale supérieure de Sèvres (1881), permettent l'ascension des filles des classes moyennes vers l'enseignement supérieur. Donc vers les professions qu'il ouvre.

Ce qu'étaient ces enseignantes, à quelles barrières sociales, intellectuelles, morales, elles se heurtaient, comment elles ont,

non sans mal, franchi les étapes, nous pouvons à présent le savoir. Une thèse écrite avec une remarquable simplicité, en langage agréable et sans pédanterie, illustre de tableaux clairs, nous offre le panorama de cette évolution. Françoise Mayeur, maître de conférences à Lille, enregistre le changement d'attitude envers les femmes pendant près d'un siècle. L'angle d'approche est excellent : dit-nous comment tu échoues les filles, je te dirai quelle société tu veux.

Egalitaire ? En apparence seulement, et pas trop. Quels retards dans la réglementation des droits des professeurs féminins, et quelle incohérence ! En 1911, un professeur femme malade doit rétribuer sa suppléante sur ses propres deniers !

Ces dames sont priées d'avoir de la « tenue » : pas de cheveux dénoués, comme au lycée de Tournon. Dans les grands établissements parisiens, on réclame de la « distinction ».

Vers les années 20, le pacifisme ou la fondation d'une « université populaire » valaient un rapport qui ne favorisait ni l'avancement ni même

le succès d'Astérix et du *Mal français* démontre que ces stéréotypes nationaux tiennent bon. Le côté rose de la légende insistait sur la Belle Époque. Le french-cancan, l'anisette, la décontraction sexuelle et le radical-socialisme contrastent avec l'austérité protestante du nord de l'Europe à la fin du siècle dernier. La légende noire dénonce les affrontements politiques, sociaux et religieux qui jalonnent l'histoire du dix-neuvième et du vingtième siècle français. Ces conflits sont pourtant interprétés en termes de rationalité économique ou idéologique : reconnaître leur existence n'implique pas l'abandon de notre caractéristique numéro 3, la logique, parfois appelée « cartésianisme ».

Théodore Zeldin, doyen du St. Anthony's College d'Oxford, vient de détruire, en deux mille pages en anglais, ces visions complémentaires et conventionnelles de notre histoire. On hésite à commenter rapidement l'un des livres les plus importants et les plus complexes jamais écrits sur la civilisation française. *France 1848-1945*, section indépendante de l'*Oxford history of modern Europe*, est un ouvrage inclassable, rappelant seulement par son ampleur et sa densité les grandes synthèses de Fernand Braudel. Il s'agit d'histoire sociale, et totale, traitant à peu près tous les aspects de la vie des Français : nature des groupes économiques et sociaux, habitudes et transformations familiales, sentimentales et sexuelles, éducatives et politiques, intellectuelles et esthétiques. Les thèmes traités en détail vont des eaux minérales à la criminalité de l'hypochondrie au système militaire. Mille anecdotes et portraits rendent ce parcours plus que distrayant. La date limite de 1945 est assez formelle puisque Zeldin ne s'interdit pas l'usage rétrospectif de sondages d'opinion effectués durant les années 50 et 60. Les sous-titres de deux volumes successifs - I. *Ambition, amour et politique*, II. *Intellect, goût et anxiété* - indiquent que l'angle d'attaque est psychologique. Les pressions contradictoires exercées sur les individus par une société en voie de modernisation sont au cœur de l'analyse.

Une société inconsciente

Vus d'Angleterre, les Français ne sont ni légers ni décontractés. Les cents ans de leur histoire compris entre 1848 et 1945 ne furent pas uniquement consacrés à la discussion politique et à la création artistique. Ce siècle fut plutôt dominé, selon Zeldin, par l'esprit de compétition et l'anxiété. L'adoption des grands principes de 1789 n'a pas ouvert la voie à l'égalité mais à l'obsession de la mobilité sociale. Le développement de la folie et de l'hypochondrie sous le Second Empire et la III^e République, mesure la montée de cette tension psychologique. L'inquiétude qui accompagne les progrès de l'individualisme laïque et républicain est, au fond, assez proche du malaise protestant, accou-

cheur d'un autre individualisme. Les intellectuels de cette France-là, angoissée plutôt que catholique, sont fascinés par la culture allemande depuis le milieu du dix-neuvième siècle.

Les grands débats politiques et religieux de notre histoire contemporaine sont empreints, pour nos voisins d'outre-Manche, d'une certaine obscurité. La propension à la division en deux blocs idéologiques de notre société diversifiée, fragmentée, cellulaire, laisse rêveurs les Britanniques, qui savent d'expérience ce qu'est une société bipolaire, séparant clairement classes dirigeantes et laborieuses. En France, la coupure idéologique représente peut-être un effort d'organisation, de structuration, de sécurisation. Elle serait moins le reflet d'intérêts divergents qu'une façon pour les individus d'échapper à leur isolement et à leur anxiété. Le rôle des intellectuels français - catégorie exceptionnelle en Europe par son importance - serait alors, non d'expliquer le réel, mais de le simplifier, de le forcer à l'intelligibilité en créant des mythes. La France est-elle une société inconsciente, de son unité comme de sa parcellisation ?

Zeldin glisse subtilement de l'inconscient de la société à celui des individus. Les Français refoulent leurs émotions et sentiments d'une manière originale. Ce refoulement n'a jamais pris chez eux les formes virulentes du puritanisme protestant. Il est caractérisé par le culte de l'intellect et de la rationalité plus que par l'exclusion de la sexualité.

Ce livre est peut-être, tout simplement, une psychanalyse de la France de 1848 à 1945, où Zeldin voit l'histoire d'une enfance. La longueur et les détours de son cheminement sont ceux de toute exploration analytique. Où en est cette nation, en 1978 ? Après trente ans de croissance économique, nous sommes adultes, bien sûr... — E.T.

★ THEODORE ZELDIN, « France 1848-1945 », Oxford, at the Clarendon Press. Volume I : « Ambition, love and politics », 823 pages, 1974, 9 livres (2). Volume II : « Intellect, taste and anxiety », 1 282 pages, 1977, 15 livres (2). En vente à la Librairie Gallimard, 224, rue de Rivoli, Paris.

UNE ÉDITION FRANÇAISE

L'IMPORTANT ouvrage de Théodore Zeldin *France 1848-1945* va être prochainement traduit en français par les soins d'une jeune maison d'édition, Recherches. L'édition française, sous le titre de *Histoire des passions françaises 1848-1945*, comprendra cinq volumes contre deux dans l'édition anglaise, pour un nombre de pages équivalent. Les deux premiers volumes paraîtront en mars 1978. On peut souscrire dès maintenant au prix de 300 francs pour les cinq tomes, au lieu de 370 francs.

RECHERCHES, 49, rue Dalaire, 94120 Fontenay-sous-Bois. C.C.P. 15-25-75 Paris.

Un livre d'art pas comme les autres : Un des chefs-d'œuvre de la peinture mondiale, le triptyque de :

Jérôme BOSCH
LE JARDIN
DES
DELICES
reproduit
GRANDEUR
NATURE

avec ses vraies couleurs en 56 doubles planches et un texte passionnant de J.-P. JOUFFROY.

Editions Hier et Demain chez votre libraire.

PRIX MÉDICIS ÉTRANGER

HECTOR BIANCIOTTI



Le traité des saisons

"Le seul héritier légitime du grand Borgès".
Françoise Wagnier - Le Monde.

"Eh bien ce livre est, avec un bonheur rare, la musique, l'algèbre et le poème de la mémoire".
Jean-François Josselin - Magazine Littéraire

GALLIMARD

مكتبة من الأصل

RTL

présente en accord avec

OPERA

LES SPECTACLES LUXEBOIS
L'ALPES
et de la SEINE PETIT-TOUR

du 18 janvier au 26 février
Palais des Congrès — porte Maillot

la production Sherwin M. Goldman
et du Houston Grand Opera.

Porgy and Bess

opéra en 2 actes de
George Gershwin

location ouverte: Palais des Congrès et agences

VOUS POUVEZ AUSSI LOUER PAR CORRESPONDANCE

SON DE COMMANDE à retourner au C.L.P.
Porte Maillot - Boite postale n° 7 - 75017 PARIS

Tous les soirs à 20 h 30.
Sauf les 28, 29, 30 janvier et les 6, 13, 18, 17 et 20 février.
Mardi à 14 heures 30 les samedi et dimanche
sauf les 21 janvier et 4 février.

PRIX DES PLACES	
1 ^{re} SÉRIE : 110 F	2 ^e SÉRIE : 80 F
3 ^e SÉRIE : 50 F	

Pré-remplir d'indiquer ci-dessous
3 dates différentes dans l'ordre
de votre préférence

1^{er} choix : _____ heure : _____

2^e choix : _____ heure : _____

3^e choix : _____ heure : _____

Ci-joint : _____ F par chaque billet ou postal 3 volets à l'ordre de
"Porgy and Bess", en une enveloppe timbrée à son adresse.

Nom : _____

Adresse : _____

Localité : _____

Département : _____

Téléphone : _____

PLACES : _____ Nombre : _____ PRIX : _____

Ci-joint : _____ F par chaque billet ou postal 3 volets à l'ordre de
"Porgy and Bess", en une enveloppe timbrée à son adresse.

Si une place ne vous convient pas 8 jours avant la 1^{re} représentation choisie, réclamez téléphoniquement
au Palais des Congrès 756.22.78. Aucune réclamation ne sera acceptée après la séance.

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 5 janvier

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie française, 20 h 30 : Br-
tannicus.
Petit Odéon, 18 h 30 : le Naufrage.
21 h 30 : le Visage d'Achille.
Petit TEF, 20 h 30 : Francis
Lemaire.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h 30 : Macbeth.
Théâtre de la Ville, 18 h 30 :
Susanne Rinaldi.

Les autres salles

Aire Libre, 20 h 30 : Décret secret.
Antenne, 20 h 30 : Raymond Devos.
Atelier, 21 h : la Mouette.
Bibliothèque-Opéra, 21 h : Solennes le
constructeur.

Bouffes-Parisiens, 20 h 45 : le Petit-
Fils du chah.
Cartouches, Théâtre de l'Aquarium,
20 h 30 : les Cinqs Mamelles.

Cité Internationale, La Ressource,
20 h 45 : l'entraînement du cham-
pion avant la course.

Cité internationale, La Ressource,
20 h 45 : le Bateau pour l'apnée.
Fontaine, 21 h : Bonté-Vous à
Hollywood.

Gaîté Montparnasse, 21 h : Elles...
Stacy, Pomme, Jane et Vini.
Gymnase, 21 h : Coluche.

Hubert, 20 h 45 : la Cantatrice
cheuve : le Lézard.

Il Teatrino, 20 h 30 et 22 h : Louise
la Féraloise.

La Bruyère, 20 h 45 : la Rose et le
Chou-Fleur.

Le Lacenaire, Théâtre Noir, 18 h 30 :
la Belle Vie : 20 h 30 : les Zézis
de Laure. — Théâtre Bouge,
20 h 30 : Boite Mao boîte.

Macbuth, 20 h 45 : la Ville dont
le prince est un enfant.
Michèle, 21 h : les Vignes du
Seigneur.

Michoudière, 20 h 30 : Pauvre
assassin.

Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
huit.

Opéra, 21 h : la Magouille.
Orsay, grande salle, 20 h 30 : l'Eden
Clochard. — Petite salle, 20 h 30 :
Albert Nobbs.

Palais des arts, 18 h 30 : les Jeunes ;
20 h 45 : Bernard Haller.

Raisance, 20 h 45 : Adieu Supermac.
Porte Saint-Martin, 21 h : Pas d'or-
chidée pour miss Blanchet.

Théâtre d'Edgar, 20 h 45 : Sylvie
Joly.

Théâtre du Marais, 20 h 30 : Tsuru
sans pères.

Théâtre Marie-Stuart, 21 h : Elle,
elle et elle.

Théâtre Orléans, 18 h 30 : les Der-
niers Hommes. — 21 h : Blaise.

Théâtre de Paris, 21 h : Vive
Bauri IV.

Théâtre Paris-Nord, 20 h 45 : la
Princesse de Clèves.

Théâtre la Fenêche, 20 h 30 : le
Psychopompe.

Théâtre Présent, 20 h : le Nouveau
Locataire.

Théâtre 247, 20 h 30 : la Ménagerie
de verre.

Théâtre le 28, rue Dunois, 19 h :
Du rinf pour l'utopie.

Tristan-Bernard, 21 h : Omi soit
qui mai y pense.

Trigolodyte, 21 h : l'Amphitrate.
Variétés, 20 h 30 : Pésé de Broadway.

Les cafés-théâtres
Au Bec fin, 21 h : Seule dans la
boîte : 22 h : Youth.

Blanc-Manteau, 20 h 30 : Bruno
Garcin : 21 h 45 : Au niveau du
chou : 22 h 15 : les Autriches.

La Bretonnerie, 20 h 30 et 22 h 15 :
Certificat ; Dialogues.

Café d'Edgar, 1. 20 h 15 : Douby ;
21 h 45 : Poquek. — II. 22 h 30 :
Deux Suisses au-dessus de tout
soudoy.

Café de la Gare, 20 h : Plantons
sous la pluie : 22 h : Une ployable
macarade.

Le Comptable, 20 h 30 : le Petit
Prince.

Coupe-Chou, 20 h 30 : Néo-Old 77 ;
22 h : les Frères ennemis.

Cour des Miracles, 20 h 30 : Pro-
thèse 22 h : Promesse ou dessert.

Le Fanal, 18 h 45 : Béatrice Arnau ;
20 h 45 : le Président.

La Mama du Marais, 20 h 45 : il
était la Belgique. une fois.

La Mitraille de bananes, 20 h 30 :
Mama Bes Tekielaki ; 22 h 15 :
Teca et Ricardo.

Le Plateau, 20 h 30 : Boaline Pavay ;
22 h : Green et Lejeune.

Petit Bains-Navatel, 21 h : Valérie
Sellel ; 22 h 30 : Denis Wester-
wald.

Petit Casino, 21 h : Du duc au duc ;
22 h 30 : J.-C. Montali.

Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h 30 :
J. Seiler ; 21 h 30 : Qu'elle était
verte ma salade ; 22 h 30 : l'Az-
tobus.

Les comédies musicales
Châtelet, 20 h 30 : Voix.
Mogador, 20 h 30 : Valse de Vienne.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h :
Ce soir on actualise.

Dix-Heures, 22 h : Le maire est
démoité.

Les concerts

Le Lacenaire-Forum, 19 h : Sylvie
Davidson ; 20 h 45 : M. Sartov.

C. Debrus, chant et piano (Tcha-
kovski, Rachmaninov, Dvorak, Du-
puy, Schubert).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Nouvel
orchestre philharmonique de Ra-
dio-France, dir. G. Amy ; E. Reu-
st, piano (Stravinsky, Ravel).

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : Orchestre de Paris, dir.
D. Barenboim (Mahler, Bruckner).

Jazz, pop, rock et folk
Palais de la découverte, 19 h 30,
20 h 45, 22 h : L'Esprit.

Théâtre Mouton, 22 h 30 : Steve
Lacy.

Palais des glaces, 20 h : l'Idr. chanté
et l'Idr. chanté.

Théâtre la Fenêche, 22 h : S. Ag-
niti, J.-F. Pavvres free-jazz.

RTL

présente au

PALAIS DES SPORTS

5 concerts exceptionnels
avec l'Orchestre des Concerts Padeloup

Direction Gérard Devos

Artiste	Programme	nombre de places	prix unitaire
Alexis WEISSENBERG Liszt, Rachmaninov (N° 2), Ravel	samedi 21 janvier 1978 à 14 h 30		
Yury BOUKOFF Concertos N° 3 et 5 de Beethoven	samedi 28 janvier 1978 à 14 h 30		
SYMPHONIE DE BEETHOVEN Chœur Philharmonique de Cologne (190 exécutants)	samedi 4 février 1978 à 14 h 30		
GERSHWIN Noël LEE, Louis Hagen WILLIAM, Vivian MARTIN venus spécialement de New York	samedi 11 février 1978 à 14 h 30		
Ivry GITLIS Tchakovski, et en première mondiale, un concerto pour violon créé et dirigé par Michel LEGRAND	samedi 18 février 1978 à 14 h 30		

**LOUEZ VOS PLACES
PAR CORRESPONDANCE**
Renseignez cette annonce en indiquant le
ou les concerts auxquels vous souhaitez
assister ainsi que le nombre de places et
leurs prix unitaires.

Retournez ce bon au Palais des Sports,
Porte de Versailles 75018 PARIS, en y
joignant un chèque bancaire ou postal
(3 volets) établi à l'ordre du Palais des
Sports ainsi qu'une enveloppe timbrée à
vos nom et adresse pour la réponse.

Si vos billets ne vous parvenaient pas
8 jours avant la date la plus proche
choisie, réclamez téléphoniquement au
Palais des Sports (250.75.80 ou 352.41.29).
Aucune réclamation ne sera acceptée
après la séance.

PRIX DES PLACES
Orchestre 1^{re} série... 55 F
Orchestre 2^e série... 45 F
Piste... 35 F
Balcon 1^{re} série... 35 F
Balcon 2^e série... 25 F

NOM : _____

Adresse : _____

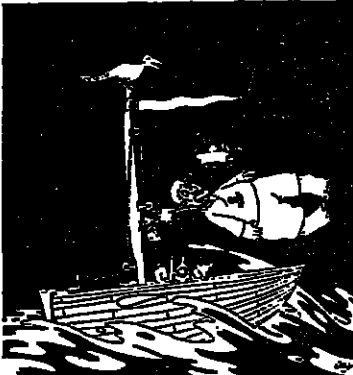
Localité : _____

Code Postal : _____ Tél. : _____

Désire assister au(x) concert(s) désigné(s)
ci-contre, au total : _____ places pour un
montant global de : _____ francs. Ci-joint
règlement à l'ordre du Palais des Sports.
Signature : _____

LOCATION OUVERTE AU PALAIS DES SPORTS, DANS LES FNAC, ET TOUTES AGENCES

LES CHARMEURS RÉUNIS
présentent
à 20 h 30
« LE PSYCHOPOMPE »
ou « Tue-moi fort »
Drame humain
de Guénolé AZERTHOPE
avec son
Fénelon Bazaar Unlimited



SAMY AGOSTINI
J.-F. PAUVRES
Samedi 7 janvier
GALETTES DES ROIS
BAL POPULAIRE
Réservation : 205-40-39
LA PÉNICHE
Canal St-Martin - Quai de Volmy
face à la rue du Terrage
M^e Gare de l'Est

GRANDE SALLE 20h30

NOUVEAU CARRÉ

SILVIA MONFORT

IRREVOCABLEMENT 10 DERNIÈRES
MACBETH
par le THEATRE DE LIBERTÉ
DIMANCHE 19H RELACHE LUNDI

5 rue Papin, Paris 3^e Loc : 277 8840 (Métro: Réaumur-Sébastopol)

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

janvier

Grande Salle

mer 4 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

jeu 5 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

ven 6 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

sam 7 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

dim 8 10 h 45 Concert Postal, Krivina, Pludermacher ;
Schumann, Bartok, Berg

dim 8 15 h HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

dim 8 18 h 30 relâche ALBERT NOBBS

mar 10 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS

mer 11 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS

jeu 12 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

ven 13 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

sam 14 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

dim 15 10 h 45 Concert J. Kalichstein (piano) : Brahms, Schubert

dim 15 15 h HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

dim 15 18 h 30 relâche ALBERT NOBBS

mar 17 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

mer 18 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS

jeu 19 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

ven 20 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

sam 21 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

dim 22 10 h 45 Concert Rigutto, Bounges, Delplus, Laroque, Chambon :
Mozart, Beethoven

dim 22 15 h L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

dim 22 18 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

mar 24 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS

mer 25 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

jeu 26 20 h 30 L'EDEN-CINEMA ALBERT NOBBS

ven 27 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS

sam 28 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS

dim 29 10 h 45 Concert Lagoya (guitare) et Marion (flûte) :
Carulli, Bach, Villa-Lobos

dim 29 15 h HAROLD ET MAUDE relâche

mar 31 20 h 30 HAROLD ET MAUDE LES PORTES DU SOLEIL

Petit Orsay

mer 4 20 h 30 ALBERT NOBBS

jeu 5 20 h 30 ALBERT NOBBS

ven 6 20 h 30 ALBERT NOBBS

sam 7 20 h 30 ALBERT NOBBS

dim 8 10 h 45 ALBERT NOBBS

dim 8 15 h ALBERT NOBBS

dim 8 18 h 30 ALBERT NOBBS

mar 10 20 h 30 ALBERT NOBBS

mer 11 20 h 30 ALBERT NOBBS

jeu 12 20 h 30 ALBERT NOBBS

ven 13 20 h 30 ALBERT NOBBS

sam 14 20 h 30 ALBERT NOBBS

dim 15 10 h 45 ALBERT NOBBS

dim 15 15 h ALBERT NOBBS

dim 15 18 h 30 ALBERT NOBBS

mar 17 20 h 30 ALBERT NOBBS

mer 18 20 h 30 ALBERT NOBBS

jeu 19 20 h 30 ALBERT NOBBS

ven 20 20 h 30 ALBERT NOBBS

sam 21 20 h 30 ALBERT NOBBS

dim 22 10 h 45 ALBERT NOBBS

dim 22 15 h ALBERT NOBBS

dim 22 18 h 30 ALBERT NOBBS

mar 24 20 h 30 ALBERT NOBBS

mer 25 20 h 30 ALBERT NOBBS

jeu 26 20 h 30 ALBERT NOBBS

ven 27 20 h 30 ALBERT NOBBS

sam 28 20 h 30 ALBERT NOBBS

dim 29 10 h 45 ALBERT NOBBS

dim 29 15 h ALBERT NOBBS

mar 31 20 h 30 ALBERT NOBBS

utilisez ce calendrier
comme bon de location
soulignez pièces et dates de votre choix
prix Grande Salle 55 F 50 F 45 F 40 F 35 F 25 F 15 F
prix Petit Orsay 40 F 25 F

nom : _____

adresse : _____

nombre de places (Grande Salle)	x	F total	F
nombre de places (Petit Orsay)	x	F total	F

règlement bancaire ou postal 3 volets ou mandat-lettre
à l'ordre de la Cie Renaud-Barrault adressé avec une
enveloppe timbrée pour l'envoi des billets
Théâtre d'Orsay 7, quai Anatole-France 75007 Paris
tél. 548.38.53

après Londres et avant New York

le PALAIS DES SPORTS

présente du 18 janvier au 19 février

RUDOLF NOUREEV

avec le LONDON
FESTIVAL BALLET
dans

Roméo & Juliette

musique de Serge PROKOFIEV
mise en scène de Rudolf NOUREEV
orchestre
des Concerts PASDELOUP

location ouverte au
Palais des Sports
12 h 30 à 19 h 15
dans les FNAC
et toutes
agences

Soirées à
20 h 15
Dimanches
15 h
et 20 h 15
Relâche
le lundi

LOUEZ VOS PLACES
PAR CORRESPONDANCE

Renseignez ce bon en indiquant
3 dates par ordre préférentiel car le
contingent peut être épuisé pour
l'une d'entre elles.

Retournez-le au Palais des Sports,
Porte de Versailles 75018 PARIS.
En y joignant un chèque bancaire
ou postal (3 volets) ou mandat-lettre
établi à l'ordre du Palais des Sports,
ainsi qu'une enveloppe timbrée à vos
nom et adresse pour la réponse.

Si vos billets ne vous parvenaient pas
8 jours avant la date la plus proche
choisie, réclamez téléphoniquement
au Palais des Sports (250.75.80 ou
352.41.29). Aucune réclamation ne sera
acceptée après la séance.

PRIX DES PLACES
Orchestre 1^{re} série... 100 F
Orchestre 2^e série... 80 F
Piste... 60 F
Balcon 1^{re} série... 50 F
Balcon 2^e série... 35 F

NOM : _____

Adresse : _____

Localité : _____

Code Postal : _____ Tél. : _____

Nombre de places : _____

Prix unit. : _____

Indiquer 3 dates différentes si possible :

1^{er} choix : _____ heure : _____

2^e choix : _____ heure : _____

3^e choix : _____ heure : _____

Ci-joint règlement de F _____ à l'ordre
du Palais des Sports et une enveloppe tim-
brée pour la réponse.

Signature : _____

CINÉMAS

MICHEL PICCOLI

C

location ouverte au
Palais des Sports
12 h 30 à 19 h 15
dans les FNAC
et toutes
agences

مكتبة من الأصل

CARNET

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige au sol des pistes ouvertes; le deuxième l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

Ces renseignements ont été transmis au Comité des stations françaises le mercredi 4 janvier, à l'Office national allemand le jeudi 5 janvier et à l'Office national autrichien le mercredi 4 janvier.

ALPES DU NORD
Alpe d'Huez, 40-150; Autrans, 0-30; Bâlecombe - Crest - Voland, 15-40; Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs, 25-60; Chamrousse, 10-30; Chamonix, 40-50; Châtel, 15-40; La Clusaz, 60-90; Courmayeur, 10-70; Les Contamines - Montjoie, 20-120; Le Corbier, 25-105; Courchevel, 35-80; Les Deux-Alpes, 30-60; Flaine, 25-140; Plumet-Pras-sur-Arly, 15-40; Les Grés, 40-110; Grand-Bornand, 25-65; Les Houches, 5-85; Megève, 25-100; Les Menuires - Val-Thorens, 20-180; Morzine-Avoriaz, 30-130; La Plagne, 60-115; Pralognan, 20-40; Saint-Gervais-les-Bains, 30-50; Saclun, 20-100; Thollos-les-Ménages, 20-40; Tignes, 65-90; Val-Cenis, 20-40; Val d'Isère, 60-120; Valloire, 15-50.

ALPES DU SUD
Auron, 40-100; Isola-2000, 50-100; Montgenèvre, 35-50; Orcières-Merlette, 10-40; La Toure, 30-60; Le Sauze, 30-100; Serre-Chevalier, 45-90; Valberg, 40-80; Vars, 60-85.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes, 0-10; Font-Romeu, 10-20.

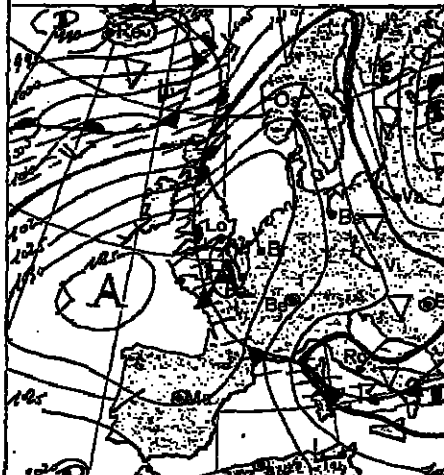
MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore, 20-40; Super-Besse, 20-40; Super-Liorne, 20-35.

JURA
Métébel, 10-45; Les Rousses, 15-80.

VOSGES
Gérardmer, 10-50.

* Hors-les-pistes : 285-72-30.

SITUATION LE 5/1 - A 0 h G.M.T.



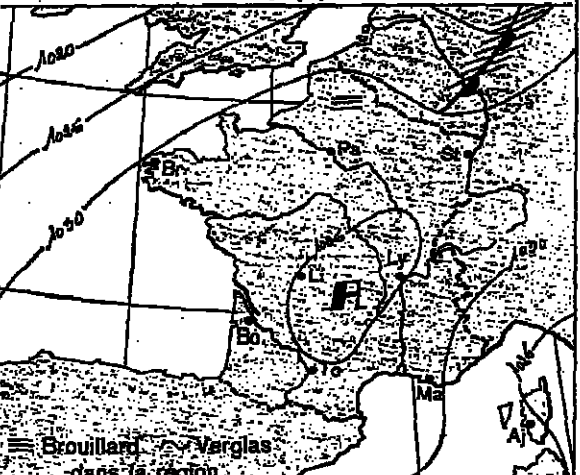
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 5 janvier à 8 heures et le vendredi 6 janvier à 24 heures :

Après deux jours de la pression restant assez forte, de secteur nord, dans les régions méditerranéennes et la vallée du Rhône, les vents faibles aléatoires.

Le jeudi 5 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique se situe au niveau de la mer à Paris-Le Bourget, de 1034,5 millibars, soit 776 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 janvier; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 14 et 8 degrés; Biarritz, 12 et 8; Bordeaux, 12 et 7; Brest, 10 et 7; Caen, 9 et -1; Cherbourg, 9 et 1; Clermont-Ferrand, 9 et -3; Dijon, 4 et -2; Grenoble, 8 et -1; Lille, 5 et -1; Lyon, 8 et -1; Marseille, 11 et 3; Nancy, 7 et -2; Nantes, 12 et 1; Nice, 15 et 6; Paris-Le Bourget, 11 et 1; Pau, 11 et 6; Perpignan, 15 et 10; Rennes, 11 et 1; Strasbourg, 4 et 0; Tours, 9 et -1; Toulouse, 12 et 8; Pointe-à-Pitre, 27 et 22.

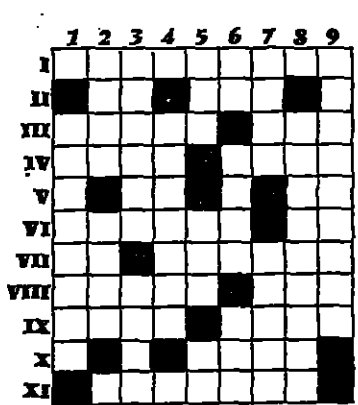
PRÉVISIONS POUR LE 6/1 DÉBUT DE MATINÉE



Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 2 degrés; Amsterdam, 5 et -2; Athènes, 15 et 7; Berlin, 3 et -5; Bonn, 3 et -5; Bruxelles, 5 et -2; Casablanca, 21 et 13; Copenhague, 1 et -8; Genève, 6 et -6; Lisbonne, 16 et 10; Londres, 5 et -2; Madrid, 14 et 0; Moscou, 0 et -1; Napoléon, 25 (max.); New-York, 0 et -7; Palma-de-Majorque, 17 et 0; Rome, 15 et 6; Stockholm, -4 et -9; Téhéran, 10 et 0.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1963



HORIZONTALEMENT

I. Il aurait été difficile de juger son caractère d'après ses actes. — II. Cri campagnard. Avec ça, est plutôt réconfortant. — III. Dêst; Roi. — IV. On s'y livrait à des discussions philosophiques; Vous met à la merci d'un coup de feu. — V. Nécessité vitale (épée). — VI. Avec elle, on est bien obligé de voir rouge; Localité de France. — VII. Mesure; Dans une boîte. — VIII. Loin d'être un étouffement; Entendu en Espagne. — IX. Un adversaire de l'entente cordiale; Ce que sont des garçons, bouchés. — X. Continent. — XI. Besoignes qui nécessitent une certaine application.

VERTICALEMENT

1. Sont souvent bien vieilles quand on les baptise. — 2. Evoque une lutte fratricide; Ont empêché le vœu de l'irascible Camille de se réaliser. — 3. Cornichons; Sculpteurs. — 4. Nous initions à la lutte pour la vie. — 5. Va au fond des choses; Se déplace au gré des vents; Figure de premier plan. — 6. Elle salue (épée); Intéresse le marinier; Génie. — 7. Quel sale type!; Contrée ancienne. — 8. Capables de produire. — 9. Leurs plateaux éveillaient une curiosité malsaine.

Solution du problème n° 1962

Horizontalement

I. Grimaux. — II. Poulet; Na. I. — III. Jena; TL. — IV. Lin (Saint); Alois. — V. BSE; Gaine. — VI. Bo; Bé; Ste. — VII. Ile; Née. — VIII. Te; Alés. — IX. Et; Résumés. — X. Avert; Ru. — XI. As; Stèles.

Verticalement

1. Philébe. — 2. Go; Isoleras. — 3. Rulle; A. De; Béates. — 4. Ménage; Lent. — 5. Atala; Netta. — 6. Oiseau. — 7. Entente; Ere. — 8. Aisée; Esus.

GUY BROUTY.

Le docteur et Mme François Gignoux, leurs enfants et leurs petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Père Jean MAGNIN,
Père blanc,
survenu le 23 décembre 1977 à Rome. Les funérailles et l'inhumation ont eu lieu à Rome les 24 et 25 décembre 1977.
Mme San Apollinare 49, 01188 Rome, 21 rue Brocard, 00199 Saint-Basile.

On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Robert MALLER-STEVENS, née André Léon, survenue à son domicile le 2 janvier 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 10 h. 45, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira (entrée principale boulevard Edgar-Quinès).
De la part de :
Mme M. Guggenheim, sa fille,
M. et Mme Jean Gilbert, ses petits-enfants,
M. et Mme Valentin et Laurent, ses arrière-petits-enfants.
Ces avis tiennent lieu de faire-part. 34 bis, rue de Longchamp, 82 Neuilly.
A. avenue Georges-Mandel, 75116 Paris.

M. Henri Mathonnet, Mme Suzanne Mathonnet, M. et Mme André Mathonnet et leurs enfants,
M. et Mme Roland Boulay et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Henri MATHONNET, née Carmen Mallard, survenue le 24 décembre 1977 dans sa soixante-dix-septième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Eloy-les-Toulous (Corrèze), le 27 décembre 1977.

Mme Louis Pommery, son épouse, M. et Mme Philippe Pommery, Alexandre et Géraldine, ses enfants et petits-enfants,
ses beaux-frères, belles-sœurs, oncles, neveux et nièces,
son fidèle personnel, ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis-Alexandre POMMERY, ancien maître de Chigny-les-Roses, ancien vice-président, directeur général de la S.A. Champagne Pommery et Grégoire, rappelé à Dieu à Paris, muni des sacrements de l'Eglise, le 2 janvier 1978. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 7 janvier 1978, à 15 heures, en l'église Saint-Nicolas de Chigny-les-Roses, où l'on se réunira. Ces avis tiennent lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. Domicile du Châlet, 51500 Chigny-les-Roses, 16, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carrière du Monde », sont priés de s'adresser à leur service de facturation des abonnements pour justifier la dette qu'ils ont contractée.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parues au Journal officiel du 5 janvier 1978 :

- DES LOIS
- relative à la mise en valeur des terres incultes réoccupables;
- relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction;
- relative aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou de moyennes entreprises;
- modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales, et de la loi n° 70-1318 du 21 décembre 1970, portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers ou participant au service public hospitalier, aux règles de publication, ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge.

UNE LISTE

- d'admission à l'Ecole nationale d'administration à la suite des épreuves des concours de l'année 1977.

M. et Mme Philippe Troller, Isabelle, Pierre et Sophie, M. et Mme Raymond Troller et Françaises,
ont la grande peine d'annoncer le décès, le 1er janvier 1978, de
Alexandre TROLLER, qui a été inhumé à Rueil, 55, rue d'Assas, 75006 Paris, à boulevard de Montmoultant, 75008 Paris.

M. le cardinal Marty, Mgr Mazart, M. et Mme Henri Vanhees, Les docteurs Roland et Yvonne Perol, ses frères et sœurs, M. et Mme A. Gladin, Mme Catherine Perol, M. et Mme François et Jean-Pierre Perol, ses neveux et nièces,
Toute la famille.
Le Père Noël Israël, font part du retour à Dieu de
Jacques VAUCHEZ, prêtre du diocèse de Paris, aumônier des Bénédictines du Sacré-Cœur à Blaru.

Les obsèques auront lieu en l'église de Chamalières (Puy-de-Dôme) le vendredi 5 janvier 1978, à 15 heures, et seront suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.
Une messe sera célébrée à Paris, en la chapelle des Petites Sœurs des Pauvres, 65, avenue de Breteuil, le lundi 9 janvier, à 18 h. 30, 10, avenue de Saintonge, Paris-17e, 9, rue Marguerite, Paris-17e.

Remerciements

Mme Jean Brugnot, ses enfants, Et toute la famille, profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Jean BRUGNOT, et dans l'impossibilité de répondre à chacun, remercient toutes les personnes qui ont bien voulu s'associer à leur deuil.

— La Roche-sur-Yon, Meun, Saint-Clément.
— M. Jean-Baptiste Prot, M. et Mme Dominique Duhamel, Mme Marcel Prot, M. et Mme Pierre Prot, profondément touchés des nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de
M. Jean-Baptiste PROT, préfet de Vendée, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, et dans l'impossibilité de répondre à chacun, remercient très sincèrement toutes les personnes qui par leur présence, leur envoi de cartes, de fleurs se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

Pour le deuxième anniversaire du retour à Dieu de
M. Jean-Louis FENOGLIO, du groupe les Trois Ménétries, une pieuse pensée est demandée à ceux qui ont conservé son souvenir en union avec le monde qui sera célébrée le lundi 9 janvier 1978, à 10 heures, en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, 37, rue d'Armalée, Paris (17e).

— Les parents du docteur Jean LAPORTE rappellent au souvenir à ceux qui l'ont connu et aimé en ce douzième anniversaire de sa mort accidentelle.

Soutenances de thèses

Docteur d'Etat
— Samedi 7 janvier, à 14 h. 30, université de Nice, salle du conseil de l'U.R.S. lettres et sciences humaines, M. Claude LIAISON : « Naissance du salariat et du mouvement ouvrier en Tunisie à travers un demi-siècle de colonisation ».

Visites et conférences

VENDREDI 6 JANVIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Guittier : « Les manufactures de Gobelins ».

15 h. 15, 11, rue de Saint-Louis, M. Gilles, Mme Bachellier : « L'art baroque ».

15 h. 15, 1, rue de la Parie, Mme Bouquet des Chaux : « L'hôtel Mibal Brunt et le Musée de la serrure ».

15 h. 2, rue de Bellechasse, Mme Jouvion : « Le Musée de la Légion d'honneur » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. 45, 45, rue de la Harpe, Mme Carcy : « Collection de Louis XIV ».

15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris).

15 h. 23, rue de Sévigné : « Collection du musée Carnavales » (Mme Hager).

CONFÉRENCES. — 20 h. 45, 25, rue Bergère, M. Robert Masson : « Le lettré : caractères du mythe prodigieux de guérison ? » (L'homme et la connaissance).

20 h. 30, 11 bis, rue Képler : « La Théosophie, sagesse des âges » (Loge unie des théosophes) (entrée libre).

loterie nationale

Liste officielle des sommes à payer, tous cumulés compris aux billets entiers

TRANCHE	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES à PAYER	TRANCHE	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES à PAYER
1	431 81 48 611 4 151 86 561 2 581 47 311	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	300 300 1 000 5 000 10 000 1 000 2 000	6	48 618 1 686 6 548 96 598 47 318	groupes 4 autres groupes autres groupes autres groupes autres groupes	2 000 1 000 5 000 5 000 10 000
2	51 072 732 312 48 612 2 522 3 642 86 562 47 312	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	300 300 300 300 2 000 1 000 5 000 5 000	7	48 617 0 617 6 527 96 597 47 317	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	2 000 1 000 5 000 5 000 10 000
3	3 30 803 48 613 3 403 4 133 86 563 47 313	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 300 400 1 100 5 100 5 300 5 100 10 100	8	48 618 7 688 47 318 96 598	groupes 4 autres groupes autres groupes autres groupes	2 000 1 000 10 000 1 500 000
4	71 254 284 524 48 614 8 874 86 564 0 034 47 314 10 714	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	200 300 300 300 1 000 2 000 5 000 10 000 10 000 100 000	9	9 48 619 86 599 47 319 96 599	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 2 100 1 100 10 100 100 100
5	45 85 975 86 565 7 085 47 315 48 615	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	200 300 5 000 1 000 10 000 10 000 1 000 000	0	600 48 610 86 560 47 310	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	300 2 000 5 000 2 000

TRANCHE DES ROIS

TIRAGE DU 4 JANVIER 1978
PROCHAIN TIRAGE
LE 11 JANVIER 1978
à NICE (Alpes-Maritimes)



TIRAGE No 1

5 7 12

36 37 43

NUMERO COMPLEMENTAIRE 19

PROCHAIN TIRAGE LE 11 JANVIER 1978 VALIDATION JUSQU'AU 10 JANVIER APRES-MIDI

BLANCO

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir

CHEMISE polyester et viscose, fines rayures, bleu ou gris. **55 F**

CHEMISE grandes longueurs de manches, polyester et coton. Blanc, ciel ou rose. **65 F**

CHEMISE coton. Blanc, ciel ou gris. **68 F**

PEIGNOIR de bain coton. Blanc, rouille, marine, beige ou marron. **170 F**

Forme Juda. **160 F**

MOUCHOIR coton blanc, initiale brodée main, les 6 **34 F**

MOUCHOIR coton fond blanc vignette couleur, initiale brodée main, les 6 **46 F**

Spécialité de mouchoirs en fil de lin, chiffrés ou non chiffrés.

exceptionnels
de 20 à 50%
porcelaine
lampes - etc...
d'antoin

LAURENT
gauche

mes
50%

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

O.A.

Le P.D.G. d'une société en développement
RÉGION ALSACE
ARTICLES DE MÉNAGE
MÉTALLIQUES ET PLASTIQUES
300 personnes - C.A. 40 M. F.
recherche son

Directeur Général

chargé de :

- mettre en œuvre le plan de réorganisation et de redressement de l'entreprise,
- prendre en main directement l'Unité de Production,
- assurer une coordination efficace entre les différentes fonctions : Commercial, Production, Finances.

- 35 ans minimum - Formation supérieure. Expérience de 5 à 6 années dans une fonction similaire.
- Rémunération élevée.
- Intéressement sous forme de prise de capital envisageable.
- Logement assuré.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
OURUMOFF et ASSOCIÉS
21, rue de la Source - 75016 Paris

AIRWELL

Dans le cadre de l'extension de son unité de fabrication Electro-mécanique, 100 kilomètres à l'Ouest de PARIS
Projet pour assurer le démarrage et la responsabilité d'une importante installation de peinture, un emploi

D'AGENT DE MAÎTRISE

Ce poste conviendrait à un homme jeune, de bonne formation de base, ayant le goût de l'animation de personnel et une expérience technique de fabrication, qui sera adaptée par une formation spécialisée.

Adresser C.V. + photo, Service du Personnel, route de Vernueil - 21700 THILLY-SUR-AYE. Téléphone (32) 32-50-14.

LA DIRECTION RÉGIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU LANGUEDOC ROUSSILLON

374, Allée Henri II de Montmorency 34035 MONTPELLIER

recherche

1 INGÉNIEUR
SPECIALITÉ « GENIE CIVIL »
pour études, réalisations techniques, et organisation

RECRUTEMENT SUR TITRES
RESERVE AUX DIPLOMES
D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS

ou titulaires :

- d'une maîtrise d'Informatique ou de Télécommunication
- de certains diplômes d'études supérieures commerciales

PARTICIPATION
sous condition adhésive pour les candidats susceptibles d'obtenir leur titre ou diplôme à la fin de l'année scolaire 1977-1978

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE
AVANT LE 31 JANVIER 1978
Remise en mains propres dans les Directions Régionales des Télécommunications des Chefs-lieux de régions

IMPORTANT SOCIÉTÉ
GRANDE VILLE
DU SUD-OUEST

CHEF D'ÉQUIPE
EXPLOITATION
ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur Iris 80.

Disponible immédiatement.

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous n° 41.594, CONTEXTE PUBLI-20, 20, rue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

POUR RENFORCER SON ÉQUIPE MARKETING
IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN
(100 KM EST PARIS)
recherche

CHEF DE PRODUIT
Ayant l'expérience des produits de grande consommation.

LE CANDIDAT SE VERRA CONFIER :

- la gestion d'une ligne de produits leaders,
- la mise sur le marché de nouveaux produits.

Responsable du mix de sa gamme, il possèdera une bonne connaissance des études marketing et un sens du terrain.

Pratique du français souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo récente à : HAVAS 51106 BESIMIS, n° 7.330, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publi-20 » ou d'une agence.

offres d'emploi

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISÉ PAR L'ADMINISTRATION DES PTT LA DIRECTION DES AFFAIRES INDUSTRIELLES ET INTERNATIONALES recherche

DIPLOMES D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS et D'ÉCOLES SUPÉRIEURES de COMMERCE

Age : 30 ans au plus
Libérés des obligations militaires

POSTES À POURVOIR :

- 1) Ingénieur électronique ou informaticien, très bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue pour coordonner opérations coopération technique et promotion exportation Industrie télécommunications (réf A)
- 2) Diplômé d'études commerciales (ESCP - HEC JF-DEA ou DESS Marketing de Grenoble II) ou Licence de Sciences économiques plus : ESCAE - ESSC Angers - EDHEC du Nord, IC Nancy, IEECS Strasbourg ISS - IEP de Paris (Section économique et financière) pour préparer et suivre l'implémentation des nouveaux services de télécommunications; connaissance méthodes de sondage et tests produits nouveaux souhaitée. (réf B)

Adresser avant le 31 Janvier 1978, C.V. détaillé et photo en précisant la réf du poste sous numéro 6368 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

LEADER DANS LE DOMAINE DE LA PETITE MÉCANIQUE
recherche

INGÉNIEUR

POUR SON DÉPARTEMENT PRODUCTIVITÉ

SA FONCTION :

- Recherche des actions de productivité;
- Coordination et suivi des objectifs de productivité retenus.

SON PROFIL :

- Ingénieur environ 30 ans;
- Expérience des problèmes de production et de méthode;
- Sens de l'animation;
- Capacité de l'analyse de la valeur appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo et présent. à 43.041, Contesse Publi-20, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

offres premier emploi

le CELSA
organise à l'attention des Jeunes sans emploi de 18 à 25 ans des stages de formation (loi du 5/7/77), en **LANGUE ANGLAISE**
option 2ème Langue possible

Objectifs :

- acquérir la maîtrise de la langue de la communication quotidienne;
- s'habituer ou se perfectionner à la langue de l'entreprise

Formation complétée par un stage à l'étranger de 4 semaines (voyage, hébergement, frais de scolarité pris en charge)

Conditions :

- Niveau Bac ou Bac plus 2 ans
- Durée du stage : 7 mois
- Début du stage : 23 Janvier 1978
- Lieu : Neuilly sur Seine
- Stage rémunéré à 80% du SMIC

Renseignements et inscriptions au CELSA
77 rue de Villiers 92523 Neuilly/Seine
Tél : 747.60.26

offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique des **ANNONCES CLASSÉES :**

OFFRES PREMIER EMPLOI

afin de regrouper les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Le Monde vous permet, grâce à sa formation supérieure pratique, spécialisée, de faire de vous celui que les entreprises recherchent pour leurs spécialisations :

- Réponse d'Unité de Distribution;
- Vendeur, Négociateur de contrats;
- 8 mois d'enseignement dont 2 mois de stage d'application en entreprise (assuré).

Rémunération : 90 % du SMIC. Début des cours : 16 Janvier 78. Inscriptions dès ce jour, au : 285-41-77.

CALCOMP S.A.
dans le cadre de l'expansion de ses activités en France, recherche pour son Siège à PARIS

- 1) pour sa division O.E.M. produits, mémoires **INGÉNIEUR MAINTENANCE** Réf. M. 159
Support avant et après vente
Expérience : disques - exigée - connaissance MINI MICROS
- 2) pour son département produits graphiques, **TECHNICIENS DE MAINTENANCE** Réf. G. 169
pour son service après-vente
Expérience informatique - Niveau B.T.S.
Anglais exigé - Formation assurée

Env. C.V. et prêt. en indiquant référence du poste à : CALCOMP, 43, rue de la Brèche-aux-Loups PARIS-12

Importante Société française d'électronique recherche

- 1) **2 INGÉNIEURS**
TECHNICO-COMMERCIAUX
pour vente de systèmes informatiques, de matériels périphériques et de microprocesseurs. (Réf. 1258 et 1259)
- 2) **2 INGÉNIEURS**
TECHNICO-COMMERCIAUX
pour vente de composants électroniques actifs (Réf. 1262 et 1264)

Ces postes, qui pourront conduire leurs titulaires à exercer rapidement des responsabilités importantes, seront confiés soit à des vendeurs ayant déjà une solide expérience commerciale de ce type de matériels, soit à des techniciens ayant acquis dans l'industrie une parfaite connaissance des produits concernés.

Postes situés en proche banlieue Sud-Ouest de Paris. Voiture fournie. Avantages sociaux. 15^e mois.

Env. C.V. détaillé en précisant la référence du poste à N° 3334 PUBLICITES REUNIES 112, boul. Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

Discretion absolue garantie
Il sera répondu à toutes les candidatures

Société multinationale
basée en France
recherche

analyste-programmeur

pour restructurer service informatique existant et y incorporer de nouvelles méthodes.

Il devra posséder une grande expérience des ordinateurs DEC - PDP-11 et des systèmes RSX-11 ou IAS.

Connaissances COBOL et RPG II également demandées.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 3951 à :

ORF Organisation et Publicité
2, rue de Valenciennes 75001 PARIS

INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE
Avenue McCormick - 91130 RIS-ORANGIS
recherche

CHEF DE PROJET

FORMATION GRANDE ÉCOLE

- Anglais courant obligatoire.
- Solide expérience informatique.
- Bonnes connaissances des problèmes financiers.

Pour coordonner étude financière sur le plan européen

Ad. C.V., photo et prêt. au Directeur Informatique.

SN2 Société Générale de Service et de Gestion

recrute

PROGRAMMEURS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS

Ecrire avec C.V. sous réf. P.H.T. 01/78

SG2 12, avenue Vion Whitcomb 75016 PARIS

PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL
LEADER MONDIAL DANS UN DOMAINE DE TECHNICITÉ DE POINTE - RECHERCHE

JEUNE DIPLOMÉ
GRANDE ÉCOLE
SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

sa mission :

- développement des carrières d'ingénieurs et techniciens hautement qualifiés d'une société de 1.000 personnes;
- élaboration et mise en œuvre de plan de formation;
- recrutement.

son expérience :

2 à 3 ans d'expérience acquise dans cabinet conseil forte renommée ou entreprise performante.

son avenir :

la réussite de cette première mission lui ouvrira de larges perspectives d'évolution et de diversification au sein du groupe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

LIEU DE TRAVAIL : BANLIEUE SUD PARIS

Ecrire sous référence, PB 289 CM.

etap

4, rue Massenet, 75016 Paris
discretion absolue

IMPORTANT SOCIÉTÉ
MACHINES-OUTILS
région parisienne Nord
recherche

CADRE
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assister Direction
Promotion à l'Exportation

- Ayant 3 ans min. d'expérience industrielle.
- Appréhension des voyages et les contacts à tous niveaux.
- Anglais parlé et écrit indispensable.
- Disponible rapidement.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions n° 42.320, CONTEXTE Publi-20, 20, avenue Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Important Groupe industriel
Région Sud de Paris
RECHERCHE POUR DÉPARTEMENT
AVIATION
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Quelques années d'expérience
- Connaissances équipements avion
- Appelé à prendre beaucoup d'initiatives
- Connaissances de l'anglais.

Adresser curr. vit. photo et prétentions n° 42.870, CONTEXTE Publi-20, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
MULTINATIONAL
recherche un

DOCTEUR VÉTÉRAIRE
ou
INGÉNIEUR AGRONOME

afin de lui confier, à l'échelon national, le poste de

DIRECTEUR ADJOINT

DIVISION VÉTÉRAIRE

Ce rôle, essentiellement technico-commercial, exige une expérience marketing dans le domaine vétérinaire et la parfaite connaissance des productions animales françaises.

Les candidats qui ont exercé pendant au moins 5 ans une fonction similaire et possèdent bien la langue anglaise, sont invités à adresser leur candidature (lettre man. + CV dét., photo et prétentions) sous référence 14281 à SNPM - PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

SELON LA SOFRES

Une majorité de chefs d'entreprise estiment que le plan Barre a échoué

M. Raymond Barre, qui devait répondre jeudi 5 janvier aux questions de plusieurs centaines de chefs d'entreprise réunis à l'occasion du forum de l'Expansion, aura peut-être quelques difficultés à les convaincre du bien-fondé de son action. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage effectué entre le 21 novembre et le 9 décembre par la SOFRES auprès de deux mille patrons (1) : 50 % d'entre eux estiment que le plan Barre a été « plutôt un échec », 39 % seulement jugeant qu'il s'est « plutôt soldé par un succès ». L'opinion du premier ministre n'est estimée positive qu'en ce qui concerne le commerce extérieur (58 % d'avis favorables). Elle est en revanche jugée négative en ce qui concerne l'emploi (45 %), les prix (44 %), la croissance (56 %) et surtout les marges des entreprises (79 %).

Dès lors, on ne saurait s'étonner que les chefs d'entreprise soient moroses en ce début d'année. C'est ainsi que 40 % d'entre eux estiment que le résultat d'exploitation de leur firme s'est dégradé en 1977 (29 % jugeant qu'il s'est amélioré) et que 53 % considèrent leurs marges de commandes inférieures à la normale. Conséquence : 59 % n'ont

embauché définitivement aucun salarié depuis le 1^{er} septembre 1977. Pourtant, 60 % des chefs d'entreprise interrogés estiment probable une victoire de la gauche aux prochaines élections (contre 28 % en septembre 1976) et s'en félicitent. La mise en place d'un gouvernement de gauche déboucherait, selon eux, sur la nationalisation des banques et des grands groupes industriels, une forte augmentation de leurs charges, une profonde dépréciation du franc et une forte hausse des prix. Les perspectives offertes par un gouvernement socialiste homogène ne sont guère plus souriantes : seule différence, les chefs d'entreprise seraient un peu moins tentés de réduire leurs investissements ou leurs effectifs. En revanche, 52 % d'entre eux estiment probable, dans cette hypothèse, une grève générale (contre 13 % seulement dans l'hypothèse d'un gouvernement social-démocrate) et 49 % des occupations d'usines (contre 29 %).

Souhaitée par les patrons, une victoire de la majorité n'aurait cependant pas sans problèmes. Les perspectives économiques seraient certes meilleures (hausse des prix comprise entre 8 et 10 %

selon les chefs d'entreprise interrogés, légère propension à augmenter les investissements et les effectifs), mais bon nombre de patrons sont convaincus que des concessions sociales devraient être faites. Ainsi 44 % d'entre eux (contre 42 %) pensent qu'une cinquième semaine de congés payés serait accordée ; 46 % que le SMIC serait porté à 1 900 F ou 2 000 F ; 39 % estiment même qu'il pourrait être supérieur à cette somme.

(1) Il faut noter que ce sondage a été effectué avant que soit connu le bon résultat enregistré sur les prix de détail en novembre et à un moment de tension à l'É.D.P.

ÉNERGIE

Le gouvernement saoudien a récemment reçu un « plan technique et économique détaillé » de l'ARAMCO (consortium de quatre compagnies américaines exploitant l'essentiel des ressources pétrolières d'Arabie Saoudite) pour porter de 11,2 à 16 millions de barils par jour la capacité de production du royaume, annonce le 4 janvier, le bulletin The Middle East Reporter. Ce plan prévoit des investissements de l'ordre de 22 milliards de dollars d'ici la fin de 1980.

La société IRA-SPIE-CAPA, filiale iranienne du consortium de CAPAG - CETRA (groupe Schneider) va construire, en association avec la société polonaise Energoimpex, un tronçon de 310 kilomètres du gazoduc qui doit relier en Iran les champs de gaz de Kangan à la frontière soviétique. Une conduite géante de 56 pouces de diamètre doit mener à partir de 1981 le gaz iranien vers l'Europe de l'Ouest, via l'URSS. Les deux premiers tronçons ont été attribués récemment à la société italienne Saipem, et le dernier pourrait l'être à une société soviétique. La lettre d'intention, ayant valeur de commande, signée par les sociétés françaises, porte sur 80 millions de dollars. L'ensemble du projet est estimé à 2,4 milliards de dollars. Cinq des huit sociétés soumissionnaires étaient américaines, et le contrat ne semblait pas devoir leur échapper.

LES PROFESSIONNELS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS S'ATTENDENT A UN LÉGER MIEUX EN 1978

Pour la première fois depuis 1974, l'activité dans le secteur des travaux publics devrait enregistre une légère progression en 1978 (+ 1,5 % en volume par rapport à 1977) tout en restant encore nettement inférieure par rapport à 1974 (+ 4,8 %). Indique la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.) dans son bulletin de fin d'année. Voici par secteur d'activité les prévisions pour 1978 de la F.N.T.P. avec entre parenthèses les dernières estimations de la profession pour 1977.

Travaux effectués pour le compte de l'État (+ 11,1 % en volume en 1977 et + 2,2 % en volume en 1978). En 1978, l'augmentation des crédits de paiement inscrits au budget (+ 4,4 %) et le retard dans l'utilisation de crédits (malgré la faiblesse des autorisations de programme) par une augmentation d'activité de 4,4 % en valeur et de 3,3 % en volume par rapport à 1977.

Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 2,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il restera l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 6 % en volume.

Secteur privé (+ 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité au niveau de 1977.

Nominations à la Cour des comptes. — M. René Notter, conseiller-maire à la Cour des comptes, est nommé président de chambre en remplacement de M. Le Conte, admis à faire valoir ses droits à la retraite. D'autre part, MM. Jacques Brunaud, Philippe Baud, Pierre Viot, Jean Frada, Michel Benoist, conseillers référendaires, sont nommés, par décret du 4 janvier, conseillers-maires. Sont aussi nommés conseillers-maires MM. Jean Langlois, administrateur civil ; Jean Michardière, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts, et Pierre Leconte, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances.

Les grands contrats français à l'étranger ont représenté 47 milliards de francs en 1977

Le *Moniteur du commerce international*, organe du C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur) vient de publier une enquête sur les grands contrats signés par des entreprises françaises avec l'étranger. Ce document recense quatre cent cinquante contrats d'au moins 10 millions de francs conclus entre le 1^{er} novembre 1976 et le 31 octobre 1977, qui portent sur des équipements industriels, des usines « clés en main », des travaux publics et de bâtiment, des études d'ingénierie, leur montant total représente 47 milliards de francs de commandes, à l'actif de deux cent soixante entreprises.

Les seuls contrats couverts par la COPACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) ont représenté 49 milliards de francs en 1975 et 43 milliards en 1976. Ces contrats devraient, en 1977, atteindre le même montant, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, correspond à un tassement en volume.

Le Proche et Moyen-Orient ont signé 46 % — en valeur — de ces contrats, l'Iran et l'Arabie Saoudite se plaçant en tête des pays acheteurs. L'Afrique noire et l'Afrique du Sud viennent en second rang avec 18 % du total. Les meilleurs clients étant le Nigeria, la Côte-d'Ivoire et le Gabon. Puis figure l'Europe de l'Est, avec une place prépondérante pour l'Union soviétique, qui a représenté 11 % des contrats.

Sur les 47 milliards, 15 milliards sont revenus à la construction électrique, 12 milliards aux infrastructures et au bâtiment,

6 milliards à la pétrochimie et 5 milliards au pétrole et au gaz. Le plus important contrat a concerné la livraison à l'Iran d'une centrale nucléaire de deux unités de 900 MW (10 milliards de francs), précédant la fourniture de deux complexes aromatiques (1) à l'Union soviétique (2 milliards) et d'une usine de camions au Pakistan (1,3 milliard). Huit contrats ont dépassé le milliard de francs.

(1) Distillation du pétrole pour obtenir des produits de base pour colorants, détergents, insecticides et plastiques.

LES PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS (Résultats d'au moins 500 millions de francs.)

	En milliards de FF
Iran	13,5
Arabie Saoudite	12,5
Union soviétique	4,6
Nigeria	2,6
Côte-d'Ivoire	2,0
Gabon	1,8
Pakistan	1,6
Maroc	1,6
Yugoslavie	1,4
Bretel	1,3
Algérie	0,7
Qatar	0,7
Tunisie	0,6
Vietnam	0,6
Abu-Dhabi	0,6
Indonésie	0,6
Egypte	0,6
Etats-Unis	0,5

AFFAIRES

C.M. Industries prend le contrôle des chocolats Poulain

C.M. Industries, holding dont l'activité principale est la pharmacie avec le laboratoire Clin Midy, vient de renforcer sa position dans le secteur alimentaire. Après des prises de participation importantes dans l'entreprise des dragées Foulon, les fruits confits Aptunon, les biscuits Gestol-Voix et Céraliment-Lu-Brun (premier groupe chocolatier français), C.M. Industries vient de prendre le contrôle — avec vraisemblablement plus de 50 % du capital — de Poulain S.A., holding du premier groupe chocolatier français. Les chocolats Poulain, Les Chocolateries d'Anancy (450 millions de chiffre d'affaires) et la Segma, moutardes et condiments (110 millions de chiffre d'affaires).

Affaire familiale fondée en 1948, le groupe Poulain, qui a été restructuré en 1972, gérait, outre, une participation de 40 % dans le capital de la société suisse Interfood, qui réalise un milliard de francs suisses de chiffre d'affaires avec les mar-

ques Suchard et Tobler. A la faveur des difficultés financières que Poulain a connues avec l'augmentation vertigineuse des prix du cacao sur les marchés mondiaux, C.M. Industries prend donc une position très importante dans le secteur chocolatier. Dans le même temps, ce groupe, dont les activités pharmaceutiques sont menacées de nationalisation en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections, s'adonne à la diversification dans le secteur alimentaire — après Aptunon en 1976 et Céraliment-Lu-Brun en 1977 — équilibrant ainsi la part des deux activités dans son chiffre d'affaires. — A. G.

Les grands magasins parisiens ont en décembre réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 6 % par rapport à décembre 1976. En volume, en tenant compte à la fois de la hausse des prix et du nombre de jours ouvrables, les ventes ont en fait fléchi de 5 %. Quatre magasins (Bon Marché, Printemps, Trois Quartiers et B.H.V.) ont connu une progression du chiffre d'affaires supérieure à la moyenne, et deux (la Samaritaine et la Galeries Lafayette) moins importante. Les magasins Armand Thierry et Sigmund ont pour leur part enregistré une progression de 22 %. Globalement, l'année 1977 a été meilleure que 1976, avec une augmentation de 8 % du chiffre d'affaires.

PRESSE

Les Echos ont reparu jeudi 5 janvier. Les journalistes, réunis en assemblée générale mardi 3 janvier, avaient en effet décidé de reprendre le travail (*le Monde* du 5 janvier). Mais la direction du quotidien économique a précisé, mercredi 4 janvier, que :

« Le dernier communiqué de la rédaction (*du journal*), faisant mention d'un accord intervenu entre elle, ne correspond pas à la réalité. Dans un communiqué, la direction souligne que « ce conflit, ayant un caractère purement individuel, il ne peut être réglé par la voie d'un accord collectif ». Le communiqué ajoute : « La direction des Echos, confrontée à un litige strictement individuel avec l'un de ses collaborateurs, a réglé ce litige, conformément au droit et à la procédure applicable. L'intéressé ayant bénéficié des garanties et disposant des recours d'usage. Elle a, quant à elle, rigoureusement respecté le caractère confidentiel de ce différend. Elle s'abstient de la publicité donnée à cette affaire, publicité déplacée dont personne n'ose assumer la responsabilité ».

Le *Financial Times*, quotidien des milieux d'affaires britanniques, a modifié sa maquette : les pages 2 et 3, qui étaient traditionnellement consacrées aux arts et spectacles, traitent désormais des affaires européennes. Les pages culturelles sont renvoyées à l'insert, juste avant les éditions.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

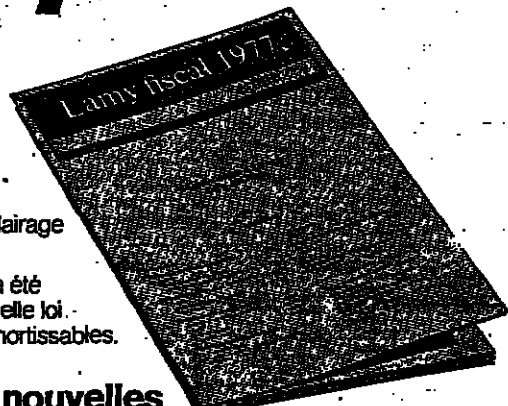
COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Rep. + ou -	Diff. + ou -	Rep. + ou -	Diff. + ou -	Rep. + ou -	Diff. + ou -
1.7300	4.7400	+ 75	+ 105	+ 155	+ 125	+ 540
4.3050	4.3150	+ 50	+ 90	+ 120	+ 175	+ 480
1.9870	1.9870	+ 100	+ 100	+ 120	+ 260	+ 680

TAUX DES EURO-MONNAIES										
	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS		SEPT. MOIS		UN AN	
	Rep. + ou -	Diff. + ou -	Rep. + ou -	Diff. + ou -	Rep. + ou -	Diff. + ou -	Rep. + ou -	Diff. + ou -	Rep. + ou -	Diff. + ou -
D.M.	217/8	323/8	231/4	311/4	223/4	311/4	3	311/2	731/4	311/2
S.	217/8	277/8	631/4	713/4	677/8	737/8	737/8	713/4	731/4	731/4
Portugal ..	211/4	2	51/8	55/8	51/8	55/8	55/8	51/8	55/8	51/8
P.F.	623/4	711/4	91/2	101/2	10	11	93/4	103/4	103/4	103/4
F.B.	1/4	+ 1/4	11/8	15/8	11/8	15/8	11/2	11/2	2	2
L. (1 000) ..	10	12	18	21	21 1/2	26 1/2	17 1/4	17 1/4	19 1/4	19 1/4
Fr. franc ..	8 1/2	9	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
Fr. franc ..	9 1/2	9 1/2	11 1/4	11 3/4	11 3/4	13 1/2	13 1/2	13 1/2	14	14

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

A L'OCCASION DE LA LOI DE FINANCES 1978

deux études du Lamy Fiscal



La révision des bilans : un éclairage particulier des nouvelles dispositions fiscales. La révision des éléments non amortissables a été fixée par la loi de finances pour 1977. La nouvelle loi prévoit la réévaluation des immobilisations amortissables.

Un panorama complet des nouvelles mesures : une présentation de toutes les nouvelles dispositions fiscales découlant notamment de la loi de finances pour 1978 et de la loi de finances rectificative pour 1977.

Ces deux études donnent un aperçu de l'information claire, complète et sans cesse mise à jour que reçoit régulièrement les abonnés du LAMY FISCAL.

Si ces deux études vous intéressent, nous pouvons vous les envoyer à titre gracieux. Elles vous permettront de faire connaissance avec le LAMY FISCAL, ouvrage indispensable pour une bonne gestion de l'entreprise.

Lamy S.A.

155, rue Legendre - 75850 Paris Cédex 17 - Tél. 627.28.90
S.A. au capital de 360.000 F - R.C. Paris B 305 254 161 - CCP Paris n° 20581 11 H

Faites parvenir ce coupon-réponse à : LAMY S.A., 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

Veuillez m'adresser, gratuitement et sans engagement de ma part :

☐ "Le point complet sur la révision des bilans".

☐ "La loi de finances pour 1978 et la dernière loi rectificative pour 1977".

Nom : _____

Fonction : _____

Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

EXPERTISE COMPTABLE

Préparation sur place et à distance
CERTIFICATS SUPERIEURS
de Janvier à Juin 1978.

Révision comptable.
Juridique et fiscal.
Organisation et gestion des entreprises.

Dans un centre d'Etudes reconnu par l'Etat.

NIVEAU D.E.C.S. exigé.

EN OES

62 r. Miramès 75008 Paris
522.53.86 (lignes groupées)

(PUBLICITE)

Grand Hôtel, PARIS

26 et 27 janvier 1978

1^{er} colloque international

INFORMATION

DES

ACTIONNAIRES

Renseignements : O.F.I.C.

6, rue Sayer, 92200 Neuilly

747.24.57 - 266.53.34

Bonsard

TAILLEUR-CHIMISIER

SOLDE

Collection HIVER 77

les 5, 6 et 7 janvier

Rabais de

20 à 40 %

146, CH.-ELYSÉES

هكذا من الأصل

RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

à l'étranger

... à l'étranger ...

LES PRINCIPAUX PAYS

	En milliards de FF
Allemagne	17,5
France	16,5
Italie	15,5
Espagne	14,5
Grèce	13,5
Portugal	12,5
Irlande	11,5
Autriche	10,5
Belgique	9,5
Pays-Bas	8,5
Suède	7,5
Danemark	6,5
Allemagne	5,5
France	4,5
Italie	3,5
Espagne	2,5
Grèce	1,5
Portugal	0,5
Irlande	0,5
Autriche	0,5
Belgique	0,5
Pays-Bas	0,5
Suède	0,5
Danemark	0,5

au contrôle

... au contrôle ...

... au contrôle ...

RESE

... RESE ...

Corse

LE MOUVEMENT ANTI-AUTONOMISTE FRANCIA : pas de contre-terrorisme.

Poitou-Charentes

M. FRANCIS HARDY (R.P.R.) ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

Paris

L'AMÉNAGEMENT DES HALLES : SUPPLÉMENT D'INFORMATION POUR LE PROJET BOFFIL

M. d'Ornano annonce cent mesures pour la qualité de la vie et la réorganisation du ministère

Le programme « qualité de la vie » que les partis de la majorité présidentielle présenteront lors des prochaines élections groupera cent mesures. Ce programme - cette « charte » annoncée voici six mois par M. Giscard d'Estaing - sera définitivement mis au point et publié d'ici à deux semaines.

Ses grandes lignes ont fait l'objet d'une communication de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, au conseil des ministres du mercredi 4 janvier. Il a été préparé au cours d'une série de rencontres entre les fonctionnaires de l'environnement, des élus et des représentants d'associations. C'est d'ailleurs à ces derniers que le ministre l'a présenté en premier, immédiatement après le conseil.

La charte, dont l'application s'étendra sur cinq ans - la durée de la prochaine législature - propose trois objectifs : améliorer le cadre de vie, permettre aux citoyens de mieux vivre ensemble, faciliter l'épanouissement des personnes.

Les grandes lignes ont fait l'objet d'une communication de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, au conseil des ministres du mercredi 4 janvier. Il a été préparé au cours d'une série de rencontres entre les fonctionnaires de l'environnement, des élus et des représentants d'associations. C'est d'ailleurs à ces derniers que le ministre l'a présenté en premier, immédiatement après le conseil.

La charte, dont l'application s'étendra sur cinq ans - la durée de la prochaine législature - propose trois objectifs : améliorer le cadre de vie, permettre aux citoyens de mieux vivre ensemble, faciliter l'épanouissement des personnes.

A PROPOS DE...

LE BILAN DES PRIMES D'AIDE

L'artisanat au secours de la France fragile

Au moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de redynamiser les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

C'est ce que nous tentons en tout cas les responsables de l'aménagement du territoire et ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Les services d'information de M. René Monory viennent de faire connaître de quelle manière, région par région, les primes artisanales avaient été accordées par les préfets entre août 1976 et août 1977.

Ces primes d'installation ou de transfert, qui varient de 8 000 à 25 000 francs selon l'importance du programme d'investissement et la région concernée, semblent, à l'analyse des statistiques, aller dans le sens des priorités de la politique d'aménagement du territoire.

En effet, les Pays de la Loire (avec 303 primes), l'Auvergne (273), la Bretagne (179), l'Alsace (141), la Limousin (122), qui sont des régions chères à la DATAR, bénéficient des attributions les plus nombreuses. C'est même le Puy-de-Dôme (128) suivi du Maine-et-Loire (107) qui détient les records nationaux.

En revanche, les départements de l'Île-de-France, du Centre, de Picardie, de Lorraine sont beaucoup moins bien lotis, les lanternes rouges se recrutant dans le Val-d'Oise (une prime), l'Eure-et-Loir (1), le Gers (2), la Meuse (5) et Paris (1).

Certains déduisent de ces chiffres que le dynamisme créateur et l'esprit d'entreprise trouvent des terrains plus propices à l'ouest d'une ligne Caen-Nice qu'à l'est, ce qui renverserait le jugement habituel sur la France résistante et la France fragile.

Au total, 95 % des primes ont été attribuées à des artisans pour la plupart âgés de vingt à trente-cinq ans, qui s'installent en milieu rural. Deux mille quatre cent cinquante-cinq primes ont été versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

320 millions : ce sera pour les uns une bagatelle. De quoi construire quelques dizaines de kilomètres d'autoroute ou de combler un cinquième du déficit de la R.A.T.P., ou d'assurer pendant huit heures seulement l'extension du budget de l'Etat. Mais, pour d'autres, cette enveloppe d'investissement produit - en valeur ajoutée, en créativité et en capacité de redynamiser les bourgs et les villages, - aura un considérable pouvoir d'entraînement économique et social. Car 320 millions de francs, c'est l'équivalent de trois cinquièmes des investissements industriels aidés par la DATAR en 1976. Ces investissements industriels devaient produire - trente-cinq mille cinq cent quarante-cinq emplois. En raisonnant par analogie, les 320 millions d'investissements artisanaux devraient donc pouvoir produire au moins vingt mille à vingt-cinq mille emplois.

Toujours au chapitre des comparaisons quantitatives, vingt à vingt-cinq mille emplois, c'est un contingent susceptible de régler avec une large marge de sécurité un problème aussi difficile que la conversion de la sidérurgie lorraine.

Dans la politique d'aménagement du territoire comme dans la politique économique générale, l'artisanat mérite, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place entière. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisanat est davantage créateur d'emplois que l'industrie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

LE BILAN DES PRIMES D'AIDE

L'artisanat au secours de la France fragile

Au moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de redynamiser les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

C'est ce que nous tentons en tout cas les responsables de l'aménagement du territoire et ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Les services d'information de M. René Monory viennent de faire connaître de quelle manière, région par région, les primes artisanales avaient été accordées par les préfets entre août 1976 et août 1977.

Ces primes d'installation ou de transfert, qui varient de 8 000 à 25 000 francs selon l'importance du programme d'investissement et la région concernée, semblent, à l'analyse des statistiques, aller dans le sens des priorités de la politique d'aménagement du territoire.

En effet, les Pays de la Loire (avec 303 primes), l'Auvergne (273), la Bretagne (179), l'Alsace (141), la Limousin (122), qui sont des régions chères à la DATAR, bénéficient des attributions les plus nombreuses. C'est même le Puy-de-Dôme (128) suivi du Maine-et-Loire (107) qui détient les records nationaux.

En revanche, les départements de l'Île-de-France, du Centre, de Picardie, de Lorraine sont beaucoup moins bien lotis, les lanternes rouges se recrutant dans le Val-d'Oise (une prime), l'Eure-et-Loir (1), le Gers (2), la Meuse (5) et Paris (1).

Certains déduisent de ces chiffres que le dynamisme créateur et l'esprit d'entreprise trouvent des terrains plus propices à l'ouest d'une ligne Caen-Nice qu'à l'est, ce qui renverserait le jugement habituel sur la France résistante et la France fragile.

Au total, 95 % des primes ont été attribuées à des artisans pour la plupart âgés de vingt à trente-cinq ans, qui s'installent en milieu rural. Deux mille quatre cent cinquante-cinq primes ont été versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

320 millions : ce sera pour les uns une bagatelle. De quoi construire quelques dizaines de kilomètres d'autoroute ou de combler un cinquième du déficit de la R.A.T.P., ou d'assurer pendant huit heures seulement l'extension du budget de l'Etat. Mais, pour d'autres, cette enveloppe d'investissement produit - en valeur ajoutée, en créativité et en capacité de redynamiser les bourgs et les villages, - aura un considérable pouvoir d'entraînement économique et social. Car 320 millions de francs, c'est l'équivalent de trois cinquièmes des investissements industriels aidés par la DATAR en 1976. Ces investissements industriels devaient produire - trente-cinq mille cinq cent quarante-cinq emplois. En raisonnant par analogie, les 320 millions d'investissements artisanaux devraient donc pouvoir produire au moins vingt mille à vingt-cinq mille emplois.

Toujours au chapitre des comparaisons quantitatives, vingt à vingt-cinq mille emplois, c'est un contingent susceptible de régler avec une large marge de sécurité un problème aussi difficile que la conversion de la sidérurgie lorraine.

Dans la politique d'aménagement du territoire comme dans la politique économique générale, l'artisanat mérite, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place entière. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisanat est davantage créateur d'emplois que l'industrie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

LE BILAN DES PRIMES D'AIDE

L'artisanat au secours de la France fragile

Au moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de redynamiser les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

C'est ce que nous tentons en tout cas les responsables de l'aménagement du territoire et ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Les services d'information de M. René Monory viennent de faire connaître de quelle manière, région par région, les primes artisanales avaient été accordées par les préfets entre août 1976 et août 1977.

Ces primes d'installation ou de transfert, qui varient de 8 000 à 25 000 francs selon l'importance du programme d'investissement et la région concernée, semblent, à l'analyse des statistiques, aller dans le sens des priorités de la politique d'aménagement du territoire.

En effet, les Pays de la Loire (avec 303 primes), l'Auvergne (273), la Bretagne (179), l'Alsace (141), la Limousin (122), qui sont des régions chères à la DATAR, bénéficient des attributions les plus nombreuses. C'est même le Puy-de-Dôme (128) suivi du Maine-et-Loire (107) qui détient les records nationaux.

En revanche, les départements de l'Île-de-France, du Centre, de Picardie, de Lorraine sont beaucoup moins bien lotis, les lanternes rouges se recrutant dans le Val-d'Oise (une prime), l'Eure-et-Loir (1), le Gers (2), la Meuse (5) et Paris (1).

Certains déduisent de ces chiffres que le dynamisme créateur et l'esprit d'entreprise trouvent des terrains plus propices à l'ouest d'une ligne Caen-Nice qu'à l'est, ce qui renverserait le jugement habituel sur la France résistante et la France fragile.

Au total, 95 % des primes ont été attribuées à des artisans pour la plupart âgés de vingt à trente-cinq ans, qui s'installent en milieu rural. Deux mille quatre cent cinquante-cinq primes ont été versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

320 millions : ce sera pour les uns une bagatelle. De quoi construire quelques dizaines de kilomètres d'autoroute ou de combler un cinquième du déficit de la R.A.T.P., ou d'assurer pendant huit heures seulement l'extension du budget de l'Etat. Mais, pour d'autres, cette enveloppe d'investissement produit - en valeur ajoutée, en créativité et en capacité de redynamiser les bourgs et les villages, - aura un considérable pouvoir d'entraînement économique et social. Car 320 millions de francs, c'est l'équivalent de trois cinquièmes des investissements industriels aidés par la DATAR en 1976. Ces investissements industriels devaient produire - trente-cinq mille cinq cent quarante-cinq emplois. En raisonnant par analogie, les 320 millions d'investissements artisanaux devraient donc pouvoir produire au moins vingt mille à vingt-cinq mille emplois.

Toujours au chapitre des comparaisons quantitatives, vingt à vingt-cinq mille emplois, c'est un contingent susceptible de régler avec une large marge de sécurité un problème aussi difficile que la conversion de la sidérurgie lorraine.

Dans la politique d'aménagement du territoire comme dans la politique économique générale, l'artisanat mérite, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place entière. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisanat est davantage créateur d'emplois que l'industrie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Une délégation spéciale

Pour faciliter la mise en œuvre des cent mesures - le terme avait été employé déjà pour qualifier un programme « environnement » lancé par le président Pompidou en 1970 - M. d'Ornano a annoncé une réorganisation des services de l'environnement. Deux directions qui ont fait leur preuve, celle des nuisances et des nuisances et celle de la protection de la nature sont maintenues. Mais cette dernière se voit confier la tutelle des parcs régionaux.

D'autre part, la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), le secrétariat du haut comité de l'environnement, les services d'études du tourisme et la cellule « aménagement du temps » sont regroupés dans une « délégation à la qualité de la vie » dont le responsable sera nommé avant la fin du mois de janvier. Le ministère de l'environnement ne comptera donc plus que trois services.

Enfin, pour qu'on y voit « plus clair », les dépenses de l'Etat en faveur de l'environnement, il a été décidé qu'en 1979 les budgets « environnement » des différents ministères seraient regroupés dans une enveloppe commune. Cette nouvelle présentation sera l'occasion de vérifier que les crédits imputés à l'amélioration du cadre de vie concourent effectivement à cette politique.

● Pétrolier « Venol » : transfert de la cargaison... Des experts ont entrepris de transférer les 300 000 tonnes de pétrole encore contenues dans les réservoirs du Venol, endommagé le 16 décembre dernier au large de l'Afrique du Sud, dans un autre tanker. L'opération, très délicate, est la plus importante jamais tentée. On estime à 50 000 tonnes les quantités de pétrole qui sont allées à la mer lors de la collision. — (A.F.P.)

TRANSPORTS

Le trafic marchandises de la S.N.C.F. a diminué de 3 % en 1977

Le trafic voyageurs de la S.N.C.F. en 1977 sera supérieur d'environ 1,5 % à celui de 1976, a annoncé M. Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., dans une interview à l'hebdomadaire la Vie du rail. Le trafic marchandises, en revanche, sera inférieur de 3 % à celui de 1976, avec un peu moins de 66 milliards de tonnes-kilomètres, non compris le trafic des colis et de détail.

« Dans les conditions économiques actuelles », a déclaré M. Gentil, un accroissement continu de notre trafic voyageurs, même s'il est modeste comme celui de cette année, constitue un résultat encourageant puisque nous conservons notre part du marché, ce qui n'était pas le cas entre 1960 et 1969. Cet accroissement devrait se poursuivre en 1978. M. Gentil a souligné, à ce propos, que « la consommation d'essence, qui est un bon indice du volume des déplacements effectués en voitures particulières, s'est accrue de moins de 1 % en 1977 ».

Quant au trafic de marchandises, il a souffert de la baisse de 13 % environ des transports de minerais, produits sidérurgiques et matériaux de construction, qui représentent 30 % de l'ensemble des transports de marchandises de la S.N.C.F. Pour l'ensemble des autres trafics, on a observé une progression de 2 %.

M. Gentil a annoncé, d'autre part, la suppression, au cours du premier semestre 1978, des contrôles d'entrée et de sortie des voyageurs « dans les gares autres que celles de la banlieue parisienne ».

Faisant allusion à l'étude de l'évolution de la Société nationale et de son environnement, M. Gentil a révélé la préparation d'un premier « plan d'entreprise » envisageant ce que pourrait être la situation de la S.N.C.F. à l'horizon 1990. Entre un premier plan « sans ambitions » qui n'envisageait que des investissements de survie et un « scénario de concentration qui suppose une réduction des activités du rail », la S.N.C.F. a retenu un « scénario » qui vise à une meilleure adaptation de l'outil ferroviaire aux besoins de transport de la nation avec un effort d'investissement important. Ce premier « plan d'entreprise », a précisé M. Gentil, est en cours d'élaboration en accord avec les pouvoirs publics.

Le directeur général de la S.N.C.F. a, enfin, évoqué la prévision, « actuellement en cours d'approfondissement », de la construction d'un « train à grande vitesse - Atlantique » (T.G.V.), desservant au-delà du Mans et de Tours, la Bretagne et le Sud-Ouest, et qui mettrait Rennes et Nantes à trois heures de Paris.

LE GROUPE CICA PROPOSE

11/15, rue Geoffroy-l'Angevin Paris 4^{ème} le Marais

au cœur du Marais historique

LES ARCADES DE LANGEVIN

Studios et 2 pièces de grande qualité. Appartement décoré ouvert tous les jours de 13 h 30 à 19 h

Un trois pièces exceptionnel : 77 m² avec 135 m² de terrasse et 36 m² de combles.

Tél. 278.72.94 / 227.04.30

Rueil Malmaison

Aux Terrasses de Rueil

Très beaux appartements dans un parc de 2 hectares avec piscine et tennis.

(Tous les grands appartements ont une terrasse de 20 à 58 m²)

Vivez toute la semaine à quelques minutes de Paris, dans une ambiance de week-end.

Visite de l'appartement témoin tous les jours de 13 h 30 à 19 h. Roger Jourdain à Rueil-Malmaison

tél. 977.26.98 / 227.04.30.

LES HAUTS DE VANVES

Découvrez les Hauts-de-Vanves. Paris à 2 stations de métro. Lignes 12 et 14 directes pour Concorde et Champ-Élysées.

Sur place, tous les jours de 13 h 30 à 19 h, rue Saint-Carnot, un appartement témoin pour mieux apprécier les surfaces dont vous disposez.

tél. 227.04.30 / 245.80.33

3 pièces : 73 m² + balcon

4 pièces : 87 m² + balcon

5 pièces : 110 m² + balcon et loggia.

CHATELON

Meudon Bellevue

LE BEAUFICARD

2 et 4, rue du 11 Novembre

Résidence de très grande qualité : 26 appartements avec balcons sur jardin

3, 4 et 5 pièces.

Les commerces sont à quelques minutes de la résidence.

Renseignements : Cica 227.04.30 heures de bureau

Bureau de vente sur place

17, rue Marcel Allegot à Meudon Bellevue

626.11.47.

CICA 227.04.30

Je désire obtenir des renseignements sur le programme

☐ Paris 4^{ème} ☐ Rueil-Malmaison

☐ Meudon ☐ Vanves

Je suis intéressé(e) par 1 appartement

☐ ST ☐ 2P ☐ 3P ☐ 4P ☐ 5P

☐ HABITATION ☐ INVESTISSEMENT

NOM _____

ADRESSE _____

Tél. _____

Veuillez retourner ce bon à CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris

Comptes rendus de la séance du 20 mars qui sont été importés pour publier la cote officielle des valeurs de la séance du 20 mars. Les cours des valeurs de la séance du 20 mars sont les mêmes que ceux de la séance du 19 mars.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de publier, après le clôture, la cotation des valeurs de la séance du 20 mars. Les cours des valeurs de la séance du 20 mars sont les mêmes que ceux de la séance du 19 mars.

Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compagnement	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours
675	A.S. 1973	674	688	761	697	50	S. L. Letourneux	197	50	190	200	190	190	120	190	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	
1928	C.R.E. 3 %	1927	1928	1930	1929	50	Esso S.A.S.	50	62	52	51	51	51	91	50	62	52	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51
235	Algerie	231	311	312	310	478	Ferret	356	52	356	354	352	352	69	356	52	356	354	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352	352
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	341	
340	Algerie	341	341	341	341	341	Algerie	341	341	341	341	341	341																										

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. IDEES
- 3-4. DIPLOMATIE
- La visite en France du président des Etats-Unis.
5. ASIE
- Le conflit entre Hanoi et Phnom-Penh.
6. AMERIQUES
- « Le Chili » normalisé (II), par Thierry Melnikoff.
- 7 à 11. POLITIQUE
- LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : les compléments apportés au programme commun par le P.S.; la Haute-Normandie face à la relève de son personnel politique.
12. SOCIETE
- La politique à l'école.
- Les pour- et contre de la loi de la Nive contre trois journaux parisiens.

LE MYTHE DES LIVRES

PAGES 13 A 18

LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : Le bilan (II).

LE TRIPS ETRANGERS : Gabriel Garcia Marquez, voyant souverain.

CONGRES : Le Pen Club adopte un projet de Déclaration des droits de l'étranger.

HISTOIRE : Les Français.

- 17-18. ARTS ET SPECTACLES
- THEATRE : les « Temps nouveaux », de l'Ensemble de Genevilliers; le III^e Festival des travailleurs immigrés.
- 24 à 26. ECONOMIE
- CONJONCTURE : Selon le S.O.F.R.E.S., une majorité de chefs d'entreprise estime que le plan Barre a échoué.
25. REGIONS
25. ENVIRONNEMENT
- M. d'Ornano annonce cent mesures pour la qualité de la vie.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (20)

Annouces classées (22 et 23) : Aujourd'hui (21); S'élève d'enseignement (21); Canal (20 et 21); « Journal officiel » (21); Loterie nationale et Loto (21); Médecine (21); Météo (21); (21); Bourse (21).

DAIM style

spécialiste du vêtement de peau H. et F.

SOLDES

réparat. transform. nettoyage

8, rue de Valenciennes - Paris - 75012

Demain Vendredi à 14 h.

SOLDES

annuels de sacs et bagages

34, boulevard Haussmann

METRO CHAUSSEE-D'ANTIN

Charron crée et fabrique : c'est pourquoi il

SOLDES

ses meubles d'exposition 1977 pour faire place à ses nouvelles créations 1978

à 1er, bd de Charente 75001 PARIS

5 étages : 3.000 m² d'exposition de meubles contemporains, rustiques et de style.

A B C D E F G

Les autorités monétaires américaines
annoncent qu'elles soutiendront le dollar

Washington. — Pour la deuxième fois en quinze jours, l'administration américaine s'est trouvée dans l'obligation d'affirmer sa volonté d'intervenir sur les marchés des changes pour défendre le dollar.

Le 21 décembre 1977, alors que la baisse de la devise américaine s'accroissait, le président Carter, en vacances à Plains, prenait l'initiative inhabituelle de faire publier par la Maison Blanche une déclaration affirmant sa volonté de préserver l'intégrité du dollar.

Avec le recul, il semblerait que cette affirmation visait autant à préparer la nomination à la tête de la Réserve fédérale de M. William Miller, en remplacement de M. Arthur Burns, qu'à calmer les critiques adressées par l'Europe et le Japon à l'indifférence affichée par Washington face au déclin persistant de la valeur de la monnaie américaine. La réaction des marchés à « l'inconnue Miller », après la réouverture au lendemain des fêtes de fin d'année, démontrait l'impact de cette opération. La baisse du dollar se transformait en débâcle.

Face à cette situation, le Trésor a annoncé, mercredi dans un communiqué conjoint avec le Système de Réserve fédéral un accord de crédit réciproque avec la Bundesbank allemande, qui lui permettra d'acquiescer des deutschemarks pour soutenir le dollar. Elle a souligné

De notre correspondant

que cet accord est déjà en état d'être appliqué, laissant ainsi entendre que le crédit allemand était déjà utilisé pour intervenir sur les marchés. De fait, la devise américaine avait amorcé un redressement, mercredi, dès avant l'annonce de l'accord.

Le crédit en question a été ouvert en vertu des accords de « swap » conclus par le « Fed » avec les principales banques centrales étrangères, selon lesquels il peut se procurer des devises pour intervenir sur les marchés. Le réseau de « swaps » totalise quelque 20 milliards de dollars (dont 2 milliards avec la Bundesbank), mais une fraction seulement de cette somme est mobilisable en pratique (celle qui correspond aux monnaies fortes). Pour des opérations de soutien, le Trésor dispose des ressources du Fonds de stabilisation des changes, quelque 4,7 milliards de dollars, qui peuvent servir de contrepartie à des emprunts en devises.

Mais il est contraire à la politique américaine d'intervenir sur des montants importants, bien que, sous la pression des pays européens, la Réserve fédérale ait augmenté son soutien en décembre.

Nouveau voyage
à Tokyo

Fondamentalement, la position américaine reste inchangée. Pour Washington, les interventions sur les marchés doivent corriger les désordres spéculatifs, mais nullement affecter les tendances de base. Un haut fonctionnaire du Trésor l'avait souligné avec force lors de la déclaration du président Carter. Personne n'a dit le contraire mercredi.

Plus que la déclaration du Trésor, c'est, pense-t-on à Washington, l'annonce du voyage à Tokyo, la semaine prochaine, du représentant spécial de la Maison Blanche pour les

négociations commerciales, M. Robert Strauss, qui constitue le meilleur augure à moyen terme pour le dollar, dans la conjoncture actuelle.

Dans l'immédiat, la devise américaine restera affectée, même si un redressement technique se produit après l'effondrement des derniers jours, par les incertitudes qui planent sur la politique que mènera M. William Miller à la tête du système bancaire central, incertitudes qui ne seront levées que par ses décisions. Le maintien d'un déficit considérable de la balance commerciale en 1978 jouera également. Or, faute d'un programme énergétique, et faute d'une reprise économique en Europe qui stimulerait les importations de produits américains, la seule perspective d'amélioration de la balance commerciale est une réduction du déficit des échanges avec le Japon.

La visite de M. Strauss signifie que Tokyo est prêt à de nouvelles concessions. Le négociateur commercial américain avait catégoriquement déclaré le mois dernier, lors de la visite à Washington du ministre japonais des affaires économiques extérieures, M. Nobuhiko Ushiba, qu'il ne se rendrait au Japon que si ce dernier était prêt à faire un effort supplémentaire pour répondre aux demandes américaines.

M. Strauss ira à Tokyo non seulement pour obtenir une ouverture plus grande du marché japonais à la viande de bœuf et aux agrumes américains, objectif auquel tient Washington, mais surtout pour amener le gouvernement japonais à accepter une réduction de l'excédent de sa balance des comptes plus rapide que ce qu'il envisage actuellement. Du point de vue américain, un excédent japonais de 6 milliards de dollars en 1978, au lieu de 10 milliards en 1977, reste trop considérable. Le Japon, estime Washington, doit faire plus pour assumer ses responsabilités internationales.

(Interim.)

NOUVELLES BRÈVES

● **Vente d'or du F.M.I.** à un prix record. Le Fonds monétaire international a vendu 524 000 onces d'or au prix record de 171,26 dollars l'once. Les offres des souscripteurs acceptées par le F.M.I. s'élevaient de 171,26 à 180 dollars, pour un cours moyen de 172,24 dollars, légèrement supérieur au cours de clôture à Londres (171,85 dollars). Les enchères s'effectuent selon la méthode dite hollandaise, tout l'or a été adjugé au prix le plus bas accepté par le Fonds.

● **L'approvisionnement de la France en protéines.** Le conseil supérieur d'orientation des productions et de gestion des marchés agricoles, qui s'est réuni le 4 janvier sous la présidence de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, pour entendre deux rapports (le Monde du 5 janvier) sur la réduction de la dépendance en protéines de la France, a décidé de constituer un groupe de travail. Il sera composé de M. Roy, directeur scientifique de l'Institut de la recherche agronomique (INRA), de M. Anberger, directeur de la production, et des membres du ministère de l'Agriculture, et de professionnels. Le groupe rendra ses conclusions pour le 8 février prochain.

● **Catair dépose son bilan.** — Le personnel navigant de la compagnie Catair (première compagnie charter privée française) est en grève depuis le mercredi 4 janvier, les salaires n'étant plus réglés depuis le 3 novembre dernier. Le tribunal de commerce de la Seine a été saisi à la demande de l'ensemble du personnel Catair, qui a révisé son bilan, posé le séquestre de la compagnie et déposé une quarantaine de personnes.

● **Les Concorde d'Air France.** — Le coefficient de remplissage global des Concorde d'Air France pour l'année 1977 s'est établi à 53,6 % et non pas à 50,36 %, comme cela a été indiqué par erreur dans le Monde du 5 janvier.

● **L'éboulement du tunnel du Rove.** L'état s'est rendu responsable par le tribunal administratif de Marseille de l'éboulement du tunnel navigable du Rove, reliant la Rhône à Marseille.

Le procès avait été intenté par l'avocat des trois compagnies maritimes utilisatrices du tunnel. La navigation s'y était déroulée sans incident de 1927 à 1963; elle dut cesser à cette dernière date en raison d'un éboulement au cours duquel la voûte s'effondra sur une centaine de mètres.

La polémique sur le vote des Français à l'étranger

A Nice

LE P.C. ACCUSE M. MÉDECIN
DE « FRAUDE ÉLECTORALE »

(De notre correspondant.)

Cannes. — Les candidats du parti communiste dans les trois circonscriptions de Nice, M. Charles Carassa (1^{re}), Mme Janine Labica (2^e) et M. Virgile Pasquetti (3^e), ont annoncé mercredi 4 janvier qu'ils ont déposé une plainte pour fraude électorale à la suite de l'intervention directe de M. Jacques Médecin, en tant que maire de Nice et membre du gouvernement, auprès des Français résidant à l'étranger pour qu'ils se fassent inscrire sur les listes électorales de sa circonscription. Les élus communistes de Nice, Mme Virgile Barol, député; Charles Carassa, Louis Broch, Louis Fiori, conseillers généraux, ont d'autre part demandé au préfet des Alpes-Maritimes des éclaircissements sur les inscriptions des Français de l'étranger sur les listes électorales du département. Le P.C. reproche notamment à M. Médecin d'avoir personnellement sollicité les suffrages des électeurs résidant dans la Principauté de Monaco.

En mars 1973, M. Médecin avait été réélu au deuxième tour après le retrait du candidat républicain indépendant, M. Jean-Claude Dischamps, avec 13 994 voix d'avance sur le candidat du P.C., M. Louis Broch. Mais aux élections municipales de mars 1977, il n'avait devancé la liste d'union de la gauche dans son propre secteur que de 333 voix sur 50 646 suffrages exprimés.

Le scrutin paraît être beaucoup plus serré dans la première circonscription (Nice 1, 2 et 3) où se présente M. Charles Carassa (P.C.) et où M. Virgile Barol ne l'avait emporté en 1973 que par 1 010 voix d'avance.

M. J. BONHOMME (R.P.R.) : MM. Defferre et Mitterrand sont plus amnésiques que jamais.

Intervenant dans la polémique sur le vote des Français de l'étranger, M. Jacques Bonhomme (apparenté R.P.R.), député de Tarn-et-Garonne, estime qu'il n'y a rien dans tout cela qui puisse évoquer la notion d'escroquerie pas plus que de « racket », à moins que le démarchage électoral que pratiquent tous les partis soit assimilé à un « racket ».

Il ajoute notamment : « Dans tout cela, nul dévouement, nulle contrainte, nulle légalité. Or qui s'indigne, l'homme et le mètre ? MM. Defferre et Mitterrand, c'est-à-dire les protagonistes majeurs, les pères pour ainsi dire de l'escroquerie électorale la plus finement élaborée de l'histoire de toutes les Républiques.

Grâce aux apparentements institués par les formations politiques auxquelles appartenaient MM. Defferre et Mitterrand, les Français ont pu voir — en 1951 et en 1956 — des candidats communistes gauchistes et nouveaux battus par leurs adversaires qui avaient obtenu plusieurs millions de voix de moins qu'eux.

« Mieux encore ces mêmes fins politiques réussirent en 1958 à faire invalider par l'Assemblée du moment une quinzaine de députés poujadistes régulièrement élus il y a en avril environ cinquante ans, et en avril ou le double sans les apparentements sous des prétextes juridiques incroyablement anodins et à les faire remplacer dans la foule et sans sélection par de petits camarades.

« Décidément, MM. Defferre et Mitterrand sont plus amnésiques que jamais. »

(Lire nos informations page 11.)

LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
VISITERA LA BOURGOGNE
LES 26 ET 27 JANVIER

Le voyage que M. Giscard d'Estaing doit faire en Bourgogne, et au cours duquel il prononcera un discours sur le « bon et vieux pour la France », aura lieu les jeudi 26 et vendredi 27 janvier. Selon des informations publiées le jeudi 5 janvier, par le quotidien dijonnais le Bien public, et confirmées par l'Ellysée, le président de la République se rendra d'abord à Auxerre (Yonne), dont le maire, M. Jean-Pierre Solson, secrétaire général du P.R., est candidat aux élections législatives. Puis M. Giscard d'Estaing gagnera la Côte-d'Or, s'arrêtera à Vitteaux, Précy-sous-Thil, Saulieu et Sombernon, et passera la nuit à Dijon.

Le 27 janvier, le chef de l'Etat se rendra à Beaune, où M. Jean-Philippe Lecat, chargé de mission auprès du président de la République, est candidat aux élections législatives. M. Giscard d'Estaing rencontrera les représentants des viticulteurs, avant de gagner la Saône-et-Loire, où il prononcera, dans la soirée, à Verdun-sur-le-Doubs, un discours retransmis en direct par la radio et par la télévision.

En janvier chez Old England

Costumes - vestons
sur mesure
au prix spécial de 2200 F

Coupés dans nos tissus anglais exclusifs :
peigné, saxon, tweed, flanelle, etc.

Et aussi, importés d'Angleterre,
les pyjamas 78 F
les chemises 52 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

pierre d'alby
Solde ses collections

135, boulevard Saint Germain - Paris 6
15, rue de Passy - Paris 16

هكذا من الأصل